

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

LE DROIT ECCLÉSIASTIQUE CONTEMPORAIN D'IRLANDE

THÈSE

*soutenue devant la Faculté de Droit
de l'Université de Paris
le 7 janvier 1958.*

PAR

JEAN BLANCHARD

DOCTEUR EN DROIT
LICENCIÉ ÈS LETTRES
ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
MASTER OF ARTS

MEMBRES DU JURY :

Président : M. G. LE BRAS, Professeur.

Suffragants : { *M. P.-C. TIMBAL, Professeur.*
M. J. GAUDEMET, Professeur.

P A R I S

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
R. PICHON & R. DURAND-AUZIAS

20, Rue Soufflot, 20

1958



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551516_0092

Le Droit Ecclésiastique
contemporain
d'Irlande

LE DROIT ECCLÉSIASTIQUE CONTEMPORAIN D'IRLANDE

THÈSE

*soutenue devant la Faculté de Droit
de l'Université de Paris
le 7 janvier 1958.*

PAR

JEAN BLANCHARD

DOCTEUR EN DROIT
LICENCIÉ ÈS LETTRES
ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
MASTER OF ARTS

MEMBRES DU JURY :

Président : M. G. LE BRAS, Professeur.

*Suffragants : { M. P.-C. TIMBAL, Professeur.
M. J. GAUDEMET, Professeur.*

P A R I S

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
R. PICHON & R. DURAND-AUZIAS

20, Rue Soufflot, 20

1958



AVERTISSEMENT ET REMERCIEMENTS

Cette courte thèse est un ambitieux projet puisque rien ne nous désignait pour l'accomplir et que c'était une tâche délicate. C'est une étude nécessairement incomplète, inégale, où peut-être seul l'immédiat nous est apparu. On aura développé certains points et passé beaucoup d'autres sous silence, souvent involontairement. Ce travail est le schéma inachevé et peut-être inexact parfois d'une étude approfondie que pourrait mener à bien un chercheur doté de temps, de patience et de talents. Du moins, avons-nous voulu essayer de remplir un vide dans la connaissance d'un pays proche et tenté de répondre au désir d'un maître très respecté. Nous avons, d'autre part, été mû par la sympathie pour l'Irlande. On nous le pardonnera, espérons-nous.

On voudra bien également excuser les erreurs introduites — involontairement — dans cette œuvre de bonne volonté.

*
**

Notre premier soin en débutant cet ouvrage doit être d'exprimer des remerciements. Ils sont si nombreux à formuler que nous avons, d'avance, conscience d'être un ingrat. Si ce travail a quelque utilité, elle est due aux conseils, à l'inspiration et à la méthode de M. le Professeur Le Bras. Notre première expression de très vive gratitude sera donc pour lui.

C'est ensuite aux autorités ecclésiastiques irlandaises que va notre reconnaissance, spécialement au chef de l'archidio-

cèse de Dublin, sans l'appui, l'aide et la bienveillance de qui nous n'aurions pas pu mener cet ouvrage à sa fin, bonne ou non. Qu'il veuille bien recevoir ici l'expression de notre très respectueuse gratitude. Les mêmes sentiments nous animent à l'égard de S.E. Mgr l'évêque de Galway qui nous a reçu, instruit et encouragé. Aux collaborateurs de Mgr l'archevêque de Dublin, compétents, précis et bienveillants, parmi lesquels nous voulons surtout citer M. l'abbé J.G. Sheehy, vice-chancelier du diocèse, dont l'assistance fut inlassable, et M. l'abbé MacMahon, vont nos très particulièrement vifs remerciements.

Une gratitude égale est due aux ecclésiastiques suivants, dont il nous est très agréable de mentionner les noms : Monsignor Richard Glennon, qui nous a très bienveillamment fait découvrir les divers problèmes du Gouvernement paroissial et leurs incidences sociologiques; le R.P. A. Gwynn, S.J, dont l'aide fut aussi éclairée, efficace et inépuisable que souriante; le R.P. John Ryan, S.J., ardent et éminent historien de l'Irlande, pour le dévouement, l'aide et le talent; le Rev. professeur Cremin, notre premier initiateur à la science du droit canon dont il dispense l'enseignement magistral au séminaire de Maynooth; le Rev. professeur O'Doherty, titulaire de la chaire de psychologie à University College, Dublin, pour l'aide précise spontanément apportée, pour la compréhension et pour la sympathie; le Rev. professeur Conor Martin, pour ses aperçus lucides sur le droit contemporain, et MM. les abbés Kenny et Murphy, dont le concours fut précieux autant que ses auteurs modestes.

Le bras séculier ne nous fut pas moins secourable que l'autre. C'est à M. Colum Gavan Duffy que nous pensons en premier lieu. Fils et continuateur d'un illustre magistrat, il nous a guidé avec bienveillance dans un domaine où nous trébuchions volontiers. Il fut attentif, dévoué, éclairé. A M. John Kenny, du barreau de Dublin, nous devons d'avoir compris les problèmes juridiques contemporains liés à l'ordre ecclésiastique.

Il nous faut enfin remercier toutes les personnes, ecclésiastiques ou laïcs, qui nous ont renseigné, aidé, encouragé. Nous nous excusons de ne pouvoir les mentionner ici.

Introduction

INTRODUCTION

L'Irlande est une île derrière une île ; c'est ainsi du moins qu'elle apparaît à l'observateur continental. Elle est peu connue ; elle reste à découvrir, ou plutôt à redécouvrir. Car elle a dominé la scène de l'Europe aux premiers siècles du Moyen Age et illuminé spirituellement un monde qui doit à ses moines législateurs et itinérants du ^{vi}^e et du ^{vii}^e siècle d'avoir sauvé la civilisation dans un temps de grand péril. Puis elle s'est comme effacée dans les brumes d'une histoire tourmentée. Longtemps perdue, ignorée par beaucoup, elle a conservé des traits originaux et très attachants. La méconnaître plus longtemps serait une ingratitude. Nous avons voulu, sur l'initiative d'un maître éminent, essayer de retrouver, dans un domaine très limité — et en même temps bien vaste — quelques traits du visage actuel de ce pays qui fut toujours sur la brèche pour la défense de sa foi, et faire connaître l'aspect juridique de ses institutions religieuses qui sont moins connues encore, peut-être, que ses luttes politiques récentes.

Un rappel historique aidera à mieux situer les problèmes que posent l'existence d'une organisation ecclésiastique fort ancienne dans la société séculière de cette nation moderne.

RAPPEL HISTORIQUE

Pour la clarté de l'exposé, on distinguera les périodes déterminées par les événements significatifs que furent l'arrivée des Anglo-Normands au ^{xii}^e siècle, la Réforme protestante

quatre siècles plus tard et, enfin, l'apparition des idées libérales à la fin du XVIII^e siècle.

**A. — L'ancien droit, la réforme grégorienne
et la période prénormande
(jusqu'à la fin du XII^e siècle).**

L'importance considérable de l'Irlande dans l'ancien droit canon est bien connue. D'excellentes études ont été consacrées à cette question. En dehors des ouvrages essentiels, en langue française, comme ceux de Dom Gougaud (1) et de G. Le Bras (2), il convient de rappeler celui de James F. Kenney (3) et particulièrement l'ouvrage capital du Père John Ryan, S.J. : *Irish Monasticism, Origins and Early Development* (4).

La façon dont fut peu à peu introduit en Irlande le droit de l'Eglise d'Occident n'a pas fait toutefois, à notre connaissance, l'objet d'études aussi approfondies. On sait que la réforme générale du droit canon survenue aux XI et XII^e siècles, consécutive au renouveau de vigueur dont bénéficia l'autorité pontificale et au regain d'intérêt pour le droit romain, n'atteignit pas tout d'abord l'Irlande, trop éloignée des influences continentales. Mais, après l'établissement des Normands en Angleterre, les deux grands archevêques de Cantorbéry, Lanfranc et saint Anselme qui, tous deux, étudièrent à Rome et enseignèrent à Bec, en Normandie, eurent une influence importante sur la réforme de l'Eglise d'Irlande (5)

(1) *Les chrétientés celtiques*, Paris, 1911.

(2) *Histoire des collections canoniques en Occident, depuis les fausses décrétales jusqu'au décret de Gratien*, Paris, 1931, et l'article : « Les Pénitentiels », dans *L'Encyclopédie catholique*, ainsi qu'un grand nombre d'ouvrages, études, articles dont, parmi les plus récents, il faut signaler celui contenu dans *Le miracle irlandais*, publié sous la direction de DANIEL-ROPS, Paris, 1956, chapitre sur « Les Pénitentiels irlandais », pp. 172-190.

(3) *The Sources for the Early Ecclesiastical History of Ireland* (New York, 1929).

(4) Dublin, 1931.

(5) Une étude sur ce sujet a été faite par le Père A. GWYNN, qui est un des meilleurs spécialistes de l'histoire ecclésiastique irlandaise, au cours d'une série d'articles publiés dans l'*Irish Ecclesiastical Record* (Dublin, 1940-1941) et dans *Repertorium Novum : a Dublin Diocesan Historical Record*, vol. I, pp. 1-26 (Dublin, 1935). C'est à ce fort distingué et érudit historien que nous devons une bonne part des éléments de la présente introduction.

qui connaissait alors de très grands désordres. D'un autre côté, des contacts *directs* s'établirent avec Rome au XI^e siècle et au début du XII^e, grâce auxquels l'Irlande participa au renouveau juridique. Ce fait, assez méconnu, a été récemment mis en relief par le P. Aubrey Gwynn (6).

Le résultat de ces influences se traduisit par la réunion d'une série d'importants conciles. Le premier se tint à Cashel, en 1101; ses décrets sont parvenus jusqu'à nous dans leur texte irlandais ancien. Le second et le plus important devait être celui de Rathbreasail (dans le comté actuel de Tipperary), en 1111. Ses actes sont perdus, mais on sait que son principal résultat fut l'introduction en Irlande d'une véritable organisation diocésaine remplaçant l'ancien système monastique; une liste des deux archevêchés (Armagh et Cashel) et des vingt-quatre diocèses suffragants, alors constitués, a pu être établie.

Le futur saint Malachie, alors archevêque d'Armagh, qui fut légat pontifical pendant les huit dernières années de sa vie (1140-1148), poursuivit l'œuvre de réforme commencée par les conciles. Après lui, Eugène III renvoya en Irlande le cardinal Paparo porteur de quatre palliums pour les archevêques d'Armagh, Cashel, Dublin, Tuam. La nouvelle division territoriale ainsi créée rencontra d'abord une très vive opposition locale. Puis le concile de Kells (7), dont les actes ne nous sont pas parvenus, confirma la réorganisation épiscopale.

B. — De la réforme d'Henri II à la Réforme protestante (fin du XII^e siècle-XVI^e siècle).

Le désordre subsistait néanmoins. La répression des abus allait être réalisée par un réformateur inattendu, le jeune roi Henri II d'Angleterre, celui qui avait fait assassiner Thomas à Beckett. Grâce à la bulle (8) obtenue du pape Adrien IV, de naissance anglaise, qui l'autorisait à « contenir

(6) *Ireland and the continent in the eleventh century*, dans *Irish historical studies*, vol. VIII (1953), pp. 193-216.

(7) Une liste des évêques qui y assistèrent nous est connue.

(8) La bulle *Laudabiliter*, dont l'authenticité a été fortement suspectée dans le passé, a été perdue, mais son contenu nous est connu.

le torrent de vice, à réformer les mauvais usages et jeter les semences de la vertu » (9), il se fit reconnaître la souveraineté sur l'Irlande; les premiers contingents anglo-normands débarquèrent en 1169. Une ère nouvelle s'ouvrait ainsi dans l'histoire de ce pays, en particulier dans les relations de l'Eglise irlandaise avec le pouvoir temporel. Après le séjour d'Henri II à Dublin (1171-1172), le pape Alexandre III, dans trois lettres adressées respectivement au roi d'Angleterre, au légat pontifical et aux évêques d'Irlande, ainsi qu'aux rois et princes de ce pays, exhorta les chefs temporels à accorder obéissance au roi d'Angleterre et à mettre fin aux désordres. Il recommandait en même temps à Henri II de se montrer zélé dans l'œuvre de réforme ainsi entreprise.

Le concile plénier de Cashel (1172) — à l'issue duquel les évêques promirent loyauté au souverain anglais — porta le fer dans la pratique des abus commis dans l'administration des sacrements, le paiement des dîmes et divers autres domaines. Le huitième et dernier décret du concile disposa que l'office divin serait désormais célébré dans toutes les parties de l'Irlande selon les formes et usages de l'Eglise d'Angleterre (10).

Après la mort de Saint-Laurence O'Toole (11), John Cumin, premier archevêque anglais de Dublin (1182-1212), réunit un concile provincial en 1186: son successeur, Henry de Londres, présida comme légat pontifical un concile plénier (1218); les actes de celui-ci ont été perdus, mais on sait que l'archevêque fit de grands efforts pour empêcher que les Irlandais ne fussent nommés aux sièges épiscopaux. La réaction du clergé fut véhémement et Honorius III condamna l'action du légat en lui retirant ses pouvoirs (12).

(9) Voir *Catholic Encyclopedia*.

(10) « ... car il est juste et bon que — puisque l'Irlande a reçu son Seigneur et Maître de l'Angleterre — elle accepte les réformes de la même source. »

(11) En 1180, à Eu, en Normandie, où l'archevêque (et futur saint patron de Dublin) était allé voir le roi d'Angleterre. Le chapitre cathédral de Christ Church aurait dû demander à celui-ci l'autorisation de tenir une élection. Au lieu de cela, Henri II procéda de lui-même à la nomination du successeur et accorda le siège à un des membres de sa maison. Le siège, en effet, était d'importance, et Henri II voulait avoir un archevêque sur lequel il pût compter.

(12) On trouverait une longue étude de cet épisode dans l'article du Père A. GWYNN, dans la revue *Studies*, mars-septembre-décembre 1949.

Les Anglo-Normands n'ayant pas réussi à conquérir toute l'île et l'Angleterre se trouvant ultérieurement trop absorbée par les péripéties de la guerre de Cent Ans, l'Irlande fut, au cours des ^{xiii}^e, ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, partagée en deux zones de coutume sinon même de juridiction ecclésiastique différentes. Là où l'influence anglaise s'établit fortement, singulièrement dans l'Est du pays (Leinster et partie du Munster), les coutumes religieuses et les pratiques féodales s'imposèrent. Les autres provinces (Ulster, Connacht et districts de Kerry et Clare dans le Munster) demeurèrent soumises aux coutumes et au système juridique irlandais, dit *Brehon*; le droit féodal y resta presque inconnu. On est beaucoup mieux renseigné sur la vie ecclésiastique dans la zone d'influence anglaise (où se tinrent les conciles provinciaux anglo-irlandais de Dublin, 1240; Ferns, 1240; Kilkenny, 1317; Dublin, 1366) que dans l'autre. De celle-ci, on sait seulement, d'après les documents pontificaux du ^{xv}^e siècle, que de graves abus continuaient de s'y manifester en matière de droit matrimonial et de bénéfices ecclésiastiques (ces derniers étaient devenus, dans une grande mesure, la propriété traditionnelle de quelques grandes familles).

C. — L'Eglise persécutée (XVI^e siècle-XVIII^e siècle).

La rupture consommée entre Henri VIII et Rome (1534) changea profondément le visage de l'Irlande catholique et ouvrit une période tourmentée qui devait durer trois siècles. La conquête militaire appuya la réforme religieuse. Les quatre archevêques et plusieurs évêques se plièrent à l'injonction de remettre leurs bulles papales en signe de soumission au monarque anglais; ils furent déclarés hérétiques et suspens par Paul III. D'autres prélats rejetèrent l'*Act of Supremacy* de 1534 adopté par le Parlement irlandais en 1536. De nombreux sièges épiscopaux restèrent vacants. Le désordre politique ajouta à la confusion religieuse.

La Réforme protestante devint plus agressive encore sous Edouard VI (1547-1553), puis, après une courte période d'apaisement sous le règne de Marie Tudor (1553-1558), la persécution dirigée contre les prêtres ou les moines fut la règle avec Elisabeth I^{re} (1558-1603).

Aucun évêque irlandais n'assista à la première session du concile de Trente (1545-1547), mais l'Irlande y fut représentée par un Ecossais, Robert Waunchop, que Paul III venait de nommer archevêque d'Armagh à la place de George Cromer, déclaré hérétique (13); il joua un rôle actif pendant le concile. La deuxième session de celui-ci (1551-1552) ne vit venir aucun représentant de l'Irlande (14). Trois évêques de la Province de Tuam, par contre, assistèrent à la dernière session (1562-1563) (15). Il semble que les décrets du concile aient reçu au moins un commencement d'application dans la Province de Tuam en 1566 et dans le Nord de celle d'Armagh (entre 1582 et 1587) où ils furent promulgués. On ne sait rien concernant alors les autres provinces.

La résistance irlandaise s'affaiblit peu à peu sous les coups portés par le pouvoir royal anglais et la répression militaire. Les « plantations » d'Ecossais et d'Anglais protestants sous Jacques I^{er} achevèrent de détruire les structures juridiques et sociales dans la région du pays où elles s'étaient toujours maintenues avec le plus de vigueur, en Ulster. Dans l'ensemble du pays, les anciens statuts *Brehon* perdirent peu à peu leur influence et, avec eux, disparurent bientôt les éléments de résistance à la tradition anglaise ainsi qu'au droit canon.

L'œuvre de réforme ecclésiastique reprise en 1561 par Pie IV qui, à cette fin, envoya en Irlande un nonce apostolique, le père jésuite David Wolf, fut continuée un siècle plus tard par David Rothe de Kilkenny, seul évêque alors résidant en Irlande. Pendant que se poursuivait l'héroïque résistance à la persécution anglaise, deux importants conciles, dont l'œuvre réformatrice est connue, se tinrent grâce à lui en 1614, l'un à Drogheda pour la Province d'Armagh, le second à Kilkenny, dans celle de Dublin.

(13) Voir l'article de J. BRADY, *Irish Ecclesiastical Record*, 1946, pp. 188-195.

(14) ROBERT WAUNCHOP était mort à Paris où il se trouvait, en route vers l'Irlande, en novembre 1551.

(15) J. BRADY, *op. cit.*, p. 195.

La lutte contre les abus (16), il est vrai, se heurtait à bien des obstacles en raison de l'incertitude des temps, de la difficulté d'appliquer la législation du concile de Trente en face d'une persécution religieuse toujours active, de la difficulté également qu'éprouvaient les fonctionnaires romains, nourris de traditions italiennes, à comprendre et apprécier les conditions profondément différentes de la réalité irlandaise.

La persécution cromwellienne (1649-1658) anéantit les espoirs que, sous le règne de Charles I^{er}, les catholiques avaient mis dans un gouvernement plus favorable à la religion. Avec Charles II (1660-1685), les rigueurs s'atténuèrent; l'accession au trône du roi catholique Jacques II éveilla bien des espoirs; mais sa fuite d'Irlande après la défaite de la Boyne (1690), les malheurs de Lauzun, la reddition de Limerick (1691) et le départ pour la France des « Wild Geese » avec le valeureux général Sarsfield, laissèrent les catholiques à la merci de la répression protestante, sous William III. Pendant tout le XVIII^e siècle, ils demeurèrent soumis à un surprenant régime d'incapacités juridiques et de sanctions pénales, connu sous le nom de « Penal laws ». Seul un nombre très limité de prêtres furent autorisés à exercer le ministère paroissial. L'organisation ecclésiastique devint plus précaire et incertaine encore qu'auparavant. Un système de délation organisé par le gouvernement rendit dangereux de maintenir plus qu'un minimum de vie catholique dans le pays.

D. — Le retour progressif à la liberté (fin du XVIII^e siècle-XIX^e siècle).

L'esprit d'indifférence religieuse et de scepticisme et le développement des idées libérales qui se manifestaient en Europe depuis le milieu du siècle allaient rendre possible un adoucissement du sort des persécutés. D'autre part, la politique romaine en faveur des Stuart exilés étant désor-

(16) Les divers efforts faits en ce sens au XVII^e siècle n'eurent qu'un succès limité. Les abus persistèrent; on constatait, en particulier, beaucoup d'irrégularité dans l'observation de la liturgie. Le rite anglais médiéval était encore suivi dans la province de Dublin en 1615, année où il fut remplacé par le rite romain. Cette réforme n'intervint que plus tard dans les autres provinces.

mais abandonnée par Clément XIII, Rome ne se refusa plus aux contacts avec la dynastie hanovrienne, ce qui répondait d'ailleurs aux vœux des quelques grandes familles catholiques irlandaises qui avaient réussi à se maintenir à travers les persécutions.

Aussi, à la fin du XVIII^e siècle, la hiérarchie irlandaise jugea-t-elle possible de fonder un petit nombre d'écoles et de collèges destinés aux laïcs comme aux clercs (jusque-là, on le sait, ceux-ci avaient dû leur formation aux collèges irlandais de France, d'Espagne, de Flandres ou de Rome. La Révolution française, chose remarquable, allait précipiter le mouvement. L'homme d'Etat britannique (de naissance irlandaise), Edmund Burke, que le progrès des idées révolutionnaires préoccupait davantage encore que celui du catholicisme, trouva bientôt dans la hiérarchie irlandaise un écho à ses soucis ; redoutant que la formation continentale du clergé ne favorisât l'introduction en Irlande des ferments de liberté, il fit accepter par les évêques (17) une offre financière du Gouvernement anglais pour la fondation d'un séminaire : en 1795 était ainsi créé le Collège Saint-Patrick de Maynooth, qui allait devenir le grand séminaire national d'Irlande.

Quelques concessions furent faites aux catholiques par le Parlement protestant de Dublin en 1778, 1782 et 1792. Celui-ci ayant été supprimé par l'acte d'Union de 1801 et l'opposition royale à l'émancipation des catholiques se confirmant, l'espoir d'un régime plus libéral, un instant entrevu, s'effaça. Avec l'apparition sur la scène politique de la puissante figure de Daniel O'Connell, les exigences nationales en vue d'une plus grande liberté s'exprimèrent avec une force nouvelle. Ainsi fut acquis bientôt le vote de l'acte d'émancipation des catholiques de 1829. Il est bon de noter que pendant cette période de grande agitation politique, les évêques, à quelques exceptions près, se montrèrent fort réservés à l'égard des idées nouvelles issues du mouvement révolutionnaire continental, de sorte que O'Connell se trouva plusieurs fois en désaccord avec la hiérarchie.

(17) Du moins certains d'entre eux. Il semble que quelques-uns accueillirent la Révolution sans effroi.

En opposition avec ce dernier, se dessina bientôt la forte personnalité de Mgr Paul Cullen, qui avait été appelé au siège d'Armagh en 1849. Transféré à Dublin en 1852, devenu cardinal en 1867, cet ancien recteur du collège des Irlandais à Rome était de tendances très conservatrices; il tendit toujours à maintenir la vie catholique irlandaise en accord étroit avec les traditions et les vues romaines. Il demeura la figure marquante de l'épiscopat irlandais jusqu'à sa mort en 1878. C'est lui qui présida, en 1850, à Thurles, le premier concile plénier tenu depuis la Réforme. Avec ce concile s'ouvrait la période contemporaine de l'histoire ecclésiastique irlandaise où nous allons situer le cadre de notre étude.

POSITION DES PROBLEMES A ETUDIER ET SOURCES JURIDIQUES

Les considérations exposées ci-dessus nous auront aidé à déterminer les problèmes qui se posent aujourd'hui. Ayant évolué, du fait de son histoire, tout à fait en marge de l'Europe et dans des conditions uniques par leur rigueur et leur durée, comment l'Eglise irlandaise a-t-elle abordé la période actuelle ? Dans quelle mesure la pratique ecclésiastique héritée des temps exceptionnels diffère-t-elle, éventuellement, de celle des pays continentaux ? De quelle manière s'harmonise-t-elle avec la législation de l'Eglise universelle ? Comment la complète-t-elle, le cas échéant ? Quelle est, elle-même, la législation ecclésiastique propre à l'Irlande ?

Plus précisément, quelle est l'organisation géographique et hiérarchique de l'Eglise irlandaise, dans quelle mesure et selon quel régime juridique celle-ci a-t-elle l'usage des biens temporels qui lui sont nécessaires à la poursuite de ses fins propres, quels sont ses rapports de droit et de fait avec l'autorité politique, quel rôle joue le clergé dans la société séculière ?

La réponse à ces questions, nous la trouverons d'abord et essentiellement dans la législation synodale, c'est-à-dire dans les règles posées par le concile plénier de Maynooth de 1927 qui est la source du droit ecclésiastique contemporain d'Irlande.

Le premier concile plénier, après la réhabilitation de l'Eglise catholique, s'était tenu à Thurles (18), en 1850. Il fallait alors, selon les termes employés, « examiner la condition où se trouvait l'Eglise, guérir les blessures causées par la lutte pour la liberté et remettre en place les pierres éparses des Sanctuaires ». Les conciles suivants se réunirent en 1875 et 1900 à Maynooth (le dernier fut présidé par le cardinal Logue). Celui de 1927, dont les règles sont aujourd'hui en vigueur, eut une importance particulière, étant donné qu'il survenait après la Grande Guerre et l'acquisition de l'indépendance irlandaise, mais, surtout, parce qu'il avait pour objet d'harmoniser les règles et les coutumes locales avec le nouveau Code de droit canon promulgué dix ans auparavant.

Il a été suivi d'un autre concile dont les assises se sont tenues en août 1956, à Maynooth également. Les actes de celui-ci se trouvant encore, à la date d'achèvement de cette thèse, à la curie romaine, nous ne pouvons en avoir connaissance.

Le concile plénier de 1927 se réunit pour la première fois dans la soirée du 2 août, sous la présidence du légat pontifical S.E. le cardinal O'Donnell. La première séance solennelle se tint le lendemain, en présence de vingt-cinq évêques, des représentants de deux autres évêques et de nombreux prélats et experts. Ses travaux se poursuivirent de façon ininterrompue jusqu'au 15 août, où eut lieu la cinquième et dernière séance solennelle. Les actes du concile furent ensuite signés par tous les évêques présents et dûment envoyés à Rome. Après révision, la Curie pontificale en fit retour, le 23 novembre 1928, à l'archevêque d'Armagh, Mgr McRory (plus tard cardinal); entre temps, était décédé le cardinal O'Donnell. Ses règles s'appliquèrent à l'ensemble d'une Irlande divisée politiquement par la frontière établie en 1922.

Ses décrets, au nombre de quatre cent soixante-deux, sont groupés sous quarante-neuf titres précédés d'un statut général. Ils observent l'ordre suivant :

(18) Ce lieu fut choisi principalement en raison du mauvais état de santé de l'archevêque de Cashel qui l'empêchait de se déplacer (voir *Irish ecclesiastical Record*, pp. 73-74). La tradition maynutienne a été instaurée et conservée depuis lors.

- Les obligations du clergé (Titre premier);
- Le Pontife romain (Titre II);
- Les évêques et les personnes qui les aident dans l'administration des diocèses (Titres III à XIII);
- Les religieux (Titres XIV et XV);
- Les laïcs (Titre XVI);
- Les associations de jeunes et les associations pieuses (Titres XVII et XVIII);
- L'action catholique (Titre XIX);
- Les sacrements (Titres XX à XXVIII);
- Les églises, oratoires et autres édifices sacrés (Titre XXIX);
- La sépulture ecclésiastique (Titre XXX);
- Les saisons sacrées (Titre XXXI);
- Le culte divin et le magistère ecclésiastique (Titre XXXII);
- Le catéchisme (Titres XXXIII et XXXIV);
- Les missions (Titre XXXV);
- Les séminaires (Titre XXXVI);
- Les écoles et universités (Titres XXXVII à XLI);
- La censure des livres (Titre XLII);
- Les bénéfices (Titre XLIII);
- Les biens temporels (Titres XLIV et XLV);
- Les instituts non collégiaux (Titre XLVI);
- Les fondations pieuses (Titre XLVII);
- Les procès ecclésiastiques, les délits et les peines (Titres XLVIII et XLIX).

Un résumé des peines termine l'exposé de ces dispositions juridiques.

Le législateur conciliaire procède généralement de la façon suivante : il rappelle d'abord quelques prescriptions essentielles du Code dont il cite le canon approprié. Il développe ensuite celles-ci ou les précise. Enfin, il les complète par des dispositions particulières.

Le concile de Maynooth légifère pour l'Irlande entière; s'agissant du diocèse de Dublin, auquel nous donnerons parfois une attention spéciale, nous aurons recours, le cas échéant, aux prescriptions complémentaires du synode diocésain qui s'est tenu le 20 septembre 1927 et qui, en quarante-

six décrets, dispose en ce qui concerne les personnes, les sacrements, le gouvernement pastoral, le culte et le temporel.

*
**

RENSEIGNEMENTS GENERAUX SUR L'IRLANDE POUR FACILITER LA COMPREHENSION DE CETTE ETUDE

Nous croyons utile de faire précéder l'étude juridique qui fait l'objet de cette thèse d'un aperçu de la situation politique, économique et sociale de l'Irlande.

Rattaché en fait à l'Angleterre à partir du XII^e siècle, ce pays est devenu partie intégrante du Royaume Uni en 1801 et l'est resté jusqu'en 1921. L'Eglise protestante (*Church of Ireland*) demeura l'« Eglise établie » jusqu'en 1869. Après l'« émancipation » des catholiques, en 1829, la haute administration, les cadres de l'Etat et les milieux d'affaires demeurèrent cependant de confession protestante dans leur grande majorité.

L'histoire contemporaine de l'Irlande est présente à toutes les mémoires. La lutte parlementaire pour le « Home Rule » allait aboutir lorsque survint la Grande Guerre. Au cours de celle-ci, un soulèvement éclata à Dublin (Pâques 1916), première étape du processus de libération par les armes. En janvier 1919, les députés Sinn Fein s'organisèrent à Dublin en Parlement de l'Irlande indépendante. La répression dura un an, mais, le 7 décembre 1921, l'Angleterre reconnut l'Irlande comme Etat libre (Saorstat Eireann), six des comtés de l'Ulster restant rattachés à la Grande-Bretagne. L'Eire fut dotée d'une constitution définitive par M. de Valera, en 1937.

Bien que séparé politiquement de la Grande-Bretagne, le nouveau pays conservait des liens avec le Commonwealth. Il s'est retiré de celui-ci en 1949. La « République d'Irlande » jouit maintenant d'une indépendance politique complète. Elle entretient cependant avec sa voisine des rapports économiques, financiers, douaniers et autres assez étroits (monnaie commune, union postale...). Quelque 900.000 Irlandais de naissance travaillent en Angleterre. 160.000 citoyens de

la République se sont enrôlés sous le drapeau britannique dans le dernier conflit.

L'ensemble de l'île compte environ 4.300.000 habitants, la République, seule, un peu moins de 3 millions et l'Ulster 1.400.000. La population, d'origine celte en général, comporte dans le Nord une assez forte proportion de descendants d'Ecossais protestants établis en Irlande au moment des « Plantations » sous Jacques I^{er} (19). Dans la République, la proportion de catholiques est de 95 % (4 à 5 % de protestants). Les six comtés de l'Ulster, au contraire, comptent 66 % de protestants et 34 % de catholiques; cette proportion n'a guère changé depuis cinquante ans malgré une natalité peut-être plus forte chez les catholiques que compenserait, nous dit-on, une émigration plus élevée de ceux-ci.

En 1841, la population de l'île entière s'élevait à 8 millions d'habitants. La Grande Famine et l'émigration subséquente la réduisirent à 5 millions en 1860. Après une longue période de déclin, son chiffre se stabilisa au début du siècle. Pour la première fois en cent ans, elle s'accrut légèrement entre 1946 et 1951. Depuis, elle a diminué à nouveau (20). La natalité, pourtant élevée, est, en effet, plus que compensée par l'émigration qui s'élève à 40.000 personnes en moyenne par an (21). Depuis cent ans, plusieurs millions d'Irlandais ont quitté leur pays. L'émigration constitue la faiblesse en même temps que la force de l'Irlande : quelque 25 à 30 millions de ses fils (ou descendants directs de ceux-ci) demeurent en Amérique et en Australie. Cette expansion pacifique maintient dans le monde une présence irlandaise exceptionnelle. Depuis ses moines itinérants et évangélistes du Moyen Age, jusqu'aux « Wild Geese » des xvii^e et xviii^e siècles fuyant la persécution, puis ses émigrants faméliques du xix^e siècle et leurs successeurs du xx^e, l'Irlande a essaimé de

(19) Alors que cette province était restée le plus longtemps réfractaire aux influences étrangères pendant le Moyen Age et était demeurée jusqu'au règne d'Elisabeth une forteresse imprenable des vieilles coutumes, de l'ordre social et du langage gaélique.

(20) Dans la République. Exemple probablement unique au monde d'un pays dont la population décroît.

(21) Il s'agit du territoire de la République.

par le monde des hommes ardents et résolus qui ont modelé la planète dans une mesure parfois méconnue.

La langue parlée dans toute l'île est l'anglais. La langue « nationale » de la République est le gaélique, dont l'usage s'est conservé partiellement dans les comtés de l'Ouest et que le Gouvernement de Dublin s'efforce de maintenir.

La République d'Irlande est membre des Nations Unies depuis 1957. Elle a adhéré au Conseil de l'Europe et à l'O.E.C.E. Elle demeure à l'écart de l'O.T.A.N. (qui vise en particulier à garantir l'intégrité territoriale de ses membres) parce qu'elle maintient sa revendication sur les six comtés de l'Ulster britannique.

Le développement économique est plus marqué dans cette dernière province (constructions navales et aéronautiques à Belfast) que dans le Sud où la principale mais non la seule richesse est l'élevage. La République d'Irlande est une démocratie parlementaire (à système bicaméral) qui, dans les vingt dernières années, a été dominée par la personnalité de M. de Valera, aujourd'hui âgé de soixante-quinze ans. La stabilité du pouvoir gouvernemental est une des caractéristiques du régime. Hormis la présence d'une aristocratie anglo-irlandaise peu nombreuse et qui se tient à l'écart des affaires publiques, on discernerait encore assez mal des « classes » sociales bien différenciées comme on en connaît sur le continent (22) ; il n'y a encore guère de prise de conscience prolétarienne ; le social est une idée neuve en Irlande. Contrairement à ce que l'on a parfois vu en France, la classe ouvrière est fortement intégrée à la nation et participe à ses luttes politiques. Le libéralisme économique est en honneur, le capitalisme y fleurit sans excès.

Précisons enfin que, dans l'étude qui suit, nous traiterons, parfois, de l'Irlande entendue comme expression géographique, c'est-à-dire de l'île toute entière. Il en sera ainsi, par exemple, en ce qui concerne l'organisation ecclésiastique. D'autres fois, par contre, nous n'aurons en vue que la Répu-

(22) La pratique très généralisée de la religion, comme on le verra, constitue, en particulier, un élément de rapprochement constant qui n'est pas sans résultat social.

blique d'Irlande (23), laissant de côté les six comtés de l'Ulster, qui sont sous allégeance britannique. Tout ce qui aura trait aux rapports avec la société politique (relations avec l'Etat, enseignement, régime du temporel) ne concernera que la République d'Irlande.

*
**

PLAN DE L'OUVRAGE

CHAPITRE PREMIER. — La géographie ecclésiastique.

CHAPITRE II. — La hiérarchie.

CHAPITRE III. — Le temporel.

CHAPITRE IV. — Les rapports entre l'Eglise et l'Etat.

CHAPITRE V. — La condition du clergé et des religieux.

(23) Nous utiliserons cette expression au lieu du mot « EIRE » qui prête actuellement à confusion. La Constitution dispose en effet que « le nom de l'Etat est Irlande » (EIRE en gaélique) (art. 4), et que le territoire national « est constitué de l'île entière » (art. 2).

CHAPITRE PREMIER

La Géographie Ecclésiastique

Pour l'étude de la géographie ecclésiastique de l'Irlande, nous suivrons l'ordre normal : provinces, diocèses, doyennés, paroisses.

A. — Les Provinces ecclésiastiques.

L'Irlande est divisée, sur le plan ecclésiastique, en quatre provinces nommées, d'après le siège épiscopal :

Armagh, Dublin, Cashel, Tuam.

Elles ne coïncident pas avec les provinces civiles (Ulster, Leinster, Munster, Connaught) qui sont cependant réparties géographiquement de façon à peu près identique. La *Province ecclésiastique d'Armagh* (où se trouve le siège primatial de Toute-l'Irlande) est située au Nord-Est, comme la Province civile d'Ulster. Mais, *sensiblement plus étendue* que celle-ci, elle embrasse également (en tout ou partie) plusieurs comtés du Leinster (comtés de Louth, Meath, Westmeath, Offaly et Longford), du Connaught (comté de Leitrim). Ainsi elle englobe des territoires qui relèvent de la République d'Irlande.

La *Province de Dublin* (siège primatial d'Irlande) est située à l'Est et au Sud-Est, comme la Province civile de Leinster, mais ne recouvre qu'une partie de celle-ci (comtés

de Dublin, Kildare, Wicklow, Leix, Wexford, Carlow, Offaly et Kilkenny).

La Province de Cashel coïncide à peu près avec le Munster, au Sud-Ouest du pays.

Enfin, la *Province de Tuam*, au Nord-Ouest de l'île, plus petite que le Connaught, comprend tout ou partie des comtés de Galway, Mayo, Sligo, Roscommon, Clare (qui est dans le Munster) et Offaly.

Comme on le voit sur la carte ci-jointe, la séparation des provinces se fait selon le dessin d'une vaste croix dont l'un des axes est sensiblement orienté Nord-Sud et l'autre Est-Ouest.

Cette division remonte au ^{xii}^e siècle. Elle fut d'abord ébauchée par l'important concile de Rathbreasail qui, nous l'avons vu, créa deux archevêchés, celui d'Armagh, au Nord (1), et de Cashel (2), au Sud; elle répondait à l'ancienne différence de coutume existant entre le Sud et le Nord du pays (à peu près selon une ligne Dublin-Galway) qui laissait en effet dans la partie Nord le lieu dit *Tara*, résidence des anciens rois d'Irlande dont la souveraineté s'étendait davantage à la fraction septentrionale du pays. Les rois ou chefs méridionaux entretenaient avec Tara des liens d'allégeance moins étroits que leurs vis-à-vis du Nord. D'où des coutumes et traditions différentes qui se sont marquées dans la division ecclésiastique du pays en même temps que dans sa division administrative :

- Leinster et Munster, au Sud;
- Connacht et Ulster, au Nord.

Plus tard, les provinces méridionales furent davantage touchées par la réforme romaine du ^{xii}^e siècle. Le Nord demeura plus lointain, plus attaché à ses coutumes, plus proche de la terre irlandaise. On verra dans les chapitres suivants que cette division horizontale s'est maintenue jusqu'à nos jours dans certaines coutumes (offrandes aux funérailles, par exemple).

(1) Armagh avait été le siège de saint Patrick au ^v^e siècle.

(2) Capitale des anciens rois de cette région de l'Irlande.

La séparation verticale s'effectua un peu plus tard. Nous avons vu qu'après la mort de saint Malachie à Clairvaux en 1148, Eugène III envoya en Irlande le cardinal Paparo porteur de quatre *palliums* pour les archevêques d'Armagh, Cashel, Dublin et Tuam (1152) (3).

Les limites des provinces ecclésiastiques n'ont guère changé depuis cette époque. On noterait cependant que le diocèse d'Ardagh, autrefois situé dans celle de Tuam, a été incorporé dans la Province d'Armagh à la suite de sa réunion avec le siège de Clonmacnoise (4) (voir plus loin).

Les provinces sont d'inégale étendue. La plus vaste est celle d'Armagh; la plus restreinte celle de Dublin, mais celle-ci contient le plus grand nombre de catholiques (988.000), Armagh n'en ayant que 956.000. Il y a, il est vrai, 942.000 protestants dans cette dernière province, tandis qu'on n'en trouve que 92.000 dans celle de Dublin. La moins peuplée est celle de Tuam (445.000); elle recouvre la partie la plus pauvre de ce pays au sol souvent ingrat. C'est aussi celle qui a le moins de protestants (8.000) (5).

PROVINCE DE :	CATHOLIQUES	PROTESTANTS
Armagh	956.000	942.000
Dublin	988.000	92.000
Cashel	712.000	16.000
Tuam	445.000	8.000

B. — Les évêchés.

Il y a vingt-six évêchés en Irlande (6):

(3) La remise solennelle des *palliums* s'effectua à l'abbaye cistercienne de Mellifont, près de Dublin.

(4) Voir la carte annexe à la thèse récemment défendue par le R.P. Maurice SHEEHY : *The church in Ireland from the beginning of the Gregorian reform to the restoration of the Monarchy in England under Henry III*, Rome, 1957, tome II.

(5) Ces renseignements sont extraits de l'*Irish Catholic Directory*, répertoire du clergé et des œuvres catholiques, publié chaque année (800 pages).

(6) Leur limite et leur nombre ne correspondent nullement à ceux des « comtés » civils (il y a 32 comtés).

- neuf dans la Province d'Armagh;
- quatre dans celle de Dublin;
- sept dans celle de Cashel;
- six dans celle de Tuam.

1° *Historique.*

Leurs limites remontent, pour la plupart, au XII^e siècle (concile de Rahtbreasail, 1111), mais leur nombre a varié. En 1152, le cardinal Paparo (7) ajouta six diocèses aux vingt-six créés par ce concile. Les limites correspondaient dans une certaine mesure à l'organisation civile des nombreux rois et chefs; d'où aussi le grand nombre de sièges (8).

Depuis lors, une certaine concentration s'est effectuée. Tout d'abord Dublin, sous la houlette d'un prince archevêque normand féru de vastes territoires, s'adjoignit Glendalough très étendu, en 1216. Cette union fut annulée au XV^e siècle puis confirmée définitivement à la fin de ce même siècle. Les autres unions se firent après la Réforme : Kildare et Leighlin, Down et Connor au temps des « Penal days », Ardagh et Clonmacnoise (9) sous Cromwell ainsi que Waterford et Lismore.

C'est au XIX^e siècle seulement que le diocèse conjoint de Galway et Kilmacduagh fut créé. Rappelons son histoire originale. Au début, Galway faisait partie d'une circonscription ecclésiastique plus large, fondée par saint Brendan, qui englobait en outre tout le Connemara. En 1484, les citoyens de Galway demandèrent au pape — et obtinrent — de transformer leur église Saint-Nicolas en collégiale avec un chapitre pour réciter l'office et accomplir la liturgie chaque jour. Preuve du déclin de l'autorité de l'Eglise en face du pouvoir séculier, le pape accorda le droit de nommer le curé et les

(7) En même temps, il érigea Dublin et Tuam en archevêchés.

(8) Aux premiers temps de l'Eglise irlandaise, il y en avait bien davantage. Certes, si l'on comptait 350 évêques en l'an 461, il n'y avait pas pour autant 350 diocèses. Mais chacune des 184 tribus en possédait probablement un. (Voir *Le Miracle Irlandais*, textes réunis par DANIEL-ROPS, chapitre IV, « Les Monastères d'Irlande, pépinières de saints », par Georges CERBELAUD-SALAGNAC, p. 47.)

(9) Pourtant, ces deux divisions géographiques ne se jouxtent pas. Elles sont séparées par le diocèse de Meath.

vicaires de l'église collégiale à des laïcs (le maire, le shériff, les pairs et les « freemen » de la ville). La collégialité ne signifiait pas l'exemption; Galway demanda celle-ci vis-à-vis de l'archevêché de Tuam et l'obtint. Puis six paroisses, dont les revenus étaient destinés à l'entretien de l'église collégiale, furent réunies à celle de Galway. Finalement, l'indépendance de celle-ci fut reconnue en 1730 : Galway constitua une « république ecclésiastique » à la tête de laquelle était un prêtre, lui-même élu par le maire, lequel était protestant. C'était une sorte de prélature *nullius*.

En 1793, une dispute s'éleva sur le point de savoir à qui revenait le droit d'élection; il était revendiqué par quatorze anciennes familles de marchands, toutes catholiques. Au bout d'une quarantaine d'années Rome trancha le problème en faisant de Galway un diocèse (1831); c'est ainsi que cette circonscription ecclésiastique est la seule en Irlande qui ne soit pas, en même temps, un évêché protestant. Le premier évêque de Galway ayant été celui de Kilmacduagh, les deux circonscriptions furent, dès ce moment, unies en fait avant de le devenir en droit en 1884 (10). Au diocèse de Galway est relié celui de Kilfenora : ce dernier appartient à la Province de Cashel mais est confié au soins de l'évêque de Galway (Province de Tuam) qui en est l'administrateur apostolique (11). Ceci n'entraîne aucun changement dans l'administration du diocèse et dans le temporel. La seule différence marquant la position spéciale de cet évêché sans évêque est que le nom de Mgr Browne, titulaire de Galway, n'y est pas mentionné comme évêque dans le *Te igitur*. Cette circonscription ecclésiastique a peu changé de contour depuis sa création par le concile de Rathbreasail. Elle appartient à la Province de Cashel parce que, historiquement, elle fut reliée au siège des rois de Munster.

Mentionnons aussi le diocèse de Ross (dans l'extrême Sud) à cause de sa très faible étendue (onze paroisses) (12).

(10) Les péripéties de son évolution historique expliquent peut-être pourquoi ses frontières géographiques sont parmi les plus torturées qui existent : c'est un ensemble de pièces et d'enclaves le long du golfe de Galway, qui rappelle la carte politique de la côte occidentale d'Afrique.

(11) Canon 312.

(12) 23.598 fidèles, 23 églises et une communauté de moines.

Il correspondait au Moyen Age à une unité politique. Complètement indépendant jusqu'à une date récente (13), il est maintenant « confié » à l'évêque de Cork qui l'administre — tout en conservant son identité. Il est apparu plus expédiant, jusqu'à présent, de conserver cette entité diocésaine que de l'unir complètement à l'évêché voisin; la réforme entraînerait, dit-on, pour la Curie romaine une tâche administrative hors de proportion avec l'importance du résultat (14).

Autre particularité de la division épiscopale irlandaise, plusieurs diocèses ont des enclaves dans les circonscriptions voisines (Tuam dans Clonfert, Waterford dans Cashel, etc.). Les circonstances historiques de ces divisions ne nous sont pas connues.

Notons enfin que cinq diocèses du Nord chevauchent la frontière entre l'Ulster et la République d'Irlande.

2° Population.

Le tableau ci-joint donne les chiffres de la population catholique et non catholique de tous les diocèses d'Irlande, en 1891 et en 1946 (15).

(13) Il y a quatre ans, son titulaire, Mgr MOYNIHAN, ancien élève du collège des Irlandais de Paris (ordonné prêtre dans notre capitale en 1909) a été nommé évêque de Kerry.

(14) L'évêque de Cork a néanmoins le droit d'appeler un prêtre de Ross dans son diocèse, et inversement.

(15) Renseignements puisés dans l'*Irish Catholic Directory*.

De tous les diocèses, le plus peuplé est celui de Down (en Ulster), où se trouve Belfast : 857.000 habitants (recensement de 1946). Mais sa population catholique s'élève seulement à 204.000, tandis que celle de Dublin est de 691.000. Dublin est donc le diocèse le plus nombreux de l'Irlande catholique (16).

Le moins peuplé est celui de Clonfert, province de Tuam, dans l'Ouest; c'est aussi un de ceux qui ont la moins grande population protestante : 386 âmes.

Treize évêchés ont moins de 100.000 fidèles. Deux en ont moins de 50.000. Deux seulement en ont plus de 200.000. La moyenne irlandaise est de 130.000 âmes par évêché.

Dans deux diocèses, seulement, la population non catholique (essentiellement protestante) dépasse la population catholique : ceux de Down (où est Belfast) et de Dromore, tous deux en Irlande du Nord où eurent lieu les *plantations* de protestants, écossais surtout, au XVII^e siècle.

Le nombre des diocèses est élevé (vingt-six). Pour une nation de 4 millions d'habitants, la densité épiscopale étonne; elle se traduirait par une floraison de près de trois cents sièges épiscopaux en France. Mais cette impression doit être corrigée par la considération suivante : le nombre des fidèles pratiquants est, proportionnellement, beaucoup plus élevé en Irlande que chez nous. D'autre part, nous l'avons vu, la chose s'explique historiquement, les divisions épiscopales ayant dû correspondre aux circonscriptions politiques. Depuis l'origine, on a cependant concentré, dans une certaine mesure (17).

Nous donnons ci-après la liste des sièges épiscopaux. On notera sur la carte qu'ils sont assez souvent situés de façon excentrique dans le diocèse. Contrairement à ce que l'on voit en France, les diocèses ne sont pas désignés par la ville du siège; leur appellation a souvent une origine ancienne et évoque parfois des évêchés disparus.

(16) Depuis 1891, le nombre des protestants a diminué dans *tous* les diocèses, sauf dans celui de Down et Connor (Belfast). Le nombre des catholiques a diminué dans *tous* les diocèses, sauf dans celui de Dublin.

Les deux « capitales », l'une « protestante », l'autre « catholique », polarisent de plus en plus les fidèles de leur confession respective.

(17) Le bienheureux Oliver PLUNKETT aurait voulu, dit-on, qu'il n'y eût que huit évêchés, deux par province.

LISTE DES DIOCÈSES ET SIÈGES

DIOCÈSE	SIÈGE
<i>Province d'Armagh :</i>	
Armagh	Armagh.
Meath	Mullingar.
Ardagh et Clonmacnois.....	Longford.
Clogher	Monaghan.
Derry	Derry.
Down et Connor.....	Belfast.
Dromore	Newry.
Kilmore	Cavan.
Raphoe	Letterkenny.
<i>Province de Dublin :</i>	
Dublin	Dublin.
Ferns	Wexford.
Kildare et Leighlin.....	Carlow.
Ossory	Kilkenny.
<i>Province de Cashel :</i>	
Cashel et Emly.....	Thurles.
Killaloe	Ennis.
Cork et territoire sous administration apos- tolique de Ross.....	Cork.
Limerick	Limerick.
Cloyne	Cobh.
Kerry	Killarney.
Waterford et Lismore.....	Waterford.
<i>Province de Tuam :</i>	
Tuam	Tuam.
Achonry	Ballaghaderreen.
Clonfert	Loughrea.
Galway et Kilmacduagh et territoire sous administration apostolique de Kilfenora.	Galway.
Killala	Ballina.
Elphin	Sligo.

Ci-dessous, nous indiquons le nombre de paroisses par diocèse ainsi que l'état numérique du clergé séculier :

DIOCÈSES OU ARCHIDIOCÈSES	NOMBRE DE PAROISSES	CLERGÉ SÉCULIER °
1. Archidiocèse d'Armagh.....	55	179
2. Diocèse de Meath	66	175
3. Diocèse d'Ardagh et Clonmagnois...	41	115
4. Miocèse de Clogher	40	123
5. Diocèse de Derry	39	150
6. Diocèse de Down et Connor.....	67	228
7. Diocèse de Dromore	19	66
8. Diocèse de Kilmore	42	132
9. Diocèse de Raphoe	27	111
10. Archidiocèse de Dublin.....	98	475
11. Diocèse de Kildare et Leighlin.....	49	143
12. Diocèse de Ferns	42	139
13. Diocèse de Ossory	41	120
14. Archidiocèse de Cashel et diocèse de Emly	46	118
15. Diocèse de Cloyne	47	148
16. Diocèse de Cork	36	154
Diocèse de Ross	11	29
17. Diocèse de Kerry	50	149
18. Diocèse de Killaloe	57	176
19. Diocèse de Limerick	48	133
20. Diocèse de Waterford et Lismore...	39	126
21. Archidiocèse de Tuam.....	53	174
22. Diocèse de Achonry	22	72
23. Diocèse de Clonfert	24	58
24. Diocèse de Elphin	33	110
25. Diocèses de Galway, Kilmacduagh et Kilfenora	32	81
26. Diocèse de Killala.....	22	56
TOTAL.....	1.141 paroisses.	3.752 prêtres.

C'est le diocèse de Dublin qui a le plus grand nombre de paroisses : quatre-vingt-dix-huit. Tous les autres en ont moins de soixante-dix. Six seulement en ont plus de cinquante. Celui de Ross en a onze. De même, c'est l'archidiocèse de Dublin qui compte le plus grand nombre de prêtres séculiers (475), c'est-à-dire plus du double de celui du diocèse se plaçant au second rang (Down et Connor : 228). En moyenne, chaque évêque a environ cent trente prêtres sous ses ordres.

C. — Les doyennés.

Il semble que, du fait des circonstances du passé, les doyennés actuels n'aient plus guère de signification historique (18) ; les limites anciennes ont disparu, la division présente est récente, nous dit-on, du moins dans l'évêché de Dublin ; c'est une pure affaire de convenance momentanée. Ce sont au contraire les titres de prébendes canoniales (lesquelles sont uniquement honorifiques, d'ailleurs) qui rappellent les anciens doyennés dont ils ont conservé le nom.

Certains doyennés représentent des diocèses supprimés (Kells, par exemple).

Il n'y a pas de circonscriptions décanales à l'intérieur de l'agglomération dublinoise. Les cinq vicaires généraux président chacun la conférence théologique d'une section déterminée de la ville. Le reste du diocèse comprend cinq doyennés (19).

(18) Il n'existe pas, à notre connaissance, d'étude systématique sur les doyennés irlandais. On trouve quelques monographies sur une période historique particulière de tel d'entre eux (comme celui de Taney qui englobait l'ouest et le nord et une partie du sud de Dublin). Voir l'article de Myles V. RONAN dans *Repertorium Novum, Dublin Diocesan Historical Record*, vol. I, n° 1, 1955, pp. 27 et suiv., qui rappelle que ce doyenné était peuplé de quarante églises ou chapelles dont les revenus allaient à l'archevêque de Dublin.

(19) L'évêché de Dublin a deux archidiaconats, ceux de Dublin et de Glendalough. Les fonctions d'archidiacre ne comportent aucune juridiction ; elles sont purement honorifiques.

NOMBRE DE VICAIRES FORAINS PAR DIOCÈSE

I. Armagh	9	XVI. Cork	3
II. Meath	7	Ross	2
III. Ardagh et Clonmacnoise.	5	XVII. Kerry	7
IV. Clogher	4	(ce sont les chanoines du chapitre et l'Administrateur de la paroisse cathédrale).	
V. Derry	3		
VI. Down et Connor.....	14	XVIII. Killaloe	4
VII. Dromore	1	XIX. Limerick	6
VIII. Kilmore	8	XX. Waterford et Lismore..	5
IX. Raphoe	9	XXI. Tuam	4
X. Dublin	5	XXII. Achonry	3
XI. Kildare et Leighlin.....	4	XXIII. Clonfert	3
XII. Ferns	3	XXIV. Elphin	6
XIII. Ossory	2	XXV. Galway, Kilmacduagh et Kilfenora	3
XIV. Cashel, Emly.....	6	XXVI. Killala	4
XV. Cloyne	4		

On notera le nombre important de doyens dans l'évêché de Down (Belfast).

D. — Les paroisses.

Il y a 1.141 paroisses en Irlande. Elles sont en général assez vastes (20). Si l'Irlande a de petits diocèses, elle n'a pas de petites paroisses. La raison est historique. Les paroisses médiévales étaient, en général, beaucoup plus petites que celles d'aujourd'hui (21). Elles n'avaient chacune qu'un

(20) L'Irlande ayant une superficie de 84.200 km², l'étendue moyenne d'une paroisse est de 74 km².

(21) Leurs limites remonteraient, pour certaines, aux concessions de Baronnie du Moyen Age. Elles restèrent immuables pendant des siècles (dans la mesure où elle étaient fixées exactement). On consultera : Rev. J. KINGSTON, *The Parish of Fairview*, Dundalk, 1953.

prêtre : il fallait donc que les distances à parcourir fussent assez courtes pour lui permettre de visiter ses ouailles (22). La Réforme et la persécution bouleversèrent toute l'organisation paroissiale. Quand on put la remettre sur pied (à la fin du XVIII^e siècle) tout ayant disparu, il fallut repartir sur des bases nouvelles. Le recrutement sacerdotal étant difficile (23) et la construction des églises onéreuse, on créa donc des paroisses assez vastes, deux ou trois fois plus grandes que celles du Moyen Âge (24). Il en fut ainsi même dans les villes. Au début du XVIII^e siècle, Dublin, qui comptait de 150.000 à 170.000 habitants, était divisé en cinq paroisses catholiques seulement (25), alors qu'on en dénombrait onze pour les protestants (26). (La paroisse catholique de Sainte-Catherine, par exemple, englobait les trois « parishes » protestantes de Saint-Jacques, Sainte-Catherine et Kilmainham.)

Les paroisses actuelles sont donc à la fois plus étendues et beaucoup plus peuplées que les circonscriptions protestantes, lesquelles ont à peu près conservé les limites médiévales. (Alors que celles-ci coïncident à peu près avec les paroisses « civiles », il n'y a aucune concordance entre les circonscriptions communales et les paroisses catholiques malgré le même nom de « parish ») (27).

Les vastes paroisses irlandaises ont commencé à être fractionnées dès le début du XX^e siècle (28). Les mouvements

(22) Les églises également étaient assez petites.

(23) Les prêtres étaient soumis à un régime sévère de déclaration et de surveillance. Selon l'*Act for Registering the Popish Clergy* de 1703, aucun curé ne pouvait avoir de vicaire. Cette disposition était d'ailleurs transgressée assez souvent. Tout prêtre non déclaré tombait sous le coup de la loi qui le condamnait d'abord à la prison, puis, en cas de récidive, à la peine de mort pour « haute trahison » (*sic*). Cité par Myles V. RONAN, *An Apostle of Catholic Dublin*, Dublin, 1944.

(24) Aujourd'hui, des chapelles auxiliaires rappellent parfois l'emplacement des anciennes paroisses médiévales.

(25) Myles V. RONAN, *op. cit.*, p. 14.

(26) La population comptait alors environ six catholiques pour un protestant.

(27) L'établissement d'une carte d'ensemble des paroisses catholiques a été entrepris il y a une vingtaine d'années.

(28) Il y avait 1.087 paroisses en 1910 (1.141 aujourd'hui). Ce sont les paroisses urbaines qui ont été l'objet de ces divisions.

de population vers les centres urbains en ont été la cause. De 1890 à 1927, vingt nouvelles paroisses furent créées dans l'archidiocèse de Dublin (et trente-quatre nouvelles églises ou bien *chapels of ease* furent construites). Autour Dublin la tendance s'est poursuivie et accentuée, la population se concentrant dans les agglomérations urbaines et, en même temps, s'éloignant du centre de la ville pour s'établir dans des quartiers résidentiels périphériques (29). Les faubourgs, en se lotissant, se divisent. Des *chapels of ease* sont d'abord construites qui, peu à peu, s'érigent en églises paroissiales.

Dans les villes (surtout Dublin), certaines paroisses sont extrêmement peuplées. Celle de Sainte-Marie (pro-cathédrale), Marlboro street, a environ 40.000 fidèles; il y a huit prêtres pour la desservir, y compris « l'Administrator » qui fait fonction de curé (le titulaire est l'archevêque). En outre, une église annexe est adjointe à la pro-cathédrale (dans Killarney street); trois prêtres la desservent. Au total on dénombre donc onze prêtres dans cette paroisse épiscopale (30).

On trouvera ci-dessous la liste numérique des églises paroissiales et chapelles (par diocèse). On notera que l'archidiocèse de Dublin n'a pas, à un même degré, la situation prééminente qu'il possède dans d'autres domaines. Le siège d'Armagh le suit de près dans cette comparaison.

(29) Dans la paroisse de Blackrock (faubourg de la capitale), 300 à 400 maisons nouvelles se sont construites en quatre ans, changeant complètement la physionomie de celle-ci.

(30) Il faut ajouter deux églises non paroissiales, tenues l'une par les Jésuites (communauté de 25 religieux, Saint-François-Xavier, Gardiner Street), l'autre par les Dominicains (19 religieux, Saint-Saviour, Dominick Street). Confessions et communions sont données dans ces églises non paroissiales.

DIOCÈSES	NOMBRE D'ÉGLISES PAROISSIALES
Armagh	157
Meath	144
Ardagh et Clonmacnoise.....	79
Clogher	88
Derry	91
Down et Connor.....	131
Dromore	43
Kilmore	97
Raphoe	61
Dublin	174
Kildare et Leighlin.....	115
Ferns	98
Ossory	91
Cashel, Emly.....	88
Cloyne	103
Cork	87
Ross	23
Kerry	110
Killaloe	143
Limerick	85
Waterford et Lismore.....	77
Tuam	127
Achonry	42
Clonfert	48
Elphin	87
Galway, Kilmacduagh et Kilfenora...	61
Killala	46

 2.496

CHAPITRE II

La Hiérarchie

Le Code traite de la hiérarchie dans son livre II, titres VII et VIII : Du pouvoir suprême et du pouvoir épiscopal (canons 218 à 486). Il consacre le chapitre VI du titre VII aux patriarches, primats et métropolitains (canons 271 à 280).

La *primatie* n'a été accordée qu'en Occident, à partir du v^e siècle, aux évêques de quelques sièges distingués par leur antiquité ou leur importance particulière. Ses prérogatives étaient peu déterminées.

L'Irlande a deux primats (1). Le titre de primate de toute l'Irlande aurait été donné à l'archevêque d'Armagh à l'occasion des concils de Rathsbreasail et de Kells au xii^e siècle (2). Dublin étant ensuite devenu le centre de l'influence anglaise, son archevêque prit, au début du xiii^e siècle (3), le titre de primate d'Irlande. Cette dignité fut confirmée par le pape Innocent VI, aux environs de 1353, à l'occasion d'une contes-

(1) De même qu'en Angleterre l'Eglise anglicane : Primate de toute l'Angleterre (archevêque de Canterbury) et Primate d'Angleterre (archevêque d'York).

(2) Mais la chose n'est pas prouvée. Mention est faite, en termes imprécis, de cette origine seulement dans l'ouvrage de KEATING : *Forus Feasa ar Éirinn*, au xvi^e siècle. Il est possible que cet auteur ait eu en vue une concession faite à une époque plus tardive que le concile de Reathbreasail.

(3) On trouve le fait mentionné dès 1223.

tation sur ce même sujet qu'il trancha entre Armagh et Dublin (4). Aujourd'hui, le titre de primat de toute l'Irlande est porté par le cardinal archevêque d'Armagh et celui de primat d'Irlande par l'archevêque de Dublin.

La primatie est purement honorifique, comme le rappelle le canon 271 : « A part la prérogative d'honneur et le droit de préséance qu'y attache le canon 280, le titre de patriarche et de primat ne comporte aucune juridiction spéciale, à moins que le droit particulier ne l'ait conféré à quelques-uns d'entre eux ». Aucune disposition dans ce sens n'est intervenue en ce qui concerne la primatie irlandaise, laquelle n'a de signification qu'historique.

Nous avons vu que les quatre archevêques ou métropolitains (5) d'Irlande sont ceux d'Armagh, Dublin, Cashel et Tuam.

Suivant sensiblement les divisions du livre III du Code, nous traiterons — à la lumière des canons, de la législation synodale et de la pratique irlandaise — des évêques (A), des auxiliaires de ceux-ci (membres de la curie, officialités, chapitres) (B) et des titulaires des circonscriptions entre lesquelles le diocèse est subdivisé : doyens (C), curés; ces derniers seront étudiés dans le cadre de la paroisse (D). Bien qu'il relève d'un autre livre du Code, nous étudierons ensuite le clergé régulier (E); nous terminerons par l'examen du recrutement sacerdotal (F).

A. — Les évêques.

Le Code définit ainsi le rôle des évêques (6) :

« Les évêques... sont préposés aux Eglises particulières qu'ils gouvernent en vertu d'un pouvoir ordinaire, sous l'autorité du Pontife romain. » Les Eglises particulières auxquelles se réfère le Code sont appelées, dans l'Eglise occi-

(4) L'ancienneté de ces distinctions suffirait donc, s'il en était besoin, à faire écarter l'opinion parfois rencontrée selon laquelle il existerait une relation entre cette double primatie et l'état présent de division politique de l'Irlande. Au surplus, on a vu que les limites des provinces du Sud ne coïncident nullement avec la frontière des six comtés.

(5) Canon 272 : « A la tête d'une province ecclésiastique est placé un métropolitain ou archevêque... ».

(6) Canon 329, § 1.

dentale, *diocèses*, depuis le XIII^e siècle (auparavant on les appelait souvent paroisses). Le pouvoir de l'évêque est dit *ordinaire* parce qu'il est attaché de droit à son office (canon 197).

1^o NOMINATION

« Le Pontife romain nomme librement les évêques », dispose le canon 329, § 2. Ce principe de libre collation, exprimé pour la première fois par le droit commun en 1917 (7), reçoit des atténuations dans la pratique. En certains pays, par exemple, le Saint-Siège a admis la *présentation* des candidats à l'épiscopat par le chef de l'Etat (8). Dans quelques diocèses, même, se pratique encore l'élection.

En Irlande, la désignation des évêques s'est faite, pendant le XIX^e siècle et jusqu'à 1927, sur *recommandation* faite au Saint-Siège. Ce système a fait place, depuis lors, à un nouveau mode de présentation des candidats.

Le procédé de la recommandation avait été introduit au XIX^e siècle dans les pays dépendant de la Sacrée Congrégation de la Propagande et que l'on ne pouvait pas, cependant, considérer comme territoires de mission (9). En Irlande l'institution s'établit en 1829 (10). Ce pays constituait un exemple si remarquable d'application de ce mode de désignation que Mgr Victor Martin, entreprenant de décrire le système de la recommandation, dans son article de la *Revue des Sciences religieuses* de 1924 : « Le choix des évêques dans l'Eglise latine » (11) qui fait autorité, prit pour modèle la pratique irlandaise. Nous le rappelons en quelques lignes.

L'institution avait pour but de soumettre au Saint-Siège, à chaque vacance, une liste de trois candidats entre lesquels

(7) R. NAZ, *Traité de droit canonique*, tome I, p. 440.

(8) *Ibid.*, p. 440.

(9) L'Angleterre se vit appliquer ce régime en 1852, la Hollande en 1858, les Etats-Unis en 1861, le Canada en 1862, l'Australie en 1866 et l'Ecosse en 1883.

(10) Voir *Collectanea S. Congregationis de Propagande Fide*, Rome, 1907, n° 808, tome I, p. 470. Le décret d'application a été expliqué par une lettre de la même congrégation à l'archevêque de Dublin, datée du 25 avril 1835 (texte *ibid.*, p. 471, note 1; cité par V. MARTIN, *Revue des Sciences religieuses*, 1924, p. 250). Voir aussi : *Dictionnaire de théologie catholique*, tome VI, p. 1706.

(11) Tome IV, pp. 221-254.

il pourrait choisir. Bien entendu, aucun des candidats n'acquerrait un droit quelconque du fait de sa présentation (les documents pontificaux revenaient sur ce point avec une insistance caractéristique). Le corps électoral était formé par les chanoines, là où il existait un chapitre, et par tous les curés sans distinction (décret du 17 octobre 1829, p. 470). En cas de vacance, le vicaire capitulaire ou l'administrateur intérimaire, après avoir informé le métropolitain, convoquait les électeurs sur la demande de ce dernier. Le vote avait lieu au scrutin secret sous la présidence du métropolitain ou d'un de ses suffragants qui proclamait ensuite le nom des trois candidats ayant obtenu le plus de voix. Procès-verbal était envoyé immédiatement au Saint-Siège et copie conservée par l'archevêque. Celui-ci réunissait, quelques jours plus tard, les évêques de la province et leur demandait leur avis sur les candidats présentés. Ces avis, signés et scellés, étaient ensuite transmis au Saint-Siège à qui appartenait le choix final.

Le système de la recommandation, qui eut une réelle efficacité, tendait déjà à disparaître (12) lorsqu'il fut décrit par Mgr V. Martin. L'auteur signalait qu'en 1921 il n'était plus pratiqué, en dehors de l'Irlande, qu'en Angleterre, en Hollande et en Australie. Depuis son institution, en effet, des changements s'étaient produits; lorsque saint Pie X réorganisa la Curie, il décida que la Hollande, les Etats-Unis, le Canada ainsi que l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande seraient soustraits dorénavant à la juridiction exclusive de la Propagande et rattachés, pour ce qui concerne du moins la désignation des évêques, à la Consistoriale (13). Celle-ci étendit progressivement son action réformatrice aux divers pays susmentionnés et notamment à l'Irlande en 1925 (14).

Le système est maintenant, comme presque partout dans le monde, complètement abandonné dans ce dernier pays.

(12) Les inconvénients de la recommandation : 1° elle risquait de donner lieu à de l'effervescence, des campagnes, des cabales; le vote des curés était publié dans les journaux (cette pratique fut interdite en 1909); 2° elle nécessitait un long délai pendant lequel le siège épiscopal restait vacant.

(13) Constitution *Sapienti Consilio* du 29 juin 1908.

(14) Décret du 15 mars 1925.

Avec lui a disparu ainsi la pratique (sans cesse plus restreinte dans l'Eglise catholique) de la participation du clergé de second ordre à la désignation des chefs du diocèse. Aujourd'hui est appliqué le mode de désignation des candidats qu'on appelle parfois la « suggestion sur demande » (15). Tous les trois ans environ, dans chaque province, le métropolitain réunit ses suffragants avec lesquels il établit une liste de prêtres (16) jugés aptes, selon eux, à exercer les fonctions épiscopales dans ladite province. Le nombre de ces épiscopables est indéterminé. Cette liste est évidemment tout à fait secrète. En cas de vacance d'un siège, le nonce apostolique peut demander au métropolitain ou aux évêques de lui faire connaître leurs vues sur des candidats éventuels. Le métropolitain communique en général quelques-uns des noms de la liste établie; ils sont transmis à la Consistoriale (17); leur nombre est laissé à la discrétion de l'archevêque : il serait d'ordinaire de trois à cinq.

Dans la désignation des évêques (en Irlande comme en d'autres pays) le Saint-Siège, naturellement, cherche à ne pas offenser l'autorité civile; c'est le fondement de sa politique. Cette réserve faite, il faut noter que le gouvernement ne joue aucun rôle, comme nous le verrons au chapitre IV. Il n'a, en théorie comme en fait, aucun droit, aucune action.

2° ORIGINE

Considérant l'origine géographique des prélats irlandais, on fait les constatations suivantes :

Venant d'une province différente de sa province actuelle :

Un seul, S.E. le cardinal d'Alton, dont le siège est à Armagh. Il fut ordonné dans le diocèse de Dublin.

(15) Une erreur semble donc s'être glissée dans le *Manuel de droit canonique* de R. NAZ, 2^e édition, 1954, qui, au sujet de l'Irlande, indique, p. 256, citant Sägmüller, que « la recommandation se fait par les chapitres et consultants diocésains avec le consentement de l'archevêque ». Les chapitres et les consultants ne jouent plus aucun rôle.

(16) Parfois les évêques eux-mêmes demandent à chacun des prêtres de leur diocèse, individuellement et sous le sceau du secret, de leur indiquer les ecclésiastiques qu'ils considèrent comme *episcopabilis*.

(17) Il ne semble pas que le Collège des Irlandais à Rome ait de rôle à jouer dans la présentation des candidats au Saint-Siège.

Venant d'un diocèse différent :

1° Dans la Province d'Armagh : cinq évêques sur neuf viennent d'un autre diocèse;

2° Dans la Province de Dublin : deux évêques sur quatre viennent d'un autre diocèse;

3° Dans la Province de Cashel : un évêque sur neuf vient d'un autre diocèse;

4° Dans la Province de Tuam : trois évêques sur six viennent d'un autre diocèse.

En définitive, sur vingt-six évêques, onze sont originaires d'un diocèse autre que celui où ils sont nommés. Il semble que ce soit une pratique assez courante en Irlande de choisir les évêques parmi les prêtres du diocèse. Des exemples contraires remarquables sont cités, tel celui de Mgr McNamee, prêtre du diocèse de Clogher, nommé en 1927 évêque de Clonmacnoise. Du moins, ne franchit-on pas les limites des provinces, hormis le cas du cardinal d'Alton (et, il y a cent ans environ, celui du cardinal Cullen, qui fut archevêque d'Armagh puis de Dublin). La pratique irlandaise diffère donc sensiblement de celle suivie en France, par exemple, où les évêques, quel que soit leur diocèse d'origine, sont susceptibles d'être nommés à n'importe lequel des quatre-vingt-sept évêchés.

Selon la carrière universitaire antérieure, les évêques irlandais se répartissent ainsi :

Venant de *Maynooth* (Grand Séminaire national) : la plupart, soit vingt;

Venant de *Rome* (Collège des Irlandais et Propaganda College) : cinq évêques (y compris l'évêque auxiliaire de Dublin);

Venant de *Paris* (Collège des Irlandais) : un seul, Mgr Moy-nihan, évêque de Kerry.

Le séminaire de Maynooth est une pépinière de prélats, comme en témoigne son impressionnante galerie de portraits. Huit évêques furent membres de son corps enseignant, le cardinal d'Alton fut son président.

Enfin, la carrière ecclésiastique antérieure des prélats permet de les répartir ainsi :

Curés de paroisses : quatorze évêques (auxquels il faut ajouter l'évêque auxiliaire de Dublin) ;

Vicaires : deux ;

Ordres religieux : un (le présent archevêque de Dublin) ;

Présidents de *Diocesan College*, c'est-à-dire directeur de Petit Séminaire : trois ;

Administrator (curé de la paroisse épiscopale) : un (18).

Ainsi, un seul prélat vient d'un ordre religieux. C'est le Most Reverend Dr. McQuaid, archevêque de Dublin, qui appartient à la congrégation des Pères du Saint-Esprit.

Nous donnons ci-après la liste nominative des prélats irlandais (à la date de septembre 1957), avec l'indication de l'année de naissance et de consécration épiscopale. On observera que le plus jeune a quarante-six ans et le plus âgé quatre-vingt un ans. Cinq d'entre eux ont moins de soixante ans ; dix ont de soixante à soixante-dix ans.

Diocèse	Nom	Naissance	Nommé en	Age
I. <i>Armagh</i>	John d'Alton.	1882	1946	75
II. <i>Meath</i>	John Kyne.	1904	1947	53
III. <i>Ardagh et Clonmac-</i> <i>noise</i>	Joseph McNamee.	1876	1927	81
IV. <i>Clogher</i>	Eugène O'Callaghan.	1888	1943	69
V. <i>Derry</i>	Neil Farren.	1893	1939	64
VI. <i>Down et Connor</i>	Daniel Mageean.	1882	1929	75
VII. <i>Dromore</i>	Eugene O'Doherty.	1896	1944	61
VIII. <i>Kilmore</i>	Austin Quinn.	1892	1950	65
IX. <i>Raphoe</i>	William MacNeely.	1888	1923	69
X. <i>Dublin</i>	John Charles McQuaid.	1895	1940	62
XI. <i>Kildare et Leighlin</i> ...	Thomas Keogh.	1884	1939	73
XII. <i>Ferns</i>	James Staunton.	1889	1939	69
XIII. <i>Ossory</i>	Patrick Collier.	1880	1928	71
XIV. <i>Cashel et Emly</i>	Jeremiah Kinane.	1884	1946	73
XV. <i>Cloyne</i>	John Aherne.	1911	1957	46
XVI. <i>Cork et Ross</i>	Cornelius Lucey.	1902	1952	55
XVII. <i>Kerry</i>	Denis Moynihan.	1885	1953	72
XVIII. <i>Killaloe</i>	Joseph Rodgers.	1903	1948	54
XIX. <i>Limerick</i>	Patrick O'Neill.	1891	1946	66
XX. <i>Waterford et Lismore</i> .	Daniel Cohalan.	1884	1943	73
XXI. <i>Tuam</i>	Joseph Walsh.	1888	1940	69
XXII. <i>Achonry</i>	James Fergus.	1895	1947	62
XXIII. <i>Clonfert</i>	William Philbin.	1907	1954	50
XXIV. <i>Elphin</i>	Vincent Hanly.	1899	1950	58
XXV. <i>Galway, Kilmacduagh</i> <i>et Kilfenora</i>	Michael Browne.	1895	1937	62
XXVI. <i>Killala</i>	Patrick O'Boyle.	1887	1951	71

(18) On le voit, il n'y a pas, comme en Allemagne par exemple, de « carrière » épiscopale d'où sortiraient tous les prélats.

3° AUTORITÉ. - PRESTIGE

En pratique, les évêques d'Irlande ont plus de pouvoir, semble-t-il, que ceux d'aucun autre pays au monde. Leur autorité est reconnue par les fidèles comme suite naturelle d'une longue tradition historique qui a soudé des liens exceptionnellement solides entre la nation et son clergé; le peuple d'Irlande a, de temps immémorial, cherché sans cesse conseil et soutien auprès de ses chefs spirituels. Aussi le fidèle irlandais écoute-t-il beaucoup plus volontiers son évêque que, par exemple, son député (19). L'importance sociale du chef du diocèse est sans égale (20). Nulle limite n'est, d'autre part, apportée par l'Etat aux pouvoirs des évêques. En vérité, l'épiscopat irlandais est dans un état florissant.

Les chefs de diocèse sont, en général, des hommes au bon sens bien assis, ayant des attaches solides avec la terre et connaissant bien leurs ouailles et leurs besoins.

Le respect dont ils sont entourés par les fidèles (21) s'exprime non seulement pendant leur vie terrestre, mais aussi après celle-ci. La mort d'un prélat est entourée de marques particulières de révérence; selon une coutume établie, trois messes sont célébrées pour le repos de son âme par les autres évêques d'Irlande (Maynooth statutes, 96, § 3, qui ajoute que chaque prêtre du diocèse célébrera un certain nombre de messes « conformément aux statuts de chaque diocèse »; dans celui de Dublin le chiffre est fixé à cinq) (22).

Soulignons enfin qu'en dépit d'une longue tradition de vie autonome (23) jusqu'au siècle dernier, l'épiscopat irlan-

(19) Cela est vrai en France également, mais à un moindre degré sans doute.

(20) Les évêques sont souvent associés aux événements de la vie sociale, publique, sportive même. La présence d'un prélat à un match de football ou de hurling (sport national irlandais), où il donne le coup d'envoi, est fréquente et significative.

(21) Comme le recommandent d'ailleurs les statuts synodaux (23).

(22) Statuts diocésains, 1927, n° 14.

(23) Ou peut-être à cause de cet isolement séculaire, car Rome a été la lumière dans les ténèbres.

dais est fort dévoué au Saint-Siège avec lequel il communique régulièrement (24).

4° OBLIGATION DES ÉVÊQUES

Parmi celles-ci, le Code prévoit la visite canonique du diocèse. Le canon 343, § 1, dispose que « pour assurer la conservation d'une doctrine saine et orthodoxe, pour protéger les bonnes mœurs et corriger les mauvaises, pour promouvoir dans le peuple et le clergé la paix, l'innocence, la piété et la discipline, pour assurer en général le bien de la religion, en tenant compte des circonstances, les évêques sont obligés de visiter chaque année leur diocèse en entier ou en partie, de telle sorte que, sur une période de cinq ans au plus, tout le diocèse ait été parcouru, soit par l'évêque lui-même, soit si celui-ci est légitimement empêché, par un vicaire général ou un autre ecclésiastique » (25).

L'obligation est si importante que le Synode de Maynooth lui a consacré les statuts 77 à 91, qui sont un catalogue par le menu des opérations à accomplir. Ils détaillent et complètent le Code par des prescriptions concernant aussi les laïcs (autorité du chef de famille dans l'éducation des enfants, valeur des maîtres d'école), la tenue des archives et registres (26), etc., avec des recommandations particulières de prudence et de vigilance. La visite canonique du diocèse est ainsi préparée avec le plus grand soin. Un questionnaire est envoyé d'avance aux curés visités (27). Il est rempli et transmis à l'évêque avant la venue de celui-ci. Le procès-verbal de la visite (28) n'est jamais rendu public.

Les évêques effectuent leur visite avec une grande régularité. Au lieu de la périodicité quinquennale prévue par

(24) Les périodes quinquennales de visites *ad limina* (canon 341, § 1) sont fixées, pour l'Irlande, à partir du 1^{er} janvier 1912 (canon 340, § 2, repris par May. Stat. 76, § 2).

(25) Le concile de Trente avait ordonné que la visite pastorale du diocèse fût biennale; le concile du Vatican inclinait en faveur d'une périodicité plus large (trois ou cinq ans). L'énoncé du but de la visite est repris presque textuellement du concile de Trente (voir NAZ, *op. cit.*, tome I, p. 450).

(26) Statut 86.

(27) Statut 90.

(28) Prévu par le statut 91.

le Code, certains d'entre eux visitent leur diocèse en entier tous les deux ans. En général, chaque paroisse est visitée tous les trois ans.

Bien qu'elle ne soit pas traitée, par le Code, au chapitre des évêques, évoquons ici la question des assemblées périodiques d'évêques et celle des synodes.

Les assemblées nationales d'évêques prévues par les statuts synodaux (29) « afin d'examiner toutes les affaires qui concernent l'Eglise d'Irlande » se tiennent, en fait, régulièrement, deux fois par an, en juin et en octobre, au Séminaire national de Maynooth. En outre, une commission permanente (« Standing Committee »), composée des quatre archevêques, se réunit à intervalles plus rapprochés.

Les réunions des évêques de la même province se tiennent plus souvent que prévu par les statuts synodaux (qui décident : tous les cinq ans).

Notons d'autre part que l'évêque rencontre en fait tous ses prêtres une fois par an, lors de la retraite annuelle (30). Ceci remplace dans une certaine mesure le synode diocésain qui ne se réunit pas aussi souvent que ne le prescrivent les canons et les statuts (31).

Les synodes provinciaux devraient se tenir tous les vingt ans. Le dernier, à Dublin, eut lieu en 1910. Ceux des Provinces de Cashel et d'Armagh sont plus récents. Quant aux synodes pléniers, ils se sont tenus, nous l'avons vu, en 1850, 1875, 1900, 1927 et 1956.

B. — Les auxiliaires de l'évêque.

1° LES MEMBRES DE LA CURIE ÉPISCOPALE

La curie diocésaine, dit le canon 363, § 1, « se compose de personnes qui assistent l'évêque... dans l'administration de tout le diocèse ». Elle n'est pas un corps constitué ; le terme est simplement collectif, il désigne ceux qui collaborent au travail administratif de l'évêque ou se consacrent aux

(29) May. Stat. 68.

(30) En outre, un grand nombre d'évêques rencontrent leur clergé aux conférences théologiques organisées dans chaque doyenné quatre fois par an.

(31) Canon 356 et Maynooth Statutes 99, qui prévoient une réunion tous les dix ans. A Dublin, le dernier synode diocésain s'est tenu en 1927.

fonctions judiciaires : vicaire général, official, chancelier, promoteur de justice, défenseur du lien, juges et examinateurs synodaux, etc.

La caractéristique la plus remarquable de la curie épiscopale en Irlande est peut-être que le vicaire général est toujours curé de paroisse (exception à la règle prévue par le canon 367, § 3) (32). Ainsi les cinq vicaires généraux du diocèse de Dublin sont titulaires de cures (33). Les raisons sont les suivantes : tout d'abord, la charge de vicaire général ne suffirait pas à occuper entièrement le temps de son titulaire; secondement, la cure d'âmes fournit à celui-ci les ressources financières nécessaires que le diocèse ne pourrait autrement lui procurer.

On remarquera en même temps que le nombre de vicaires généraux est parfois élevé : quatre pour le diocèse de Dublin (98 paroisses, 473 prêtres); deux dans ceux d'Armagh, Clogher, Kerry, Kilmore et Cashel.

Aucun diocèse n'est confié à un ordre religieux en Irlande. Le ou les vicaires généraux appartiennent donc toujours au clergé séculier, comme le prévoient d'ailleurs expressément les statuts synodaux (May. stat. n° 107). Ils sont — insistent ces statuts — librement choisis par l'évêque. Ils portent le titre de *Right reverend Monsignor* (34). Ils ont les privilèges et insignes de protonotaires apostoliques titulaires (35).

En plus des membres mentionnés dans le canon 363, § 2, la curie épiscopale irlandaise comprend également (36) (dans la plupart des diocèses au moins) le ou les censeurs des livres, le conseil de vigilance chargé de la censure de la presse et des films (37) (des laïcs participent également à ses tra-

(32) « La charge de vicaire général ne peut être confiée (...) ni, *sauf le cas de nécessité*, à un curé ou à d'autres prêtres ayant cure d'âmes... »

(33) Actuellement, ce sont : paroisses Sainte-Mary, Haddington Road; paroisse de Dunlaoghaire, faubourg de la capitale; paroisse de Mount Merrion; paroisse Sainte-Agathe; paroisse de Glasthule. De même, le vicaire général du diocèse de Kildare est curé de la paroisse de Muinebeag.

(34) Maynooth Statutes 110, qui s'appuient sans doute sur le *Motu proprio Inter Multiplices* du 21 février 1905.

(35) *Ibid.*, 110.

(36) *Ibid.*, 104.

(37) Selon l'*Irish Directory*, il en existe un dans les diocèses suivants : Armagh, Clogher, Derry (province d'Armagh); Kildare, Ossory (province de Dublin); Cashel, Clonfert (Tuam). Cette institution a pris naissance en Amérique, nous dit-on.

vaux), le conseil des bâtiments et le conseil pour la gestion des offrandes faites au profit des prêtres invalides ou âgés; on verra en effet qu'il n'existe pas de maison de retraite pour les prêtres et que ceux-ci ne reçoivent aucune pension de l'Etat.

La composition de la curie archiépiscopale de Dublin suit de près les prescriptions du droit canon (38); notons toutefois que c'est seulement en 1946 qu'a été créée une chancellerie (prévue par le statut de Maynooth 103 et les canons 363-390). Il y a aujourd'hui un chancelier et un vice-chancelier. De nombreux diocèses n'en ont pas; le secrétaire de l'évêque en tient lieu.

2° LES OFFICIALITÉS

Faisons une place à part à celles-ci. Elles ont eu leurs archives détruites ou dispersées aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles. Ces juridictions ont été reconstituées peu à peu, en même temps que se réorganisait la hiérarchie, au siècle passé, après l'émancipation des catholiques (39). Elles existent maintenant, semble-t-il, dans chaque diocèse (40). Elles n'ont peut-être pas l'importance qu'on leur accorde dans les pays latins : tel historien ecclésiastique nous dit que la tradition irlandaise est moins axée sur le droit que sur la ferveur et la pratique religieuses, conséquence fort lointaine de l'intense vie monastique, austère, exigeante (41).

Les causes soumises aujourd'hui aux officialités seraient relativement peu nombreuses (principalement affaires matri-

(38) On a coutume de dire, avec une exagération voulue, que le diocèse de Dublin est plus romain qu'irlandais... Sa curie comprend, en dehors de l'évêque auxiliaire, les membres suivants : quatre vicaires généraux (dont l'un est en même temps évêque auxiliaire), l'officialis, trois défenseurs *vinculi*, un *promotor iustitiæ*, douze *judices pro-synodales*, huit *notarii ecclesiastici*, quatre *advocati approbati*, un chancelier, un vice-chancelier, trois secrétaires de l'archevêque. Un des vicaires généraux est chargé de la censure ecclésiastique.

(39) La tradition de l'Eglise, désorganisée pendant des siècles, faisait que, parfois, l'évêque jugeait son curé publiquement, en présence des fidèles pris à témoins.

(40) Cependant, l'*Irish Catholic Directory* n'en mentionne pas dans les diocèses de Kerry (Province de Cashel), Dromore et Raphoe (Province d'Armagh). Par contre, on en trouve un dans le diocèse de Ross.

(41) Par un paradoxe remarquable, l'institution des pénitentiels, recueils minutieux des peines, a été accompagnée — ou suivie — d'une certaine désaffection pour les tribunaux.

moniales : requêtes en déclaration de nullité pour vice de forme ou de fond) (42). Ces juridictions sont, nous dit-on, exigeantes sur le point de la procédure, assez traditionalistes et sévères dans leurs arrêts. Il est difficile, en particulier, d'obtenir un décret d'annulation de mariage (43).

3° LES CHAPITRES

Les chapitres de chanoines sont des collèges de clercs institués, dit le canon 391, § 1, dans le but de rendre à Dieu, dans l'église, un culte d'une solennité spéciale et, s'il s'agit d'un chapitre cathédral, dans le but aussi d'aider l'évêque « comme son sénat et son conseil »; pendant la vacance du siège épiscopal ils suppléent l'évêque dans la direction du diocèse. Ils ont alors pour fonction, notamment, de désigner le vicaire capitulaire.

Il existait autrefois des chapitres dans tous les diocèses d'Irlande. La Réforme leur porta un coup mortel (44). Dans certains évêchés ils ont été restaurés au siècle dernier ou au début du présent siècle, comme à Galway (1921). Les diocèses suivants n'en ont pas encore : Derry, Meath, Ross, Kildare et Clonfert (5 diocèses sur 26) (45). Il n'existe pas de chapitres d'églises collégiales (46) car on n'a pas vu la nécessité de les reconstituer.

Les chapitres, en raison des circonstances particulières à ce pays et à son histoire, sont exempts de l'office quotidien en chœur (47). Ils doivent cependant célébrer la messe capitulaire au moins une fois par an (48). En pratique, les heures canoniales sont récitées quatre ou cinq fois en moyenne dans l'année, nous dit-on. Les statuts de Maynooth disposent que les chanoines se réuniront au moins chaque année pour

(42) Les procédures préliminaires de béatification ne relèvent pas, selon le droit, de ces juridictions. Toutefois, les membres de celles-ci sont généralement appelés à constituer les commissions d'enquête prévues pour ces procès.

(43) Les affaires matrimoniales seraient, nous dit-on, moins nombreuses en Irlande qu'en France par exemple, toutes choses égales d'ailleurs.

(44) Sauf à Dublin et à Tuam où les noms et les dignités tout au moins se maintinrent.

(45) En 1910, douze diocèses en étaient encore démunis.

(46) Comme le constate le Statut de Maynooth 112.

(47) May. Stat. 112.

(48) *Ibid.*, 119, § 2.

examiner les affaires de la communauté (49), tandis que le canon 411, § 1, ne prévoit pas de périodicité (50).

L'évêque nomme librement les chanoines (51). Ceux-ci sont, selon le droit, ses conseillers. En fait, les fonctions canonicales, en Irlande, sont surtout honorifiques; les chanoines ne jouent guère de rôle effectif sauf, par exemple, pour opposer un veto à l'introduction d'ordres religieux dans le diocèse; d'autre part, ils élisent le vicaire capitulaire. Il en résulte que, bien qu'ils soient titulaires, leur condition est assez proche de l'honorariat, contrairement à ce que l'on voit en d'autres pays. Quoique formant un corps, ils n'ont pas d'autorité particulière ni de revenus attachés à leurs fonctions (52). Tous sont chargés d'une cure d'où ils tirent leurs ressources. Les prébendes diaconales ou sous-diaconales qui sont conférées à certains ont un caractère purement honorifique et ne comportent pas de revenus; les noms mêmes de celles-ci n'ont de signification qu'historique et certains ont disparu de la carte.

Il arrive parfois que le doyen du chapitre soit en même temps vicaire général du diocèse, comme à Armagh.

Les chanoines ne sont pas autorisés à porter les insignes capitulaires en dehors de leur diocèse, à moins qu'ils ne représentent officiellement l'évêque ou le chapitre (53). Ceux du diocèse de Dublin ont le privilège de porter la cape d'hermine, comme les chanoines du Latran.

C. — Les doyens ou vicaires forains.

Les doyens, plus généralement appelés vicaires forains (« Vicars forane ») sont choisis parmi les prêtres du doyenné; mais aucune paroisse ne peut avoir de droit spécial à cette

(49) *Ibid.*, 119, § 1.

(50) A Dublin, ils se réunissent six fois dans l'année. En 1958, ce sera aux dates suivantes : les 17 mars, 25 avril, 3 juin, 16 octobre, 14 novembre et 8 décembre.

(51) May. Stat. 114; sauf, bien entendu, les dignitaires, dont les fonctions sont de collation pontificale (canons 392 et suiv.).

(52) Les biens des chapitres, confisqués à la Réforme, n'ont pas été reconstitués. Les chanoines ne perçoivent pas les distributions quotidiennes prévues par le droit.

(53) May. Stat. 116.

désignation (54). Conformément au Synode de 1927 (55), il appartient au doyen d'accorder certaines dispenses, comme celles concernant la triple publication des bans de mariage; de donner l'absolution dans certains cas réservés et de déléguer ce pouvoir lorsque nécessaire (56). Pour le reste, le Synode de Maynooth suit le droit commun (obligation de veiller sur les mœurs et l'existence des autres prêtres et des jeunes gens aspirant à l'état ecclésiastique, de s'assurer de l'exécution des mandements de l'évêque après sa visite et de l'application des statuts diocésains, provinciaux ou pléniers, de veiller à ce que les prêtres exercent leur devoir envers leurs ouailles, prêchent la parole divine, assurent l'instruction religieuse des enfants et des adultes, visitent les écoles, assistent les malades; de déterminer fréquemment et prudemment si la religion souffre en quelque manière de l'absence ou de la négligence des prêtres). Notons en passant que, dans sa visite à un prêtre gravement malade, le doyen s'assurera que celui-ci a fait un testament et où cet acte se trouve (57).

C'est au mois de décembre que le vicaire forain présente son rapport à l'évêque (58). Il préside, en l'absence de l'évêque, les conférences théologiques à l'usage des prêtres, qui se tiennent quatre fois l'an dans sa circonscription (59).

L'autorité du doyen est protégée par le décret 139 du Synode de Maynooth qui prévoit que, si quelque prêtre l'a méconnue ou méprisée, il sera l'objet d'une punition appropriée (60); cette disposition complète celles du Code. Notons enfin que le doyen est curé de sa paroisse; le doyenné n'est pas un bénéfice.

(54) May. Stat. 134, § 1.

(55) Qui rappelle que le doyen n'est pas nommé seulement à titre honorifique, mais qu'il doit remplir les devoirs que lui impose le Code (Statut 135).

(56) May. Stat. 136.

(57) *Ibid.*, 137.

(58) *Ibid.*, 138, qui se réfère au canon 449.

(59) « Collationes » théologiques auxquelles doivent obligatoirement assister les curés, les vicaires et les religieux qui exercent la cure d'âmes ou qui ont obtenu de l'Ordinaire la faculté d'écouter les confessions, s'il n'y a pas de « Collatio » dans leur propre maison religieuse.

(60) On nous assure que le doyen n'a qu'un rôle assez limité et ne jouit d'aucune considération spéciale dans le diocèse.

D. — Les curés et le gouvernement des paroisses.

Nous traiterons successivement des curés, des vicaires, du gouvernement de la paroisse, de la pratique religieuse, des cérémonies du culte, des formes de dévotion et enfin de l'enseignement.

1° LES CURÉS

Les 1.141 paroisses d'Irlande sont administrées par 1.090 curés et quelques *administrators*; chaque curé n'a qu'une paroisse, le recrutement sacerdotal ne posant pas de problème en Irlande comme en France.

Toutes les cures d'âmes sont inamovibles (61). Le curé est seigneur et maître dans sa paroisse. On a coutume de dire que si l'archevêque ou l'évêque, selon le cas, est maître de son diocèse, il n'est pas le curé de ses paroisses. Il n'a pas le pouvoir de muter un curé d'un lieu à un autre (sauf le cas de faute grave, bien entendu) (62). Il ne peut que chercher à le convaincre et les cas de refus irréductible ne sont pas théoriques. On dit que le seul argument en sa possession est d'envoyer au curé récalcitrant des vicaires difficiles... s'il en trouve. Il possède aussi un atout dans le contrôle financier qu'il exerce sur la paroisse car son autorité et son crédit sont parfois indispensables au curé pour obtenir les prêts bancaires nécessaires au financement de la construction d'églises (63).

Toutes les paroisses sont considérées comme bénéfices (64). Le bénéficiaire doit donc affecter le superflu des revenus à des œuvres pieuses (65).

Comme nous le verrons, l'évêque nomme librement aux fonctions paroissiales (66). Mais il doit choisir les titulaires

(61) Application stricte du Code : canon 454, § 1.

(62) Selon le canon 454, § 1.

(63) S'il estime que l'amortissement de la dette paroissiale pour la construction de l'église n'est pas suffisamment élevé ou rapide, l'évêque peut prescrire un prélèvement sur les ressources du curé et du vicaire (voir chap. V). Par ce biais financier, il limite encroie les pouvoirs de son subordonné.

(64) May. Stat. 408.

(65) *Ibid.*, 410.

(66) En observant, bien entendu, les prescriptions du canon 459, § 1, qui lui fait obligation de choisir celui qu'il juge le plus apte, sans avoir égard à aucune acception de personnes.

parmi les prêtres ayant satisfait à l'examen prévu par le Code (67). Celui-ci a été organisé par le Synode de Maynooth de 1900 dont les dispositions ont été reprises en 1927. Il se tient tous les cinq ans, ou plus souvent (68). Sont admis à y participer ceux qui ont accompli le cycle d'étude complet de théologie ou qui ont exercé pendant dix ans le ministère sacré. A sa propre discrétion, l'évêque peut y appeler des prêtres non candidats. Du moins aucun ne devra avoir plus de vingt-cinq ans d'exercice du ministère. Après avoir terminé leurs études, tous les prêtres, curés et vicaires doivent subir chaque année, cinq fois de suite, un examen sur les disciplines sacrées. Des conférences de théologie sont organisées, nous l'avons vu, dans chaque doyenné. Enfin, les prêtres sont astreints à pratiquer des exercices spirituels chaque année, pendant une période de quatre à six jours selon les diocèses.

Pour l'exercice de leur ministère, les curés divisent leurs paroisses en *districts*, affectés chacun à l'un de leurs vicaires (69) (la coutume est observée dans le diocèse de Dublin et dans quelques autres). Chaque vicaire a la responsabilité de son district, qu'il visite toutes les semaines et où il apporte la communion aux malades. Bien entendu, en cas d'urgence, c'est le prêtre de garde (roulement par semaine) qui est appelé, quel que soit le district.

Chaque vicaire prend son tour de rôle pour prêcher à la dernière messe du dimanche. Les annonces de la semaine sont parfois faites, à l'issue de l'office, avant le dernier évangile, par l'officiant, devant l'autel.

Le curé ou ses vicaires doivent visiter toutes les familles de la paroisse une fois l'an (70). Chaque semaine le curé réunit ses collaborateurs pour examiner avec eux et décider des affaires de la paroisse pour la semaine suivante (71).

Les statuts synodaux encouragent le curé à rendre son église attrayante aux fidèles « sans lésiner sur la dépense »

(67) Canon 459, § 3, 3°.

(68) May. Stat. 142.

(69) Ceci est prévu notamment par le Synode diocésain de Dublin, 1927, Statut 31, et par May. Stat. 169.

(70) May. Stat. 161, qui développe les prescriptions du canon 467, § 1.

(71) *Ibid.*, 179.

afin que ceux-ci la fréquentent davantage (72). Les mêmes statuts recommandent au clergé paroissial de tenir avec le plus grand soin les registres de la cure; parmi ceux-ci le statut 166 vise le livre des biens de la paroisse (dont le double est conservé à la curie, statut 434). Le Synode exhorte le curé gravement malade à remettre ces registres au Doyen ou à un prêtre prudent, avant de recevoir l'extrême-onction (73).

Si le curé omet de célébrer une messe publique un dimanche ou un jour de fête prescrit, même pour un juste motif, l'évêque devra en être informé et si le curé néglige ce devoir d'information il encourra la punition de l'Ordinaire. Alors que selon le code (canon 465, § 4), le curé ne peut s'absenter de sa paroisse plus de sept jours sans autorisation de l'Ordinaire, les statuts de Maynooth n'accordent que cinq jours, dans les mêmes conditions (74).

2° LES VICAIRES

En ce qui concerne les vicaires, la pratique irlandaise découle naturellement des prescriptions canoniques qui disposent (canon 476, § 1) que « si le curé, à cause du grand nombre de ses ouailles ou d'autres circonstances, ne peut pas... assurer seul le soin de sa paroisse, il convient de lui donner un ou plusieurs vicaires coopérateurs ».

Les autres canons 476 (§§ 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8), 477 et 478 déterminent le mode de nomination du vicaire coopérateur (le droit de nomination appartient à l'Ordinaire, mais en Irlande le curé n'est pas consulté au préalable), les droits et obligations du vicaire, la cessation de ses fonctions (décidée par l'évêque ou le vicaire capitulaire, mais non pas le vicaire général). Le Synode de Maynooth complète cette disposition en insistant sur les devoirs d'obéissance et de respect du vicaire envers son curé (75).

Si un grave dissentiment s'élève entre eux, que la question soit portée devant l'évêque; en attendant la sentence de

(72) *Ibid.*, 158.

(73) *Ibid.*, 170.

(74) L'Irlande est plus stricte. Qui pourrait parler de l'esprit vagabond des clercs irlandais ?

(75) May. Stat. 176 et 177 : « Que les vicaires se souviennent que le curé est le chef de la paroisse. »

celui-ci, que le vicaire se rende à l'opinion de son chef paroissial (76). S'il désire passer la nuit hors du presbytère, qu'il en informe au préalable le curé; et que si ces absences se répètent trop souvent, celui-ci en fasse part à l'évêque (77). Dans le cas où il se propose de prolonger son absence jusqu'à trois jours, qu'il en informe l'Ordinaire. L'autorisation de ce dernier sera nécessaire pour une absence de cinq jours ou bien pendant le dimanche ou un jour de fête (78).

Notons cette coutume rencontrée dans le diocèse de Dublin: En plus des vicaires, il existe parfois un prêtre adjoint appelé communément « reader » car autrefois la partie la plus importante de ses fonctions était de lire à la messe les annonces de la semaine. Aujourd'hui il a les mêmes tâches que les vicaires mais, comme il est le plus jeune, on exige moins de lui et ses honoraires sont un peu moindres. Généralement il fait fonction d'aumônier des communautés de sœurs existant dans la paroisse.

Il ne semble rien avoir à dire de particulier du personnel d'Eglise: Sacristain (*clerk*) recruté et rémunéré par le curé; et parfois bedeau (*verger*) chargé, en particulier, de sonner les cloches (79).

3° LE GOUVERNEMENT DES PAROISSES

En Irlande, aucune paroisse (80) n'est confiée à un ordre religieux, contrairement à ce que l'on voit, par exemple, en Angleterre (81). Les raisons historiques expliquent aisément cet écart (82). On fait observer que cet état de choses est satisfaisant. On ajoute que la pratique est sagement observée, car si une paroisse était un jour donnée à un ordre, il serait difficile de la recouvrer plus tard.

Ceci n'empêche que, certaines paroisses étant congestionnées, à Dublin en particulier, il est apparu nécessaire d'avoir recours aux religieux pour alléger la tâche du clergé séculier.

(76) *Ibid.*, 178.

(77) *Ibid.*, 180.

(78) *Ibid.*, 181.

(79) Il ne porte jamais le chapeau ou la hallebarde.

(80) Hormis celle de *Holy Cross* à Belfast.

(81) Les Bénédictins d'Angleterre auraient tendance, nous dit-on, à renoncer au ministère paroissial.

(82) Voir chapitre V.

Diverses églises leur appartiennent, qui reçoivent les fidèles pour la messe. Ces religieux n'en ont pas pour autant la cure d'âmes (83) ; ils ne célèbrent ni mariages ni funérailles, mais leur concours est précieux, indispensable même, pour l'administration des sacrements de pénitence par exemple, dont la réception est si fréquente dans ce pays.

Nous montrons, ci-dessous, la physionomie d'une paroisse choisie au hasard (Paroisse suburbaine de Dublin).

Située au nord-ouest de la capitale, à une huitaine de milles du centre de la ville, c'était, il y a vingt ans un petit village de moins de 1.000 habitants. Aujourd'hui plus de 4.500 familles y vivent, soit environ 22.000 habitants (84). Elle est desservie par six prêtres (un curé, cinq vicaires). L'église a dû être agrandie; elle pouvait recevoir 600 fidèles, aujourd'hui 1.500 y trouvent place. Une seconde église va être construite (85).

Trois écoles catholiques (dont deux récemment construites) reçoivent environ deux mille élèves. L'une est tenue par les Frères de la Salle. Deux sont affectées aux garçons, une aux filles (tenue par les Sœurs de la Sainte Foi). On entreprend la construction d'une autre école de garçons et d'une autre de filles.

La presque totalité de la population catholique fréquente l'église; elle le fait assidûment. Chaque dimanche l'ensemble des fidèles — à quelques exceptions près — se rend à la messe: Le manque de vêtements convenables dans les familles les plus pauvres est une des rares raisons d'abstention; ou bien, parfois, le mauvais temps. Le fait que beaucoup de ménages aient des enfants en bas-âge ne les retient

(83) Néanmoins le produit des quêtes leur revient.

(84) Une centaine de familles protestantes vivent dans cette paroisse, y possèdent une église et une école.

(85) L'accroissement de la population a été sensible surtout à partir de 1946. La moitié environ des maisons nouvelles ont été construites par la municipalité de Dublin dans le cadre de son plan de suppression des taudis; l'autre moitié résulte d'initiatives personnelles.

Une grande partie de la population active travaille à Dublin (employés, ouvriers): une autre fraction dans les petites usines ou manufactures locales (alimentaires, électriques ou métallurgiques).

Il y a une grande proportion de jeunes ménages.

pas à la maison. Ils viennent à la messe avec les bébés. Ils ne cherchent pas d'excuse pour se dérober au devoir dominical.

Il y a six messes chaque dimanche : à 7 h. 30, 8 heures, 9 heures, 10 heures, 11 h. 30 et 12 h. 15. La messe des enfants est à 10 heures. Les communions sont nombreuses. Pour Noël, on en compte 5.000. Pendant le Carême, la Sainte Table est fréquemment visitée aux messes de 7 h. 30 et 10 heures. (A cette époque de l'année, l'église est presque pleine chaque jour. On voit une cinquantaine de voiture d'enfants stationnées devant l'église.) La communion quotidienne, cependant, n'est pas de règle, même pendant le Carême. On la rencontre plus souvent en ville que dans cette paroisse suburbaine, nous dit notre informateur, sans pouvoir nous donner la raison de cette particularité.

L'entretien de l'église (gages du sacristain, nettoyage, chauffage, etc.), coûte à la paroisse environ 1.000 l.s. par an. Le curé ne reçoit pour cet objet aucune subvention gouvernementale. Une quête spéciale est affectée une fois l'an à cette dépense (dans certaines paroisses le curé n'y a pas recours).

Le coût de construction de l'école (déduction faite de la subvention gouvernementale) et celui d'agrandissement de l'église s'élèvent à 120.000 l.s. Le curé fait face à cette charge financière de deux façons principales : La première est le *weekly draw*, loterie hebdomadaire (2 shillings le billet vendu par carte de 10 unités, soit 1 l.s.). Ceci rapporte 2.500 l.s. par an. L'autre est l'organisation des kermesses ou ventes de charité, concerts, conférences et adjudications d'objets (volailles, vêtements...) par tombola (86).

Au total, en 1956, le curé de cette paroisse a recueilli environ 10.000 l.s. L'amortissement de la dette pourrait donc se faire en une douzaine d'années (il faut tenir compte, également, des charges d'intérêt). Mais le curé n'est pas assuré que les tombolas et loteries jouiront toujours de la même faveur auprès des paroissiens. La mode est à celles-ci en ce

(86) Dans d'autres paroisses, pour contribuer à la construction de l'église, une quête spéciale est faite au moment de la bénédiction de la première pierre et lors de l'inauguration de l'église. Entre temps, une quête hebdomadaire d'un shilling (cinq shillings par famille) a lieu.

moment; le public peut s'en lasser; il faudra trouver d'autres moyens de solliciter sa générosité.

4° LA PRATIQUE RELIGIEUSE

Le code ne s'occupe des sacrements que du point de vue juridique, non de celui de la théologie. Il recommande néanmoins de « mettre la plus grande diligence et révérence à les conférer et à les recevoir, d'une façon opportune et digne » (canon 731, § 1) (87). S'agissant du baptême, il déclare que celui-ci est nécessaire au salut de tous (canon 737, § 1). D'un autre côté, les fidèles doivent, au moins une fois l'an, à Pâques, recevoir l'Eucharistie (canon 859, § 1) (88); ils seront incités à « se nourrir fréquemment, même quotidiennement, du pain eucharistique » (canon 863). Ils doivent confesser soigneusement tous leurs péchés, à tout le moins une fois l'an (canon 906). S'agissant de l'extrême-onction, le code déclare que, bien que ce sacrement ne soit pas en soi une nécessité de moyen pour le salut, personne ne peut le négliger; il faut, ajoute-t-il veiller avec zèle et diligence à ce que les malades le reçoivent lorsqu'ils sont encore conscients (canon 944) (89).

Il serait intéressant d'étudier, à la lumière de ces prescriptions canoniques, les caractéristiques de la pratique religieuse irlandaise. Nous ne ferons cependant qu'effleurer cette question qui déborde un peu le cadre de notre étude et relève surtout de la sociologie; elle nous entraînerait trop loin. Nous n'indiquerons donc que quelques tendances générales.

On constate tout d'abord une moins grande diversité, qu'en France par exemple, dans ce pays tourmenté par l'histoire (une des caractéristiques de la pratique religieuse qui apparaît très vite à l'observation est, en effet, que celle-ci est peu différenciée dans sa ferveur si elle l'est un peu dans ses formes). Car l'Irlande doit à son passé d'avoir conservé une

(87) Repris par May. Stat. 250.

(88) Précepte rappelé par May. Stat. 278.

(89) En rappelant ce précepte, les statuts synodaux recommandent la tenue d'un registre des paroissiens qui ont reçu ce sacrement (288-289).

grande unité face à l'épreuve (90). Autant qu'ailleurs, sinon plus, l'attitude religieuse de l'Irlandais s'explique par l'histoire du pays, comme le remarque, de façon générale, M. le Professeur Le Bras (91).

D'autre part, le fait religieux irlandais apparaît profondément différent de celui observé en France; aussi une enquête sociologique en Irlande ne se conduirait-elle pas comme dans notre pays. Il est des questions qu'il apparaîtrait vite inutile de poser (92), par exemple le pourcentage des enfants baptisés; car on peut avancer *a priori* que tous les enfants de catholiques reçoivent le baptême; on ne craindrait guère de se tromper en le disant. Ou bien s'agissant de l'assistance à la messe, on parierait, sans grand risque, qu'elle est quasi générale hormis les empêchements pour force majeure ou cause sérieuse (93). Quant à l'extrême-onction, on ne constate guère de refus de la recevoir (94); et si un moribond oubliait de la demander, les voisins se chargeraient d'y veiller.

Il faudrait aller plus loin, étudier par exemple, le nombre de communions hebdomadaires, quotidiennes même. (Quant aux communions pascales, ou « saisonnières » selon l'expression du sociologue, elles sont quasi générales: 80, 85 ou 90 %); ou bien observer la pratique religieuse chez les émigrants saisonniers, soit pendant leur séjour en Angleterre, soit

(90) Toutefois les exemples de manquements, de faiblesses, existent. Au XVIII^e siècle, de riches catholiques abjurèrent pour conserver leurs terres ou leurs fonctions. Les pauvres, de leur côté, étaient l'objet de sollicitations de la part de sociétés religieuses qui offraient argent et nourriture.

(91) « Aucune explication possible (du fait social religieux) sans recours à l'histoire », dans « Description de la France catholique », *Nouvelle Revue Théologique*, septembre-octobre 1948, p. 843. L'étude des diverses périodes ou des âges de l'histoire religieuse en Irlande se heurterait d'ailleurs à de grandes difficultés : absence ou rareté des documents relatifs au passé, du fait de l'état semi-clandestin qu'a connu le catholicisme pendant plusieurs siècles.

(92) On rencontrerait, dans cette recherche, une réserve assez générale observée par un clergé bienveillant, mais sans doute moins habitué qu'en France aux incursions scientifiques des laïques dans le domaine de la pratique religieuse.

(93) Au cours du Synode diocésain de Dublin de 1927, l'archevêque du diocèse déclarait que « la foi de nos pères était simple et comme celle d'un enfant, don très spécial que Dieu a fait à notre race... ». L'assistance à la messe le dimanche était traditionnelle et requérait peu de vigilance de la part du clergé, « excepté en ville » ajoutait-il.

(94) La proportion de refus serait néanmoins de six pour mille.

à leur retour momentané en Irlande. On étudierait aussi le problème des domestiques (95). On noterait d'autre part que l'entraînement religieux (élan donné par l'histoire, la tradition et les conventions sociales aussi bien que par la foi individuelle) ne permet pas de déceler clairement la part d'attitude personnelle du fidèle irlandais. La religion est trop bien honorée en Irlande pour qu'on puisse aisément disséquer la pratique religieuse.

On étudierait également l'influence du fait national sur le fait religieux et le phénomène inverse; cette recherche serait extrêmement intéressante. On déduirait finalement de ces études les caractères spécifiques du catholicisme irlandais (96); et derrière les « illusions verbales » (97) dont on use pour se représenter tel ou tel pays on retrouverait ce qu'est réellement l'Irlande catholique: Un pays exceptionnel par la profondeur et l'unité de sa foi.

Nous nous bornerons donc à quelques constatations. L'une des plus importantes est que l'Eglise irlandaise — exception heureuse à la douloureuse constatation de Pie XI — n'a pas perdu la classe ouvrière. Celle-ci est probablement unique au monde pour son attachement à la religion et pour sa foi profonde. La vie familiale des ouvriers et employés irlandais, à quelques exceptions près, est imprégnée de catholicisme. En même temps, les uns et les autres sont tout uniment patriotes, deux caractéristiques remarquables chez cette classe sociale. La majorité d'entre eux se rattache politiquement à des partis nationalistes, comme le Fianna Fail, plutôt qu'au parti travailliste. L'ouvrier ferait spontanément passer son nationalisme avant la défense de ses intérêts de classe.

Le marxisme international a très peu d'influence sur les travailleurs. Cependant l'action des syndicats (98) n'est point

(95) Aujourd'hui, dans certaines paroisses se forment des patronages pour domestiques.

(96) L'un d'eux est peut-être l'austérité que l'Eglise enseigne touchant les mœurs. Celle-ci invite — exemple très particulier — les fidèles à s'abstenir d'assister aux courses de chevaux ou de lévriers le dimanche. Le Synode national interdit même expressément ces jeux.

(97) G. LE BRAS, *Etudes de sociologie religieuse*.

(98) Syndicats qui ne s'appellent point chrétiens, car ils ne pourraient pas ne pas être chrétiens.

négligeable et, dans une certaine mesure entretient l'idée de classe: Les travailleurs éprouvent quelque méfiance à l'égard des dirigeants syndicaux d'un niveau intellectuel supérieur au leur, comme on en trouve par exemple dans les trade-unions anglaises.

Mais aussi ils se méfient un peu de l'influence politique que le clergé voudrait exercer sur leurs syndicats par l'action personnelle des prêtres ou par le truchement des directives publiques données par l'épiscopat. Ils sont dans une certaine mesure plus enclins à suivre les enseignements sociaux émanant du siège apostolique (99).

Cette forme très particulière de réserve vis-à-vis de l'Eglise n'empêche que les syndicats montrent un attachement profond à la foi catholique. Pendant l'année mariale (1954) l'*Union of Irish Workers* (une des centrales syndicales ouvrières) organisa une procession publique pour aller assister à la messe solennelle dite en la pro-cathédrale. A sa tête se trouvait James Larkin, fils du célèbre syndicaliste qui organisa la grande grève de 1912, et lui-même syndicaliste de gauche (100). Après quoi les manifestants se rendirent, accompagnés d'un prêtre, au siège de leur syndicat qui fut consacré à la Sainte Vierge.

L'influence marxiste qui s'exerce dans les syndicats est évidemment suivie avec beaucoup d'attention par la hiérarchie. Mais, pour les raisons données ci-dessus celle-ci estime parfois plus opportun de laisser la classe ouvrière elle-même freiner les excès possibles des dirigeants syndicalistes (101).

Donnons maintenant quelques renseignements statistiques sur la pratique religieuse.

Dans une paroisse de la banlieue sud de Dublin (un curé et trois vicaires), 7.000 paroissiens (employés, hommes de

(99) Dans le passé, l'épiscopat a parfois pris position contre les ouvriers grévistes, comme pendant la grande grève de Dublin de 1912-1913. Le bas clergé lui-même a quelquefois suivi cette tendance. Il s'est porté, par contre, du côté des paysans pendant la lutte agraire de la seconde moitié du siècle passé. Cette différence explique la réticence actuelle des syndicats.

(100) Il passa quelques mois à Moscou, il y a une trentaine d'années.

(101) On assiste en ce moment à des tentatives, menées par un jeune député, de fonder un parti socialiste ouvrier (mais en même temps catholique). Les réactions des leaders syndicaux rendront peut-être difficile la réalisation de ce projet.

loi, médecins, ouvriers et hommes de peine, quelques familles très aisées; mais dans l'ensemble, paroisse ni riche, ni pauvre), il y a environ 2.000 communiant chaque dimanche, soit une centaine de mille par an. A ces communions s'ajoutent celles reçues pour Pâques, Noël, certaines fêtes, premiers vendredi et temps de Carême: 100.000. Au total 200.000 communions sont données par an.

Cette paroisse n'est pas considérée comme la meilleure de l'archevêché de Dublin. Dans la paroisse de Donnybrook, plus centrale, mais encore résidentielle, plus « riche », la fréquentation de la communion, nous dit-on est plus élevée encore; on n'a pas pu nous donner d'autre raison que « la tradition ». Dans l'ensemble de l'archidiocèse, on estime que, le jour de Pâques et à l'occasion de la retraite annuelle, de 80 à 90 % des paroissiens reçoivent la communion. On s'étonne même que tous les paroissiens ne la reçoivent pas. On ne voit pas la raison qui les retient loin de la Sainte Table.

Les confessions se répartissent de façon différente des communions. Ce sont les grandes paroisses du centre de la ville qui voient le plus de pénitents: la paroisse de Marlborough Street (pro-cathédrale) en est un exemple connu. Ouvriers et employés se rendent au confessionnal en quittant leur bureau ou leur usine la veille des premiers vendredi, ou bien le samedi, avant d'aller au cinéma. Par contre, ils reçoivent la communion dans les paroisses périphériques de leur domicile.

5° LES CÉRÉMONIES DU CULTE ET LES FORMES DE DÉVOTION

Il n'y a que très rarement de messes chantées pendant l'année dans les paroisses de Dublin — et probablement des autres diocèses — hormis à la pro-cathédrale (102). Ce n'est pas la coutume (103); les paroissiens ne seraient pas en mesure de chanter le Gloria ou le Credo (alors qu'ils accom-

(102) Et dans un petit nombre de paroisses, comme celle d'Haddington Road.

(103) Il est admis qu'en général le mouvement liturgique est moins développé en Irlande qu'en France, par exemple.

pagnent de leurs chœurs unanimes les dévotions du soir : cantiques, hymnes). Il n'y a de grand'messe que les jours de Noël et de Pâques, parfois le 2 novembre, et pendant l'adoration des « quarante heures ».

La messe des enfants a lieu généralement à 10 heures (le dimanche). Dans les paroisses pauvres de Dublin (Crumlin, Cabra, Ballyfermot) on préfère qu'ils y aillent sous la conduite de leurs maîtres d'école plutôt que sous celle de leurs parents.

Dans quelques paroisses la communion n'est pas donnée pendant la messe, mais après ou avant celle-ci ; le très grand nombre de communicants, en semaine comme le dimanche, allongerait par trop la durée de l'office.

Le sermon est en général bref. Le clergé estime qu'il vaut mieux un prône court, simple, mais écouté (104), qu'un long sermon qui risquerait de n'être pas suivi (il en est de même des cérémonies ; elles sont brèves). En général (105), les sermons consistent en commentaires des commandements (106) : un par dimanche, et le même pour tout le diocèse (107). Ils sont, souvent, donnés à la fin de la messe et non pas après l'évangile (108).

Dans certaines paroisses urbaines, l'assistance est telle que les messes se succèdent de demi-heure en demi-heure, à peine séparées par le sermon. L'assistance se renouvelle en quelques minutes et la messe suivante commence.

Les vêpres. — La coutume en est à peu près disparue dans ce pays. Peut-être la raison doit-elle être trouvée, là encore, dans les conditions difficiles d'exercice du culte pendant la période clandestine, jusqu'au début du XIX^e siècle. En tout cas, cette forme de dévotion ne jouit d'aucune faveur. A Dublin il n'y a de vêpres qu'à la pro-cathédrale. Par contre

(104) Dans les campagnes, on observe parfois que les hommes sortent de l'église bondée, pendant le sermon, et attendent, rangés le long de la muraille, la reprise de l'office.

(105) Dans le diocèse de Dublin, tout au moins.

(106) Conformément aux préceptes du Code (canon 1345).

(107) Un programme d'instruction catéchitique est établi dans chaque diocèse (May. Stat. 372) et développé selon les règles posées par les statuts 373 et 374.

(108) Ils peuvent être donnés en langue gaélique (May. Stat. 355).

dans chaque paroisse, on récite le chapelet et l'on bénit le Saint-Sacrement dans l'après-midi du dimanche, à moins que l'exposition et la bénédiction n'aient lieu après la messe de midi, comme on l'observe dans quelques paroisses.

Les *funérailles* se déroulent même le dimanche; cette coutume est observée surtout à la campagne où l'on aime qu'elles aient lieu ce jour-là, peut-être parce qu'un grand nombre d'amis est en mesure de s'y rendre. Le corps est amené à l'église la veille; la messe a lieu généralement à 10 heures. Ces cérémonies sont entourées de pompe et d'éclat (109) : en Irlande, on aime les belles funérailles. L'assistance à celles-ci n'est dépassée que par l'assistance à la messe (110) (qui est considérable).

Pratique des « Stations ». — Lorsque l'église est éloignée des hameaux ou des bourgs (les paroisses rurales sont vastes), le curé se rend, une ou deux fois par an, dans une maison familiale déterminée où ses ouailles s'assemblent et où il entend les confessions et célèbre la messe (111). Dans ces *mass-houses* on sert un pain spécial au *currant* (groseille, raisin de Corinthe).

Le coutume, qui prend sa source dans les difficultés éprouvées autrefois par l'Eglise catholique, est encore honorée dans le sud de l'Irlande. On la rencontre également dans quelques autres diocèses, bien que la facilité des communications ne la justifie plus guère. Elle semble avoir disparu du diocèse de Dublin.

Confréries - Patronages. — Les associations de fidèles, les confréries et les pieuses unions sont réglementées par les titres XVIII et XIX du code (canons 648 à 725); les titres XVII et XVIII des statuts de Maynooth leur sont consacrés (statuts 223 à 232).

Ces associations et patronages paroissiaux sont spécialement développés en Irlande (beaucoup plus qu'en France). Les clubs pour les hommes, les sodalités pour les deux sexes, constitués conformément au canon 707 (§ 1), les patronages

(109) Dans quelques diocèses on célèbre un Requiem solennel.

(110) Cela a été exposé au quatrième congrès liturgique, tenu à l'abbaye bénédictine de Glenstal en mai 1957.

(111) May. Stat. 283 à 285.

d'enfants prospèrent, sont actifs, réunissant dans les exercices pieux et les divertissements une part importante des paroissiens (112) (30 % des hommes, 50 % des femmes nous dit-on). Ces sodalités ont pris leur élan vers le début du siècle. Elles ont provoqué l'habitude des communions fréquentes (au lieu d'une ou deux fois par an comme auparavant).

Dans presque chaque paroisse (dans le diocèse de Dublin au moins), il existe une *Sodality of the Sacred Heart* groupant séparément hommes et femmes, en général le vendredi, et dont l'objet est d'amener les fidèles à la communion le dimanche suivant. Les statuts de Maynooth (113) recommandent la constitution dans chaque paroisse d'une confraternité du Saint Sacrement, conformément au canon 711.

Au sein de la paroisse de la banlieue sud de Dublin que nous prenions pour exemple il y a un instant, la « sodality » groupe 500 hommes et 700 femmes environ (7.000 paroissiens; moyenne d'enfants par famille: 4 à 5). Il existe aussi dans chaque paroisse, une branche de la légion de Marie (association pieuse fondée par un Irlandais, M. Frank Duff), une conférence de Saint-Vincent de Paul (toujours florissante et où, parfois, le nombre des membres est égal ou supérieur à celui des familles visitées), une branche de l'association irlandaise fondée au siècle dernier « Pioneer Total abstinence » qui sanctifie le vœu de ses membres de s'abstenir de boissons alcoolisées.

Touchons maintenant un mot des associations appelées *confraternities* qui ont joué un rôle considérable dans le passé. Leur origine remonte au XVIII^e siècle (parfois même au XVI^e). Elles avaient quelquefois pour but de dispenser l'enseignement (religieux et même classique) à la population catholique privée du service de l'instruction publique, dans ces écoles semi-clandestines appelées « hedge-schools » parce qu'elles se tenaient précieusement à l'abri des haies ou des

(112) Il n'est point nécessaire en Irlande, comme dans telles régions de France (même en Bretagne), de grouper les paroisses pour une meilleure administration des œuvres. Au contraire, il faut parfois diviser les patronages en groupes séparés.

(113) Statut 227.

auvents. Parmi les plus originales il faut signaler les *Purgatorian Societies*. Aux temps difficiles, ces sociétés avaient pour objet d' « instruire les ignorants, assister les mourants (par les prières) et de soulager les âmes souffrantes du Purgatoire » (114). Le second objet, assister les mourants, était le plus important (115). Les membres s'assemblaient près du malade, récitaient les prières des agonisants puis celles des morts. Par leur exemple pieux ils mirent fin aux abus (116) constatés dans les veillées funèbres (qui ressemblaient peut-être à ceux qu'on constate aujourd'hui dans certains pays anglo-saxons où tout semble être concerté en vue du repos... des veilleurs et de leur délassement).

Les membres de la société, conformément à la règle de celle-ci, travaillaient à leur propre sanctification en assistant ensemble à la messe le premier lundi du mois et en offrant celle-ci pour le repos de l'âme des défunts et pour les parents et amis de ceux-là. La réception de la communion et les prières pour les morts ce jour-là, ainsi qu'une messe solennelle au commencement des quatre saisons de l'année, complétaient les exercices spirituels de cette société dont les membres versaient une obole de 6 pence par mois pour en promouvoir les buts temporels.

La société fonctionnait ainsi: Les amis du défunt informaient aussitôt que possible du décès le prêtre de service, précisant s'il était mort de maladie contagieuse ou non, en paix avec Dieu et l'Eglise ou non, ou du moins avec le désir de l'être. Neuf membres étaient alors désignés pour aller

(114) Cité par l' « apôtre des catholiques de Dublin » au début du XIX^e siècle, Father Henry YOUNG, dans son *Catholic Directory* (rapporté par Myles V. RONAN, *An Apostle of catholic Dublin*, Dublin, 1944, p. 138).

(115) Le culte des morts est très vif en Irlande; il se manifeste moins par le méticuleux entretien des tombes — comme en France — que par l'offrande de prières et de messes. Même les plus pauvres aimaient — et aiment — y participer. Mais les ressources individuelles de certains étant trop faibles, les membres se réunissaient dans ces sociétés où les ressources étaient mises en commun au profit de tous les défunts. L'Irlande est fière de cette forme particulière de culte des morts.

(116) *Unchristian and diabolical practices which are alas ! but too common at wakes* (Myles V. RONAN, *op. cit.*, p. 141). Les veilles étaient l'occasion, à la campagne surtout, de longues rencontres de tous les amis venus de plusieurs milles alentour, parler, boire et écouter le « rimeur » chanter les « vertus du cadavre » (*op. cit.*, p. 213).

lire les prières durant la veillée mortuaire. Tout membre négligeant de s'y rendre était réprimandé publiquement par le président de la société et devait payer une amende de 6 pence. Lorsque le défunt était lui-même membre de la société, dix-huit de ses collègues, au lieu de neuf, étaient commis à la veillée (117).

Les confrères avaient aussi obligation de réciter le Rosaire tous les jours de l'Avent et du Carême et aux fêtes de la Sainte Vierge. Ils se portaient également aide mutuelle grâce aux cotisations ordinaires et extraordinaires (118).

Ces *purgatorian societies* (119) survivent encore en certains endroits; elles sont confinées aux hommes. Ceux-ci chantent encore l'office de matines et de laudes le dimanche soir, ainsi que les litanies de la Vierge. Chaque dimanche ils se rendent en corps, d'église en église. Il ne reste qu'une douzaine de ces sociétés dont la raison d'être a en partie disparu.

D'autres dévotions fleurissent, en particulier, celle des quarante heures (*Forty Hours' adoration*) en rotation successive dans toutes les paroisses, celle aussi de la médaille miraculeuse. Peut-être cette dernière a-t-elle pris naissance, il y a une dizaine d'années, à la suite de faveurs obtenues par quelques fidèles et attribuées à la médaille de sainte Catharine Labouré. Les Lazaristes de Dublin répandirent sa dévotion qui s'est étendue à l'ensemble du diocèse, surtout depuis

(117) Cité par Myles V. RONAN, *op. cit.*, p. 141.

(118) Une des ressources de la société provenait des amendes imposées à ceux de ses membres pris en flagrant délit d'ivresse (2/6 pour la première infraction, 5 shillings pour la seconde; à la troisième : expulsion du membre impénitent. Règle XVII de la société).

(119) Elles ont dû beaucoup (ainsi que d'autres organisations paroissiales) à l'œuvre de Father Henry YOUNG qui, formé au collège irlandais de Rome au moment du conflit opposant Pie VII à Napoléon, fut ensuite nommé à diverses paroisses de l'évêché de Dublin où son zèle, sa piété, sa sainteté rayonnèrent et édifièrent. Il est considéré comme le « curé d'Ars » de l'Irlande.

Il a animé ou créé divers mouvements comme la confraternité de la Doctrine Chrétienne, la *Purgatorian Society*, les confraternités de l'office du soir, et d'autres encore. On voit aussi en lui le pionnier des missions irlandaises (voir Myles RONAN, *op. cit.*, p. 205). Il a aidé à l'introduction en Irlande de missions étrangères (comme les oblats de Marie Immaculée). Il mourut en 1869 à l'âge de 84 ans, vénéré de tous, spécialement des pauvres. Indirectement au moins, son rayonnement aida au *disestablishment* de l'Eglise protestante officielle, survenu en 1869.

l'année mariale. Une très vaste église de style byzantin vient de lui être consacrée. Bénédiction et prières lui sont dédiées le lundi soir.

En dehors de la retraite pendant le Carême, signalons que deux processions en plein air ont lieu chaque année, l'une en mai, l'autre le dimanche suivant la Fête-Dieu.

6° L'ENSEIGNEMENT

Le problème de l'enseignement — spécialement de l'enseignement primaire — en Irlande (120) a des traits originaux qu'il paraît utile d'évoquer; l'instruction primaire étant d'autre part donnée dans le cadre de la paroisse religieuse, nous l'examinons dans ce sous-chapitre.

L'Eglise catholique se reconnaît la mission de veiller sur l'enfant pour développer le germe de vie surnaturelle déposé en lui. Elle attache donc la plus grande importance au problème de l'enseignement. Le canon 1375 dispose qu'elle a le droit d'avoir des écoles dans toutes les disciplines, élémentaires ou supérieures; le cas échéant il appartient aux Ordinaires locaux d'en fonder, ajoute le canon 1379. D'autre part le code exhorte les curés à veiller avec diligence à ce que, dans sa paroisse, rien ne soit fait ou enseigné contre la foi et les mœurs, spécialement dans les écoles publiques et privées (canon 469).

Pour la mise en œuvre de ces prescriptions, l'Eglise rencontre, en Irlande, des circonstances extrêmement favorables. On pourrait dire que toutes les écoles primaires publiques sont confessionnelles (121), catholiques pour leur plus grand nombre; (quelques-unes sont protestantes). Leurs cadres, leur direction sont catholiques (ou protestantes suivant le cas). Ces cadres sont désignés par le curé de la paroisse et l'Etat subventionne les écoles. Il fournit partiellement les subsides pour la construction et l'entretien de celles-ci. Au clergé paroissial de désigner les maîtres, d'assu-

(120) Il s'agit ici de la République d'Irlande seule.

(121) Bien qu'elles ne soient pas réellement reconnues comme telles par l'Eglise ni par l'Etat. Car l'enseignement est officiellement non confessionnel et aucun élève ne peut être obligé contre son gré de suivre l'instruction religieuse, laquelle doit être donnée en dehors des heures de classe ordinaires.

rer la direction et le fonctionnement des établissements, de fournir une quote-part des moyens financiers.

Le rôle joué par le curé de la paroisse est considérable. Veut-il avoir une école primaire (qu'on appelle *National school*) ? Il demande au Ministère de l'Education (122) la subvention prévue (« *School grant* ») (123). Il achète le terrain, engage un architecte et, en consultation avec le Ministère, choisit un entrepreneur. Il convient avec celui-ci de la part respective des dépenses qui seront couvertes par la paroisse et par le Ministère; la subvention lui est alors versée. Lorsque l'école est construite, le curé, qui en est de droit le directeur, désigne le ou les maîtres (ecclésiastiques ou laïcs) (124) avec la sanction de l'évêque et le consentement du Ministère. Il est responsable directement de l'entretien (125), du fonctionnement, de la direction de l'école. Le traitement des maîtres est à la charge de l'Etat (126).

Il peut arriver que le curé fasse appel à un ordre religieux pour prendre en charge le fonctionnement de l'école; ce n'est point la règle. Sur 4.872 écoles « nationales », 401 sont gérées par des religieuses dans leur couvent (127) et 149 par des religieux.

L'enseignement est gratuit pour les enfants; la scolarité s'étend jusqu'à quatorze ans.

Les protestants ont aussi leurs écoles nationales, subventionnées de la même façon. Lorsqu'il se trouve peu d'enfants

(122) Il serait impropre de dire qu'il existe, au Ministère de l'Education, un service spécial chargé des relations avec les autorités ecclésiastiques, car ces relations sont si fréquentes et étroites (les écoles secondaires même, comme nous le verrons, sont pour la plupart sous contrôle clérical) que tout le Ministère, en pratique, s'en occupe.

(123) Qui est des deux tiers du coût de construction.

(124) Pour la répartition du personnel laïc et ecclésiastique, voir *Irish Catholic Directory*, 1957, p. 720.

(125) L'Etat contribue à celui-ci. May. Stat. 439 : « Le curé veille à l'entretien des bâtiments scolaires. »

(126) Sous condition que le directeur observe les règlements de l'Education nationale. C'est un heureux sort qu'ont là les curés irlandais. Il n'existerait, nous dit-on, aucun pays au monde où ce sort soit meilleur, sauf peut-être en Ecosse (le régime écossais dû à un ancien *Home Secretary* catholique risquerait de disparaître si les Nationalistes réussissaient dans leur entreprise autonomiste; de ce risque l'Eglise serait consciente).

(127) Il y a 1.833 religieuses enseignantes.

de cette confession dans une commune, l'Etat assure le transport des élèves à l'école protestante la plus proche (128).

Les *National schools* ont été créées vers 1830. L'Eglise catholique d'Irlande ne leur fut pas, alors, unanimement favorable; l'archevêque de Tuam en particulier s'y montrait vivement opposé; celui de Dublin les acceptait. Ce que l'Eglise désirait, c'était avoir le droit de choisir elle-même les maîtres. L'institution a été progressivement acceptée en fait dans la mesure où cette faculté lui a été reconnue (129). Néanmoins, la hiérarchie n'approuve pas formellement ces écoles, pourtant si bien adaptées à l'état d'esprit religieux du peuple irlandais; le Synode de Maynooth souligne, en effet, qu'elles sont non confessionnelles et mixtes. Le Saint-Siège s'abstient d'exprimer un jugement sur elles; il laisse les catholiques libres de les fréquenter, du moins tant qu'elles demeurent sous la supervision des évêques (130). Le Synode préconise, à leur égard, l'observation des précautions suivantes (131):

(128) Cependant des enfants protestants fréquentent parfois les écoles catholiques: 460 de celles-ci (soit 9,2 %) en reçoivent. Inversement, quelques catholiques fréquentent les écoles non gérées par un prêtre (1,8 % des écoles). Voir le chapitre « The Republic of Ireland », par Alfred O'RAHILLY, M.A., D. Sc., D. Phil., D. Litt., ancien Président de University College, Cork, dans *The Year Book of Education*, année 1951 (p. 352), publié à Londres et concernant l'enseignement dans divers pays du monde (un vol. de 673 p., Evans Brothers, Ltd., éditeurs).

Le nombre des élèves catholiques des écoles primaires est de 480.176, soit 96,97 % du nombre total des enfants irlandais allant à l'école.

La Church of Ireland en a 11.262, soit 2,27%; les Presbytériens en ont 2.472, soit 0,50 %; les Méthodistes en ont 631, soit 0,13 %; les autres confessions en ont 606, soit 0,12 %.

(129) En 1910, les écoles primaires étaient de deux sortes. Les unes appartenaient à des sociétés composées ordinairement du curé et de deux autres membres. Dans ce cas, le gouvernement payait les deux tiers des frais de construction et les réparations étaient à la charge des propriétaires. Les autres écoles étaient la propriété du « Conseil National d'Education » (créé en 1831, dont la moitié des membres était catholique en 1910). Le gouvernement payait les frais de construction et prenait les réparations à sa charge (*Dictionnaire de théologie catholique*, tome 6 ii, p. 1707, repris de *Catholic Encyclopedia*). A ce moment-là, il y avait pour l'Irlande entière 8.569 écoles primaires « nationales » avec 446.627 élèves catholiques et 155.382 élèves protestants. En outre, on trouvait 97 écoles primaires appartenant à des communautés catholiques (avec 14.891 élèves). Les maîtres et maîtresses recevaient leur salaire du Gouvernement.

(130) May. Stat. 386. Voir aussi 402, § 1, qui autorise exceptionnellement les catholiques à fréquenter les écoles d'agriculture conjointement avec les protestants, à condition que cette discipline seule y soit enseignée.

(131) *Ibid.*, 387.

1° Le directeur doit en être le curé ou le prêtre désigné par l'Ordinaire;

2° Le terrain sur lequel est bâtie l'école doit rester sous le contrôle de l'Eglise par le truchement de curateurs dont l'un est l'évêque. Les fidèles catholiques qui en sont propriétaires ne doivent pas le transférer au Conseil supérieur de l'éducation. Il est interdit aux prêtres d'accepter une aide financière à la construction venant d'une source non approuvée par l'évêque;

3° Le directeur ne peut nommer un maître sans l'accord de l'évêque, ni en renvoyer de la même manière (Sauvegarde des droits du maître) (132).

L'enseignement religieux.

La formation religieuse doit être donnée aux enfants, dans chaque classe élémentaire, dit le canon 1373, tandis que le canon 1381 précise que « cette formation est soumise à l'autorité et au contrôle de l'Eglise ». Dans les écoles paroissiales irlandaises, l'enseignement religieux (133) est donné selon un programme national au rythme de deux heures et demie par semaine, en général réparties sur chaque journée (134). Il est dispensé par les maîtres laïcs ou religieux. Il fait l'objet d'inspections régulières par le curé ou ses vicaires, chaque semaine (135). L'Ordinaire lui-même peut visiter les écoles à cette fin. (Statut 391.) (136). En outre, un système d'inspection annuelle est organisé par le préfet de l'instruction religieuse (*Diocesan examiner*): trois prêtres, nommés par l'évêque, visitent successivement chaque école nationale au cours de l'année scolaire et font passer aux élèves un examen oral sur la doctrine religieuse, l'histoire sainte, l'histoire de l'Eglise, le chant grégorien. Ce corps d'inspecteurs établit un rapport annuel pour l'évêque, publié

(132) Un *council of managers* existe dans chaque diocèse, chargé de s'occuper de tout ce qui regarde les écoles.

(133) May. Stat., titre XXXVIII, Statuts 391 à 404.

(134) *Ibid.*, 393, § 2.

(135) Selon le Statut 394.

(136) Il peut visiter toutes les écoles sans exception, sauf celles destinées aux profès d'ordres religieux exempts.

sous forme d'*Annual report of the religious doctrine examinations*.

Dans quelques diocèses, le catéchisme est enseigné, depuis six ans, selon un manuel remarquable qui est l'œuvre d'une commission d'évêques et d'abbés présidée et animée par le présent archevêque de Dublin. Ailleurs, on utilise encore le catéchisme dit de Maynooth.

Signalons enfin que les maîtres des écoles primaires sont formés dans des *trainings colleges* qui appartiennent, en général, à des ordres religieux ou aux évêchés et qui reçoivent une aide financière de l'Etat.

L'enseignement secondaire et supérieur.

La plupart des écoles secondaires appartiennent à des congrégations ou des ordres religieux (137). L'enseignement du catéchisme et son inspection y sont assurés de la même façon (les examens sont écrits).

L'Etat ne subventionne pas la construction des écoles secondaires ni ne paie leurs professeurs. Par contre, il accorde un *grant* proportionnel au nombre d'élèves (environ 24 l.s. par élève et par an) sous condition que les écoles se soumettent à certaines règles : préparation aux examens officiels, inspection par l'Etat.

Voici un bref historique de l'enseignement supérieur : l'Université de Dublin, fondée sous le règne d'Elizabeth I^{re} en 1592, n'a qu'un collège : *Trinity College, Dublin*. Jusqu'au début du XIX^e siècle, cette université n'était ouverte qu'aux protestants. Depuis plus de cent ans, les catholiques y sont admis mais l'épiscopat irlandais s'est toujours opposé à son influence qui a été constamment en faveur des traditions britanniques en Irlande.

Pour satisfaire aux besoins des catholiques, Peel fonda en 1846 les trois *Queen's Colleges* de Belfast, Cork et Galway

(137) Masculins : *Christian Brothers* (trois collèges importants à Dublin), Jésuites, Lazaristes, Pères du Saint-Esprit, Dominicains; ou bien féminins : Sœurs de la Charité, du Sacré-Cœur, de Saint-Louis : *Sisters of Mercy*, Ursulines...

Il convient d'ajouter que les *diocesan colleges* (sortes de petits séminaires) dont on parlera plus loin, sont dirigés par le clergé séculier.

qui étaient laïques et furent immédiatement condamnés par Pie IX et l'épiscopat irlandais. Quelques catholiques les fréquentèrent cependant. C'est pour faire pièce à ces « collèges sans Dieu » que le cardinal Newman fut pressenti comme premier recteur de l'Université catholique d'Irlande fondée par l'épiscopat, répondant ainsi au vœu du pape, en 1854. Le Gouvernement anglais ne sanctionnant pas les diplômes qu'elle délivrait, ce fut l'échec (1880).

En 1881, le Gouvernement de Londres décida de créer une *Royal University of Ireland* qui n'avait pas pour objet d'enseigner mais d'organiser les examens et de décerner les diplômes. Les trois *Queen's Colleges* de Belfast, Cork et Galway préparèrent à ces examens et l'épiscopat invita les pères jésuites à donner une nouvelle vie à l'Université catholique en fondant *University College, Dublin*. Le collège prospéra de 1882 à 1908.

Cette année-là, le Gouvernement libéral anglais fonda finalement la *National University of Ireland* avec trois collèges constituants : Dublin, Cork et Galway. En outre, Maynooth reçut au sein de celle-ci la position spéciale de *recognised College* pour les Facultés d'« Arts », Science et Philosophie. En même temps, le Gouvernement britannique réorganisait le *Queen's College* de Belfast et en faisait une *Queen's University, Belfast*.

Tel est le régime en vigueur aujourd'hui. Les divers collèges ont prospéré (138) ; on compte 4.000 étudiants à *University College, Dublin*, environ 1.500 à Cork et 1.200 à Galway (qui est dans une grande mesure de langue gaélique). *Trinity College* en accueille près de 3.000 (une moitié venant d'ailleurs de Grande-Bretagne ou des colonies). L'épiscopat a toujours maintenu son opposition à ce dernier. Il faut, aux catholiques, une dispense pour le fréquenter.

(138) Ces Universités ne peuvent toutefois vivre qu'avec l'appui financier de l'Etat. Le problème se pose de savoir si l'Irlande peut se permettre d'avoir deux Universités distinctes. Mais la fusion éventuelle créerait de grandes difficultés en raison de la forte opposition de l'Eglise à *Trinity College* et des traditions encore vivaces de celui-ci.

E. — Les religieux.

IMPORTANCE NUMÉRIQUE ET RÉPARTITION DES ORDRES ET CONGRÉGATIONS

Aboutissement d'une tradition remontant à une époque où s'était fait jour une certaine rivalité entre l'organisation ecclésiastique séculière et le clergé régulier, aucun diocèse ou paroisse (139) n'appartient plus aux ordres religieux. Depuis le XVIII^e siècle, il est de coutume constante que ceux-ci se tiennent à l'écart du ministère paroissial (140).

Le maintien de traditions plus fortes et la plus grande influence protestante dans le Nord que dans les diocèses méridionaux expliquent sans doute la répartition géographique inégale des ordres religieux. Ceux-ci sont peu nombreux dans les provinces d'Armagh et de Tuam. Certains diocèses n'en ont aucun (Derry et Killala). Dans celui de Down (où se trouve Belfast), il n'y a ni Jésuites, ni Franciscains, ni Dominicains. On n'y rencontre que des Rédemptoristes et des Passionnistes (qui n'ont qu'un caractère semi-monastique) et une communauté de Cisterciens.

L'effectif du clergé régulier était de 666 en 1910 (141). Il est aujourd'hui de 1717 (142), soit plus du double.

Nous donnons ci-après une *liste des divers ordres ou congrégations* existant en Irlande avec le nombre de leurs maisons et des religieux. On observera que tous ces ordres ont essaimé à l'étranger : Angleterre, Amérique, Afrique, Australie. Nous mentionnons à part ceux qui sont propres à l'Irlande.

(139) Sauf la paroisse de *Holy Cross* à Belfast.

(140) Certains ordres ont, nous l'avons vu, des églises où fréquentent parfois de nombreux fidèles et qui servent d'auxiliaires à l'église paroissiale (telle celle des Dominicains de Dominic Street, des Franciscains de Merchant's Quay ou des Jésuites de Gardiner Street à Dublin). Mais leurs desservants n'ont la latitude d'administrer que les sacrements de pénitence et de communion. La célébration des mariages, les enterrements, l'extrême onction sont réservés au clergé de l'église paroissiale (sauf, en cas d'urgence, l'extrême-onction).

(141) *Catholic Encyclopedia*, tome VI, p. 114.

(142) *Irish Catholic Directory*, 1957, p. 629.

(143) Les chiffres donnés dans cette section ne concernent que les religieux demeurant en Irlande. Ils excluent ceux qui se trouvent dans les missions à l'étranger.

AUGUSTINS. — Douze maisons en Irlande (82 religieux) (143) et des maisons en Angleterre et Ecosse (vice-province irlandaise d'Angleterre et d'Ecosse), en Afrique (Nigeria) et Australie.

BENEDICTINS. — Une maison (Glenstal, comté de Limerick). Rattachée jusque-là à l'abbaye de Maredsous, elle a élu en 1957 son premier abbé irlandais (43 religieux). Les Bénédictins s'étaient établis en Irlande aux ^x^e et ^{xi}^e siècles, venant d'Allemagne (Ratisbonne notamment).

CARMES. — Huit maisons (78 religieux). Ils forment une province propre et ont des établissements en Australie, Etats-Unis, Angleterre et Pays de Galles, Rhodésie du Sud.

CARMES (Déchaux). — Ils forment une province anglo-irlandaise qui, en Irlande, a quatre maisons avec 47 religieux et qui a essaimé aux Etats-Unis, en Australie et en Egypte).

CISTERCIENS. — Quatre maisons. Les Cisterciens de la stricte observance se sont réétablis en Irlande en 1833, venant de France : fondation de l'abbaye de *Mount Melleray* qui, à son tour, devint la maison mère de *Mount St. Joseph* à Roscrea, de *Mellifont Abbey* près de Drogheda, et de *Bethlehem Abbey* en Ulster. Elles sont, depuis quelques décades, indépendantes de la maison mère française. Au Moyen Age, on comptait une quarantaine d'abbayes cisterciennes.

CONGREGATION DU SACRE-CŒUR DE JESUS ET DE MARIE ET DE L'ADORATION PERPETUELLE DU TRES SAINT SACREMENT. — Une maison.

CONGREGATION DU SAINT-ESPRIT. — Six maisons, dont trois à Dublin (125 religieux). Ils ont essaimé aux Antilles, en Afrique, Suisse, Italie, Canada, Etats-Unis. Les Pères du Saint-Esprit se sont établis en Irlande au milieu du siècle dernier. Ils demeurent rattachés à la maison mère à Paris qui désigne les supérieurs irlandais.

DOMINICAINS. — Quinze maisons (140 religieux). Ils ont essaimé en Italie, au Portugal, à Trinidad). Les Dominicains s'étaient établis en Irlande dès 1224. Ils ont reconstitué leur établissement au début du ^{xix}^e siècle et forment maintenant une province proprement irlandaise. Rappelons que l'actuel Maître général de l'ordre est un Irlandais, le R.P. Michael Browne, élu en 1954.

FRANCISCAINS. — Dix-neuf maisons (131 religieux) (Etats-Unis, Afrique du Sud, Chine, Palestine, Australie, Angleterre). Les Franciscains s'établirent dans l'île en 1231, à Youghal, comté de Cork. C'est le seul ordre qui se soit toujours maintenu en Irlande à travers les persécutions.

FRANCISCAINS-CAPUCINS. — Huit maisons (91 religieux). Etablissements en Australie, Amérique, Rhodésie, Afrique du Sud.

- JESUITES.** — C'est, numériquement, l'ordre le plus important de ce pays. La province irlandaise a quinze maisons, avec un effectif total de 360 religieux. Ses effectifs s'accroissent régulièrement (144). Bien qu'elle ait des traditions à peu près semblables à celles de la province anglaise, elle n'a jamais eu de liens avec cette dernière. De nombreux Jésuites irlandais exercent dans les pays de mission : Hong-Kong, Rhodésie.
- LAZARISTES**, qu'on appelle *Vincentians*. — Province irlandaise : neuf maisons (107 religieux). Etablissements en Angleterre, Ecosse, Japon, Australie et Nouvelle-Zélande.
- MARISTES.** — Trois maisons (58 religieux).
- MILL HILL FATHERS** ou *Société des Missionnaires de Saint Joseph de Mill Hill*. — Congrégation anglaise fondée en 1866 ayant en Irlande une maison (17 religieux). Des établissements aux Etats-Unis, Afrique, Pakistan, Philippines, Cachemire.
- MISSIONNAIRES DU SACRE-CŒUR.** — La province irlandaise a huit maisons (46 religieux). Etablissements en Nouvelle-Guinée, Transvaal.
- MISSIONS AFRICAINES.** — La Société des Missions africaines de Lyon fonda son premier établissement en Irlande en 1880. La province irlandaise possède aujourd'hui sept maisons avec 55 religieux; elle a la charge de huit diocèses en Afrique occidentale. Ses effectifs totaux sont de 420 prêtres.
- OBLATS DE MARIE IMMACULEE.** — Six maisons (64 religieux). Etablissements en Angleterre et Australie.
- ORDRE DE LA CHARITE** (« ROSMINIANS »). — Fondé en Italie en 1828. Possède en Irlande huit maisons (67 religieux) qui ont essaimé en Afrique, Etats-Unis, Angleterre.
- ORDRE DE SAINT-CAMILLE.** — La province anglo-irlandaise de cette congrégation originaire de France a une maison en Irlande (14 religieux).
- PALLOTTINE FATHERS.** — Congrégation fondée par saint Vincent Pallotti en 1836, en Italie. S'établit en 1909 en Irlande où elle a deux maisons.
- PASSIONISTES.** — Cinq maisons (85 religieux) (Ecosse, Afrique du Sud).
- PERES BLANCS.** — La province anglo-irlandaise a une maison en Irlande avec 8 religieux.
- PREMONTRES.** — Ont maintenant un établissement indépendant élisant son propre abbé (14 religieux).
- REDEMPTORISTES.** — Constituent une province irlandaise indépendante avec neuf maisons et 143 religieux. Ils ont essaimé aux Philippines et en Inde.

(144) Contrairement à ceux de la province française.

SALESIENS. — La province anglo-hibernienne dont le siège est à Londres a quatre maisons en Irlande, avec 71 religieux. D'autres sont établis à Malte et en Afrique du Sud.

SERVITEURS DE MARIE (PERES SERVITES). — Une maison.

SOCIETE DE LA PAROLE DIVINE. — Une maison (5 religieux).

CONGREGATIONS PUREMENT IRLANDAISES

CHRISTIAN BROTHERS. — La congrégation des Frères des Ecoles chrétiennes d'Irlande (*Christian Brothers*) ne doit pas être confondue avec celle fondée par saint Jean-Baptiste de La Salle. Elle fut créée en 1802 par un laïc, Edmund Ignatius Rice, et fut approuvée en 1820 par un bref de Pie VII. Son principal objet est l'enseignement; elle joue dans ce domaine un rôle capital en Irlande où elle contrôle une centaine d'écoles primaires et quelques établissements secondaires. Ses effectifs sont répartis en deux provinces, l'une au Sud, l'autre au Nord de l'Irlande. A l'étranger (Australie, Nouvelle-Zélande, Etats-Unis, Inde, Angleterre) elle possède un nombre plus élevé encore d'établissements.

A côté d'elle s'est établie la congrégation des Frères des Ecoles chrétiennes (qu'on désigne en Irlande sous le nom de « de La Salle Brothers ») et qui contrôle une soixantaine d'écoles primaires et secondaires.

FRERES DE LA PRESENTATION. — Congrégation fondée en 1822, ayant pour objet l'enseignement. Léon XIII lui donna une constitution en 1889. Sa maison mère est à Cork.

FRERES DE SAINT-PATRICK. — Cette congrégation fut fondée en 1808 par l'évêque de Kildare (Mgr Delaney). Elle se consacre également à l'enseignement et possède une vingtaine d'établissements en Irlande, quelques-uns en Australie, aux Indes et aux Etats-Unis.

SOCIETE DE SAINT-PATRICK POUR LES MISSIONS ETRANGERES. — Cette congrégation fut fondée il y a une trentaine d'années par le R.P. Whitney, du diocèse d'Ardagh, à l'instigation de Mgr Hinsley (plus tard cardinal) alors délégué apostolique en Afrique. Elle possède quatre maisons en Irlande et cinq sur le continent noir où elle a la charge de deux diocèses en Nigeria et de deux préfectures au Kenya. Ses effectifs sont d'environ 180 prêtres.

Il convient de faire une place toute particulière à la célèbre *Maynooth Mission to China*, congrégation purement irlandaise fondée en 1916 et qui se consacre à l'apostolat dans les pays païens. Nous en parlerons plus longuement, à propos de la tradition missionnaire, à la fin du chapitre V.

CONGRÉGATIONS FÉMININES

Les évêques souhaitent que les congrégations féminines se développent et que leurs maisons se multiplient (145).

Les principales sont :

LES SŒURS DE LA CHARITE, dont les établissements sont surtout groupés à Dublin où est la maison mère (21 maisons consacrées aux soins hospitaliers, orphelinats, secours aux pauvres) et dans quelques grandes villes (Cork notamment).

LES SŒURS DE LA PRESENTATION, qui se sont établies en Irlande au XVIII^e siècle et ont des établissements dans la plupart des diocèses.

LES « SISTERS OF MERCY », très nombreuses, répandues dans tous les diocèses où leurs établissements sont sous l'autorité directe des Ordinaires. La congrégation n'a pas de maison mère à Dublin. Elle a essaimé en Angleterre, en Amérique.

LES MEDICAL MISSIONARIES OF MARY. — Congrégation spécifiquement irlandaise dont les membres se consacrent aux soins hospitaliers dans les territoires de mission. Elle possède notamment un magnifique centre hospitalier pour la formation professionnelle des sœurs, ouvert en 1957 près de Dublin.

LES SISTERS OF ST.-COLUMBAN. — Congrégation fondée après la *Maynooth Mission to China* et destinée comme celle-ci à l'action missionnaire en Extrême-Orient.

Parmi les autres congrégations féminines, on citera :

Les Sisters of the Most Holy Rosary, les Carmélites, les Sisters of the Most Holy Redeemer, les Sisters of the Holy Faith, Sisters of S. Vincent de Paul, Sisters of the Sacred Heart, Sisters of Charity of our Lady of Charity of Refuge, Daughters of the heart of Mary, Sisters of the Holy Cross and Passion, Petites Sœurs des Pauvres, Sœurs de Saint-Maur, Sisters of the Poor Servants of the Mother of God, Little Sisters of the Assumption, Sisters of the Holy Child Jesus, Notre-Dame des Missions, Daughters of the Cross, Missionary Sisters of St. Peter Claver, Sisters of St. Joseph of Cluny, Sisters of Nevers, Sisters of Bon Secours, Sisters of Mary Reparatrix, Sisters of St. Louis, Sisters of St. John of God, Sisters of the Sacred Heart of Mary, Sisters of Marie Auxiliatrice, Congregation of our Lady of the Retreat in the Cenacle, Brigidine Sisters, Sisters of the Faithful companions of Jesus, Sisters of Jesus and Mary of the Indian Mission.

Certaines de ces congrégations viennent de l'étranger et se sont établies en Irlande, dans un passé parfois récent, sur

(145) May. Stat. 188.

l'encouragement même des Ordinaires et particulièrement de l'archevêque de Dublin qui a fait une place très large aux congrégations françaises (Sœurs de Marie Auxiliatrice, Sœurs de Nevers...).

F. — Les séminaires et le recrutement sacerdotal.

1° SÉMINAIRES

C'est le titre XXI que le Code consacre aux séminaires. Après avoir rappelé que le droit propre et exclusif de « former ceux qui désirent se consacrer aux ministères ecclésiastiques appartient à l'Eglise » (canon 1352), il déclare que « chaque diocèse... doit avoir son séminaire ou collège où... un certain nombre de jeunes gens soit formé à l'état cléricale » (canon 1354, paragraphe premier). Nous soulignons cette dernière prescription. Ce texte suffit à lui seul pour exprimer la préférence de l'Eglise en faveur des petits séminaires *purs*, c'est-à-dire destinés uniquement à la formation des clercs. Les papes Léon XIII, Pie X et Pie XI (146) ont insisté formellement sur ce point : les enfants destinés au sacerdoce ne doivent pas être élevés en compagnie de ceux qui se préparent aux carrières civiles.

L'Irlande fait exception à la règle (147). On n'y trouve pas de petits séminaires proprement dits. Au sortir de l'école primaire, l'enfant désireux de se préparer à l'état ecclésiastique entre dans ce qu'on appelle les *diocesan colleges*, propriété des diocèses, où fréquentent aussi les simples élèves (dont certains, parfois même, ne sont pas catholiques). La proportion des futurs séminaristes y est quelquefois très faible : une douzaine pour deux cents élèves (148). L'Eglise d'Irlande y voit l'avantage de permettre aux futurs clercs de mieux connaître le milieu laïc et de donner un exemple à celui-ci. Ces *diocesan colleges* existent dans la plupart des diocèses (Waterford, Wexford, Cork, Kerry...). Il n'y en a

(146) NAZ, *Traité de droit canonique*, tome VI, p. 144. « Telle doit être la règle inviolable de tous les séminaires, sans aucune exception » (Lettre de Pie XI, *Officiorum omnium*, 1^{er} août 1922).

(147) Un envoyé de la Congrégation des Séminaires était venu s'informer de la coutume irlandaise pour y porter remède — sans succès d'ailleurs.

(148) On n'y porte pas la soutane.

pas dans celui de Dublin, le nombre des écoles secondaires catholiques rendant inutiles de tels collèges.

Il existe huit grands séminaires (149) (« major seminaries ») qui sont situés à Wexford (diocèse de Ferns), Kilkenny (Ossory), Waterford, Carlow (Kildare), Thurles (150) (Cashel), All-Hallows (151), Clonliffe et Maynooth (diocèse de Dublin). On notera qu'il n'y en a aucun dans le Nord de l'Irlande (partie sous allégeance britannique). Tout le clergé de l'Ulster est donc formé dans la République.

De ces huit grands séminaires, deux seulement forment des prêtres pour le ministère en Irlande : *Clonliffe* donne des prêtres exclusivement au diocèse de Dublin (152). *Maynooth* forme ceux du reste du pays (153). Il en donne aussi quelques-uns au diocèse de Dublin.

Les autres séminaires (Thurles, Wexford, Kilkenny, Waterford, Carlow et All-Hallows, avec trente à cent élèves chacun, ordonnent des prêtres exclusivement pour l'Angleterre, l'Amérique et l'Australie (154).

2° LE RECRUTEMENT SACERDOTAL

Le recrutement sacerdotal ne pose pas de problème; le nombre des vocations est considérable. Les diocèses pour-

(149) Les futurs prêtres y étudient la philosophie pendant deux ans (sauf à Clonliffe et Maynooth où ce cycle d'études est réparti sur trois années, car les élèves y préparent les diplômes universitaires pour lesquels trois ans d'études sont requis.

(150) Un nouvel édifice vient d'être construit à Thurles (siège de l'évêché de Cashel) par les *Pallottine Fathers* (établis en Irlande en 1909).

(151) All-Hallows a été fondé il y a une centaine d'années; il est géré par les Lazaristes.

(152) Ses effectifs sont de 120 environ (50 élèves en théologie, 70 en philosophie).

(153) Environ 500 séminaristes y étudient. Maynooth est à la fois Université pontificale (et confère les diplômes pontificaux en théologie et droit canon) et Collège reconnu de l'Université Nationale d'Irlande. Avec ses effectifs très nombreux, il donne à l'archevêque de Dublin le privilège d'ordonner plus de prêtres, chaque année, qu'aucun autre prélat ne le fait dans le monde. Maynooth a marqué depuis cent cinquante ans l'histoire irlandaise par le clergé nombreux qu'il a formé dans une tradition nationaliste et démocratique en même temps que très conservatrice et d'entière fidélité au Siège romain.

(154) Voir le chapitre V, « Les missions ».

Rappelons que jusqu'à la dernière guerre le Collège des Irlandais de Paris ordonnait des prêtres pour le ministère en Irlande. Il avait 180 élèves en 1790, 70 en 1910.

Enfin ajoutons que quelques séminaristes font leurs études au Collège de la Propagande Fide à Rome.

voient amplement à leurs besoins; ils peuvent sélectionner les candidats. Comme nous venons de le voir, les vocations suffisent non seulement à assurer le recrutement sacerdotal dont le pays a besoin, mais à alimenter les nombreuses missions qui œuvrent dans les pays étrangers de langue anglaise où les Irlandais ont émigré. (Sans mentionner les missions en pays infidèles. Voir chapitre V.)

Le recrutement des séminaristes se répartirait, nous dit-on, de la façon suivante, selon l'origine sociale :

Classe paysanne	30 %
Classe ouvrière	20 %
Classes moyennes (fonctionnaires, commerçants)	30 %
Professions libérales	20 % (155)

La formation d'un si nombreux clergé nécessite une aide financière importante qui est fournie essentiellement par les contributions volontaires des fidèles (156).

Le recrutement des prêtres est encouragé notamment par une société fondée il y a cinquante ans (157) (Saint-Joseph Young Priests Society), sur le modèle des jeunes élèves de Saint-Joseph (158) de Maranville, et réorganisée il y a une trentaine d'années par un groupe de fonctionnaires dublinois. Chaque membre verse 6 pence par mois (ou 5 shillings par an) pour la formation de prêtres. Le succès de cette société et de ses filiales (fonctionnaires, police, transports, corps enseignant, banques, marchands de vin, pharmaciens,

(155) Il ne semble pas que des études d'ensemble précises aient été faites sur ce point. Dans un diocèse *rural* de l'Ouest, la statistique suivante portant sur 60 étudiants a été cependant établie :

Classe rurale : 27, soit 45 %; commerçants : 16, soit 27 %; instituteurs-professeurs : 9, soit 15 %; fonctionnaires : 5, soit 8 %; professions libérales : 2, soit 2,3 %; classe ouvrière : 1, soit 1,7 %.

En France, la répartition est celle-ci :

Classe ouvrière : 13 %; classe paysanne : 39 %; classes moyennes : 18 %; bourgeoisie : 30 %.

(156) Il est demandé au clergé de verser une contribution pour les séminaires qui s'ajoute à celle des fidèles. Celle-ci a lieu sous forme de quête le quatrième dimanche de Carême (dans le diocèse de Dublin).

(157) Par un groupe de dames pieuses ayant une dévotion particulière à saint Joseph.

(158) L'association des patrons et employés, au sein de ces sociétés consacrées à saint Joseph, a eu parfois des effets apaisants et décisifs sur l'évolution des conflits sociaux.

boulangers...) est à noter. Aujourd'hui, la société réunit annuellement des fonds s'élevant à quelque 15 millions de francs et subvient, en totalité ou partiellement, à l'éducation de quatre cent cinquante séminaristes destinés, nous dit-on, moins au ministère paroissial qu'aux missions. Leur nom n'est pas connu des donateurs.

EFFECTIFS DU CLERGÉ SÉCULIER

Avec 3.752 prêtres séculiers (159) pour environ 3 millions 250.000 catholiques, l'Irlande a un prêtre pour 860 fidèles environ. Si l'on inclut le clergé régulier (1.649), on constate que ce pays possède un prêtre pour six cents fidèles.

La France ayant 50.219 prêtres séculiers et réguliers (160), la moyenne est environ un prêtre pour huit cent trente habitants (161). Dans le monde, il y aurait 360.000 prêtres catholiques, soit un prêtre pour 1.270 croyants (162).

(159) Il y en avait 2.967 en 1910 (*Catholic Encyclopedia*, tome VIII, p. 114).

(160) Selon une statistique de la Documentation catholique rapportée par le journal *Le Monde*.

(161) Nous disons habitants et non pas fidèles.

(162) Statistique donnée par *Le Monde*.

En Europe, les moyennes seraient les suivantes, selon la même source : Islande : 1 prêtre pour 50 catholiques ; Finlande : 1 prêtre pour 125 catholiques ; Norvège : 1 prêtre pour 150 catholiques ; Danemark : 1 prêtre pour 270 catholiques ; Suède : 1 prêtre pour 340 catholiques ; Suisse : 1 prêtre pour 440 catholiques ; Belgique : 1 prêtre pour 530 catholiques ; Italie : 1 prêtre pour 690 catholiques ; France : 1 prêtre pour 718 fidèles ; Autriche : 1 prêtre pour 940 catholiques ; Espagne : 1 prêtre pour 970 catholiques ; Allemagne : 1 prêtre pour 1.000 catholiques ; Portugal : 1 prêtre pour 1.630 catholiques.

L'avantage est aux pays protestants.

CHAPITRE III

Le Temporel

Pour atteindre la fin qui lui est propre, l'Eglise a besoin de biens temporels, donc du droit d'en acquérir; c'est ce qu'exprime le canon 1495 (1). Il lui faut également posséder des ressources d'une périodicité régulière en vue d'assurer les dépenses du culte, la subsistance du clergé ou telles autres fins en rapport avec les buts qui lui sont assignés (entretien des séminaires, par exemple). Le canon 1496 reconnaît le droit à ces ressources. Le statut de Maynooth rappelle ces prescriptions essentielles, les précise et les complète. Il détermine la nature et l'étendue de ces biens (Stat. 422) (2), la façon dont doivent être établis les titres de propriété (3),

(1) « L'Eglise catholique et le Siège apostolique disposent du droit naturel d'acquérir, de conserver et d'administrer les biens nécessaires à la poursuite de leurs fins propres, librement et indépendamment du pouvoir civil. »

(2) Parmi lesquels figurent : « les églises, les maisons et les terrains des curés et vicaires, les écoles et les bâtiments appartenant à la paroisse, et finalement tout ce qui appartient aux associations régulièrement constituées selon le canon 691. »

(3) Statut 423.

le mode d'établissement de certains droits (4), les règles à observer en ce qui concerne les quêtes extraordinaires (5).

Nous examinerons successivement :

- A. — Les sources de revenus de l'Eglise;
- B. — Les charges du clergé;
- C. — Le régime des biens ecclésiastiques.

A. — Sources des revenus de l'Eglise.

Comme dans d'autres pays, le droit de propriété de l'Eglise a connu en Irlande des vicissitudes à travers les siècles. Avant 1534, l'Eglise possédait des biens fort étendus; ses revenus périodiques, d'autre part, étaient abondants; ils émanaient de trois sources :

- 1° Le *Glebe land*, revenus de la terre possédée;
- 2° Les dîmes (*tithes*);
- 3° Les libres offrandes, en diverses occasions.

La Réforme eut pour effet de supprimer les deux premières sources de revenus qui revinrent à l'Eglise Réformée. Les évêques perdirent leurs vastes domaines dont certains avaient 10.000 acres (environ 5.000 hectares). Ces terres ont parfois conservé l'appellation de leur ancienne origine : « *Bishops quarters* ».

Ce n'est qu'après la fin des lois pénales et la réhabilitation des catholiques que l'Eglise a recommencé à acquérir des biens. Etant surtout l'Eglise des classes pauvres, elle n'a pu recevoir beaucoup. Elle n'a donc guère de revenus tirés de propriétés foncières comme en avaient les Eglises catholiques ou réformées d'Europe jusqu'au siècle dernier. Ne recevant pas, d'autre part, de subsides de l'Etat (6), l'Eglise d'Irlande ne dépend et ne vit que de la générosité des fidèles. Ceci est

(4) Statut 424. Les droits perçus à l'occasion des actes de juridiction sont établis, à l'échelon de la province, par le synode provincial ou l'assemblée des évêques, avec l'approbation du Siège apostolique.

(5) Statut 425 : « Les clercs ne peuvent avoir recours à des quêtes extraordinaires au profit d'institutions pieuses sans l'accord de l'évêque. » — Statut 426 : « Sera puni de suspension celui qui acceptera le produit de quêtes extraordinaires sans l'autorisation de l'évêque. »

(6) « L'Etat ne subventionne aucun culte », dit la Constitution de 1937 (voir chapitre suivant).

pratiquement la seule source de ses revenus. C'est, disons-le tout de suite, une source constante et généreuse (7).

Etudions d'abord les formes par lesquelles se manifeste la contribution des fidèles (offrandes à l'entrée de l'église, casuel, denier du culte, honoraires de messe, libéralités pieuses), puis les revenus propres aux évêques et, finalement, les bénéfices ecclésiastiques.

1° FORMES DE LA CONTRIBUTION DES FIDÈLES

a) *Offrandes à l'entrée de l'église.*

Le trait le plus original du problème des offrandes en Irlande est qu'il n'y a pas, en général, de quête pendant la messe (8). L'offrande se fait à *l'entrée de l'église*, du moins dans le plus grand nombre des diocèses. Ceux qui font exception sont : Kerry (Sud de l'Irlande), Ossory (Sud-Est), Raphoë (extrême Nord) et Meath (Est). Nous n'avons pas pu obtenir la raison de cette singularité.

C'est une somme de 6 pence (9) que les fidèles sont invités à déposer à leur arrivée aux messes du dimanche (*an offering of six pence is requested*, lit-on sur la porte). Il serait illusoire de penser que l'invitation (10) est fidèlement suivie. En moyenne, nous indique-t-on de tous côtés, l'offrande est

(7) La population est toujours généreuse. La quête en faveur de la Société de Saint-Vincent de Paul est toujours fort satisfaisante. A l'appel des évêques en faveur des réfugiés hongrois (décembre 1956), les fidèles du diocèse de Dublin ont répondu en versant 31.000.000 de francs (soit près de 50 francs par fidèle, adulte ou non).

(8) Exceptionnellement, il y en aura une pour un objet précis : installation du chauffage, par exemple, ou construction de l'église nouvelle. Il n'y a pas non plus de quêtes pour les chaises. Les quêtes spéciales pour les œuvres de charité (Saint-Vincent de Paul, par exemple) ont lieu généralement au dehors de l'église.

(9) 30 francs 1957 environ, mais seulement dans le diocèse de Dublin. Dans la plupart des autres, un penny seulement serait demandé habituellement, sauf en quelques occasions exceptionnelles (construction d'une église).

(10) Celle-ci ne doit, dit le Synode diocésain de Dublin, 1927, Statut 41, et May. Stat. 313, constituer en aucune manière une gêne ou un embarras pour les fidèles. Canon 1181.

de 2 pence seulement (11). Jeunes gens et surtout jeunes filles, même exerçant un emploi salarié, se dispensent de l'offrande.

Celle-ci constituerait la partie la plus grande des ressources du clergé (80 à 90 %), du moins dans le diocèse de Dublin et dans ceux du Sud. Dans les autres, le clergé tire ses ressources du casuel (*stole fees*, droits d'étole).

b) *Le casuel (Stole fees)*.

On observe des coutumes assez diverses selon les diocèses. D'une façon générale, comme nous l'avons indiqué, l'Irlande peut se partager en deux parties à ce point de vue. C'est dans le Nord, beaucoup plus que dans le Sud, que sont observées les coutumes des offrandes à l'occasion des mariages et des funérailles. Dans les autres provinces, les fidèles exercent davantage leur générosité par le moyen d'oboles faites à l'église ou par le versement des « dues » (deniers) à l'occasion de Noël et de Pâques.

Dans les diocèses de Meath et de Raphoë surtout (12) (Province d'Armagh), survit la coutume suivante. Le jour des funérailles, le corps est amené devant le chœur, le curé s'assied à une table près du cercueil et les fidèles viennent apporter leur offrande individuelle de 10 shillings ou même une livre (13). C'est une marque de respect que de donner beaucoup. Dans certaines paroisses même, l'usage est d'annoncer, immédiatement après chaque offrande, le montant de celle-ci avec le nom du donateur (14). La coutume vient, dit-on, de l'époque des *penal times*; ce n'était guère que pour enterrer les morts (ou administrer le baptême) que le prêtre entraînait en contact avec ses ouailles.

(11) Nous avons fait la vérification dans telle église d'une paroisse suburbaine de Dublin, où la majorité des fidèles sont des employés, commerçants, membres des professions libérales et même de la bourgeoisie aisée (il n'y a que deux îlots de revenus minimum). Tel dimanche de septembre 1957, l'ensemble des offrandes à l'entrée, pour les cinq messes, s'élevait à 17 livres sterling. Pour les quelque 2.000 paroissiens, cela représente bien une moyenne de 2 pence par personne.

(12) Où, nous l'avons vu, ne se pratique pas la coutume de l'offrande à l'entrée de l'église.

(13) 550 ou 1.100 francs.

(14) Dans les diocèses du Sud, peut-être moins traditionalistes, on répugne à ces coutumes.

Les offrandes de baptême, dans les diocèses du Nord, sont coutumièrement plus modestes que celles de mariage : deux shillings et demi (15). Quant aux mariages, ils sont parfois l'occasion, en certains diocèses, d'une offrande allant jusqu'à 50 et même parfois 100 livres, pour les fermiers les plus aisés. Mais le curé n'a guère de mariages riches par année; c'est une source de revenu aléatoire (serait-ce une des causes des mariages tardifs?). C'est, en tout cas, pour le donateur, une générosité unique, une façon en quelque sorte de se libérer pour la vie d'une obligation envers le curé. C'est du moins ainsi que l'institution serait envisagée.

c) *Denier du culte.*

Il est constitué essentiellement par ce qu'on appelle les *Christmas* et *Easter dues*, adressées au clergé à l'occasion de ces fêtes. La coutume est suivie, nous l'avons dit, surtout dans le Sud. Ces *dues* ne constitueraient qu'une faible part des ressources du clergé. Dans certains diocèses de l'Ouest, ils seraient remplacés par trois grandes quêtes annuelles, pour Noël, Pâques et la moisson. A cela s'ajoutait, autrefois, l'*oats money*, offrande de 2 shillings et demi, destinée à l'entretien du cheval du curé. Cette pratique doit avoir entièrement disparu avec son objet. (Peut-être subsisterait-elle parfois, sous le même nom, pour l'entretien de la voiture du curé.) (16).

d) *Honoraires de messe.*

Les honoraires de messe, dont le canon 824, paragraphe premier, reconnaît la légitimité, constituent le revenu personnel du prêtre qui les reçoit. (Nous verrons qu'ils n'entrent

(15) Une demi-couronne : environ 180 francs.

(16) L'inconvénient que le clergé voit dans la fixation d'un taux traditionnel pour les diverses offrandes est que ses revenus diminuent avec la dépréciation de la monnaie. Pour certains curés des régions les moins riches de l'Irlande, nous dit-on, le revenu tiré des générosités des fidèles atteindrait à peine le minimum vital; il ne serait pas inhabituel de trouver des curés dont le revenu annuel ne dépasse pas 400 livres (450.000 frs). Ces chiffres, même modestes, feraient l'admiration de nombreux de nos prêtres de campagne en France. Il est vrai que lesdits revenus servent également à couvrir une partie des frais d'administration de la paroisse.

Le denier de Saint-Pierre est recueilli dans l'octave de la fête de saints Pierre et Paul (May. Stat. 63).

pas dans la masse commune des revenus de la paroisse.) Leur taux, que le canon 831, paragraphe premier, laisse à l'appréciation de l'Ordinaire ou à fixer selon la coutume, est généralement de 10 shillings par messe (soit 550 francs). Mais, en certaines circonstances, il peut être de la moitié.

e) *Libéralités pieuses.*

L'histoire des libéralités pieuses en Irlande mérite un développement. Après la Réforme, celles-ci furent tenues en grande suspicion. Le droit régissant les legs pour faire dire des messes s'appelait *Statute of Chantries* ou bien *Statute of Superstitious uses*. La doctrine catholique de l'efficacité de la messe pour le profit de l'âme des défunts était en effet considérée comme suspecte par la législation et la jurisprudence anglaise au temps d'Edouard VI; elle fut bientôt reléguée dans la catégorie des superstitions (17). Cette conception évolua peu à travers les siècles; elle ne s'est modifiée qu'à l'époque contemporaine. On examinera d'abord assez rapidement cette évolution en Angleterre, l'histoire de ce pays ayant été, sur ce point, un peu différente de celle de l'Irlande, tout en l'éclairant fortement. (Considérons d'abord le problème des legs pour messe proprement dits, puis celui des donations faites à des ordres religieux.)

Quand l'Eglise catholique fut « réhabilitée » au début du XIX^e siècle (18), la question se posa de savoir si les legs pour messe redeviendraient légaux. Les tribunaux tranchèrent la question dans le sens négatif. Le *Roman Catholic Charities Act* de 1832 disposa bien que les dons ou legs faits dans un but éducatif en faveur de l'Eglise catholique étaient relevés de leur illégalité séculaire, mais les dons ou legs pour des « usages superstitieux » (messes) demeurèrent nuls en droit (19).

(17) Notons incidemment que le testament d'Henri VIII contenait un certain nombre de legs pour faire dire des messes (rapporté par V.T.H. DELANY, *The law relating to charities in Ireland*, p. 55).

(18) Notamment par le *Roman Catholic Relief Act* de 1829.

(19) DELANY, *op. cit.*, pp. 55-56. De même un legs « destiné à entretenir une lumière devant une image pour le repos d'une âme » était considéré comme nul (voir *Catholic Encyclopedia*, 1910, p. 114).

C'est en 1919 seulement que, l'opinion ayant évolué, la question de la validité des dons pour messes fut tranchée dans l'affirmative par la Chambre des Lords (20), donnant à cette occasion une interprétation favorable et toute nouvelle du *Statute of Chantries* (21). Ces legs étaient désormais licites; la Chambre Haute ne déclara pas, cependant, qu'ils entraient dans la catégorie des œuvres « charitables » : la distinction était d'importance au point de vue fiscal.

En Irlande, la validité légale des legs pour messes fut reconnue plus tôt. A vrai dire, aucune loi ou statut irlandais (contrairement au cas de l'Angleterre) n'avait déclaré ces legs illégaux; mais, en fait, ils l'étaient traditionnellement. Ce n'est qu'en 1823-1844, après l'émancipation des catholiques, qu'ils furent relevés de cette illégalité (22).

La question de leur caractère charitable n'en était pas pour autant résolue par l'affirmative. Elle était pourtant d'importance considérable car dans ce cas les legs échappaient notamment aux droits de succession. Pendant longtemps les tribunaux se montrèrent opposés à l'interprétation favorable, comme dans l'affaire *Attorney General contre Delaney*, en 1875 : « Le testament, dit la Cour, ne spécifiait pas que les messes devaient être dites en public... en conséquence la libéralité ne pouvait avoir un caractère charitable » (23).

Cette jurisprudence ne fut renversée qu'en 1906. La Cour d'appel décida, dans l'affaire *O'Hanlon contre Logue*, qu'une disposition testamentaire tendant à faire célébrer une messe — qu'elle soit dite en privé ou en public — constituait une intention charitable, car la messe bénéficie à l'ensemble des

(20) Affaire *Bourne contre Keane*.

(21) DELANY, *op. cit.*, pp. 56-57.

(22) Une *Commission of charitable donations* fut créée pour s'occuper des legs faits aux catholiques. Acceptée par l'archevêque de Dublin, Mgr MURRAY, elle fut en général assez mal vue des catholiques irlandais qui la considéraient comme un moyen détourné imaginé par l'autorité britannique pour limiter le droit de l'Eglise catholique de recevoir des libéralités de la part des fidèles.

(23) Car « si les messes devaient être dites en public », indiquait un des attendus, « le legs serait fait en vue de la célébration publique d'un acte religieux, acte contribuant à l'édification de la communauté des fidèles », d'où son utilité générale et son caractère charitable.

fidèles. (Au surplus, « le don fait au prêtre chargé de dire la messe en question contribue à l'avancement de la religion ».)

Depuis 1906, divers arrêts ont confirmé cette jurisprudence et l'on considère aujourd'hui que les legs pieux sont à la fois légaux et de caractère charitable, que les messes doivent ou non être dites en public (24).

Considérons maintenant le problème des *donations faites à des ordres religieux*. La question de leur validité subit à peu près les mêmes vicissitudes que celle des dispositions testamentaires pour faire dire des messes (25). Mais, cette fois, il fallut attendre l'indépendance de l'Irlande pour que leur légalité fût reconnue (décision de la Cour suprême de l'Etat libre d'Irlande en 1935, dans l'affaire *Shaw v. The Attorney General*) (26). Il s'agissait, dans cette affaire, d'un legs fait à l'« Ordre des Jésuites d'Irlande ». En première instance, il fut décidé que cette disposition n'était ni valide ni de caractère charitable (27).

En appel, la Cour décida que le legs était valide, mais qu'il n'avait pas le caractère charitable, « l'œuvre des Jésuites, quoique amplement charitable au sens juridique, n'ayant pas toutefois ce caractère exclusif, de sorte qu'une donation à lui faite ne pouvait pas, pour cette seule raison, bénéficier automatiquement du caractère charitable ». Un seul juge, M. C.-J. Kennedy, exprima l'opinion contraire (28).

Aujourd'hui, la jurisprudence est fixée ainsi : les donations en faveur de communautés religieuses sont juridiquement reconnues. Elles bénéficient des avantages fiscaux appropriés si elles sont faites pour un objet considéré comme charitable (29).

(24) DELANY, *op. cit.*, p. 63, qui cite les cas suivants *d'Alton* contre *Gibbons* (1917), *re Ryan* (1926), *re Howley* (1940). Voir aussi : Patrick WALSH, *William J. Walsh, Archbishop of Dublin*, pp. 443-444.

(25) En vertu du *Roman Catholic Relief Act*, les donations faites aux ordres religieux étaient considérées comme nulles et de nul effet.

(26) Et l'affaire *re Byrne* (rapportée par DELANY, p. 65).

(27) Le tribunal ne jugea pas la donation illégale en vertu du *Roman Catholic Relief Act* de 1829, ni du *Charitable Donations and Bequest Act* de 1844 : il estima que les dispositions de ces deux lois avaient été implicitement abrogées par le *Government of Ireland Act* de 1920, section 5 (2), qui sanctionnait l'érection de l'Etat libre d'Irlande.

(28) Ce juge émit le vœu que la législation de 1829 et 1844 fût explicitement abrogée par de nouveaux textes. Ce souhait n'a pas été réalisé.

(29) DELANY, *op. cit.*, p. 66.

S'agissant d'ordres religieux *féminins*, l'évolution a été un peu différente du fait que ceux-ci n'étaient pas visés par le *Roman Catholic Relief Act* de 1829. Une cause restée célèbre, *Cocks contre Manners*, jugée en 1871, a longtemps fait jurisprudence; l'arrêt tendait à dénier aux ordres féminins le caractère charitable.

Aujourd'hui, la différence semble être effacée, en particulier depuis quelques affaires parmi lesquelles on citera *Maguire contre l'Attorney General* de 1943, dans laquelle l'éminent juge Gavan Duffy eut l'occasion d'exprimer, avec sa chaleur et sa fougue habituelles, des vues personnelles pleines de franchise et où il critiquait vivement la jurisprudence antérieure, soulignant « la profonde différence entre l'esprit religieux de l'Irlande et celui de l'Angleterre de 1871 ». Dans des attendus pleins d'éclairs et de flammes, M. G. Duffy soulignait combien il lui paraissait contraire au droit de propriété, et injurieux pour le Droit, de penser que « dans ce pays catholique (l'Irlande) il puisse y avoir le moindre doute sur la validité d'une telle donation » (faite en vue d'ériger un couvent pour l'adoration perpétuelle). Il concluait aussi que la messe constituait valablement un objet charitable.

Un arrêt plus récent encore — il date de 1956 — confirme la jurisprudence précédente. L'affaire *in Re Sheridan* mettait en cause un legs de 2.000 l.s. fait à la supérieure des Carmélites de Blackrock, Dublin, pour la réparation et l'entretien des bâtiments. S'appuyant à la fois sur la Constitution (article 44) qui « reconnaît implicitement que la pratique de l'une quelconque des religions reconnues est d'intérêt public », et sur l'arrêt *O'Hanlon v. Logue* de 1906, le juge (Mr. Dixon) reconnut la nécessité d'un « examen subjectif » du caractère d'utilité publique de telles donations et déclara le legs en question de nature charitable (30).

Selon le droit synodal, les donations ou fondations pieuses doivent recevoir l'approbation de l'Ordinaire (31) qui veille à ce qu'elles soient établies conformément à la législation

(30) « La jurisprudence des donations charitables, ajouta-t-il, a été construite empiriquement et non logiquement. »

(31) May. Stat. 450.

civile. L'instrument qui les constitue doit en décrire avec précision les conditions; il doit être déposé dans les archives de l'église intéressée et copie adressée à la curie épiscopale (32). Un tableau des messes perpétuelles est conservé à la sacristie et est montré à l'évêque lors de sa visite. Dans chaque église ou oratoire, on doit dresser un tableau des charges des donations; compte rendu de l'exécution de celles-ci doit être fait à l'évêque au mois de janvier (33). L'Ordinaire est l'exécuteur de tous les donations ou legs.

2° REVENUS PROPRES AUX ÉVÊQUES

Les sources de ces revenus sont les suivantes :

a) La ou les paroisses constituant, improprement d'ailleurs, la mense (*mensal parishes*). Chaque évêque est titulaire d'une ou plusieurs d'entre elles (34). C'est la source essentielle de ses revenus; comme les autres membres du clergé, la subsistance de l'évêque dépend de la générosité des fidèles.

b) Le *cathedraticum* (35), payé par chaque curé (environ une guinée), une ou deux fois par an, selon les diocèses;

c) Les *Holy oils dues*. De chaque paroisse (36) arrive à l'évêché, le jour du Jeudi Saint, un prêtre apportant à l'évêque les saintes huiles de l'année passée et venant recueillir de sa main les huiles nouvelles (37). Cette cérémonie pittoresque donne lieu au versement d'une contribution, en général peu élevée, au bénéfice de l'évêque. Les ordres religieux offrent également cette obole. A Dublin, le *cathedraticum* est payé à l'occasion de la délivrance de l'huile nouvelle et remplace les *Holy oils dues* (38);

(32) *Ibid.*, 450.

(33) *Ibid.*, 452.

(34) La cure d'âmes de la paroisse épiscopale est exercée par un *administrator*. A Dublin, il existe trois de ces paroisses : a) Saint-Andrew's (Westland Row.), autrefois quartier très *fashionable* et qui l'est moins depuis que les classes aisées déplacent leur résidence vers les quartiers aérés de la périphérie; b) pro-cathédrale Sainte-Mary; c) City Quay.

La totalité des revenus de tel grand diocèse du Sud s'élève, nous dit-on de divers côtés, à £ 1.400 par an. C'est un chiffre assurément modeste.

(35) Canon 1504 : « Toutes les églises et tous les bénéfices soumis à la juridiction d'un évêque... doivent chaque année, en signe de soumission, payer à l'évêque le *cathedraticum*... »

(36) Mais non dans tous les diocèses, notamment pas dans ceux de l'Ouest.

(37) Canons 734 (§ 1) et 735.

(38) Même réserve que note 36.

d) Un dimanche par an, en général le premier du carême (du moins dans certains diocèses), une quête spéciale est faite au bénéfice de l'évêché pour subvenir à ses dépenses (secrétaires, inspecteurs de l'enseignement religieux dans les écoles, etc.). Nous avons vu que les vicaires généraux sont titulaires d'une paroisse qui est leur source de revenus.

e) Enfin, les clercs paient à l'évêché des droits de chancellerie sur les documents qu'ils requièrent de celui-ci (39); le vicaire général perçoit aussi des droits pour les offices de son ministère (40).

3° BÉNÉFICES ET BIENS FONDS ECCLÉSIASTIQUES

La notion coutumière de bénéfice au sens de revenus tirés de biens foncier ne se rencontre guère en Irlande. Toutes les paroisses constituent des bénéfices, déclare le droit synodal (41); mais leurs revenus proviennent presque uniquement, nous l'avons vu, des libéralités constantes des fidèles. On trouverait sans doute assez peu de propriétés foncières appartenant à l'Eglise et produisant des revenus (42). Par contre, on observe un mouvement grandissant de transfert d'immeubles et de propriétés rurales au profit d'ordres religieux enseignants. Le phénomène est intéressant à noter. Les vastes demeures et les domaines ruraux constituent, en raison des conditions économiques nouvelles, une charge parfois lourde pour leurs propriétaires traditionnels. Les congrégations, soutenues par la générosité d'un troupeau nombreux et au niveau de vie croissant, sont en mesure d'acheter ces biens qu'elles transforment en établissements d'enseignement, dont une partie des ressources est tirée des terres ou fermes éventuellement attenantes.

(39) Même réserve que note 36.

(40) Canon 1507, § 1.

(41) May. Stat. 408 : « Toutes les paroisses de ce pays constituent des bénéfices. »

(42) L'essentiel des biens d'Eglise est en numéraire ou en valeurs mobilières : emprunts d'Etat, par exemple. Autrefois, les couvents investissaient dans les chemins de fer; le déclin économique de ceux-ci a été un coup sévère porté aux ressources monastiques.

Le mouvement a commencé de se dessiner il y a plus d'un siècle; Mgr Cullen avait acheté les terres et les bâtiments qui sont devenus le grand séminaire de Clonliffe (Dublin)(43). Les Lazaristes acquirent à la même époque ce qui allait être le collège de *All-Hallows*. De nombreux établissements religieux possèdent ainsi des biens affectés aux fins déterminées d'enseignement qui sont d'utilité publique.

B. — Les charges du clergé.

Parmi ces charges, la construction d'églises (44) est la principale.

L'Eglise d'Irlande ne possède pas d'édifices historiques; c'est son regret, et ceci constitue en même temps un avantage matériel appréciable pour elle.

Après la Réforme, les édifices religieux furent soustraits à la communauté catholique et passèrent entre les mains des protestants (45). Pendant la période la plus rigoureuse de la persécution, au XVIII^e siècle, les catholiques ne possédèrent pratiquement plus d'édifices du culte (46). L'accalmie religieuse revenue, les fidèles se mirent à contruire, dans les conditions précaires du moment, des chapelles provisoires. Avant 1829, la seule véritable cathédrale édifiée en Irlande fut due à l'esprit d'entreprise de l'évêque de Carlow.

La seconde moitié du XIX^e siècle et le siècle actuel virent par contre une floraison de constructions nouvelles. En 1865, il existait 1.842 églises (47).

(43) Situés au nord de Dublin, ces « territoires » religieux sont contigus, ou presque, de deux couvents et d'un monastère (à Drumcoundra, près de l'hôtel de l'archevêché). Ainsi une assez vaste étendue de terres, au nord de la capitale, est « domaine ecclésiastique ».

(44) Bien que le Temporel n'englobe pas, selon le Code, les « lieux sacrés », nous jugeons nécessaire, pour des raisons de commodité, de traiter des édifices du culte dans le présent chapitre.

(45) Conséquence de cet état de choses, les fidèles se trouvaient dans l'obligation d'enterrer leurs morts dans le cimetière attenant à l'église protestante. Aucun service autre que protestant ne pouvait être célébré. En 1898 furent créés des cimetières publics.

(46) On disait la messe dans les granges, les clairières, ou dans les maisons privées. Il n'exista pas en Irlande, contrairement à ce qu'on vit en Angleterre, une classe de châtellains catholiques pouvant mettre leur chapelle à la disposition de la communauté des fidèles. En 1705, 10 % des terres en Irlande appartenaient aux catholiques. A la fin du XVIII^e siècle, 5 % seulement.

(47) Cité par le Rév. M. O'RIORDAN, *The Progress of catholicity in Ireland in the 19th century*.

En 1906, on en dénombrait 2.417, pour une population catholique de 3.308.000 fidèles (48).

En 1956, il en existe 2.496 (49).

Depuis le début du siècle (et singulièrement depuis le dernier conflit mondial), la cadence de construction d'églises a été élevée. Dans l'agglomération de Dublin (environ 500.000 habitants, dont une centaine de mille protestants), 22 églises ont été édifiées dans les huit dernières années (50); ceci répond aux besoins d'une population qui s'accroît assez vite par la natalité et davantage encore peut-être grâce à l'attrait de la ville sur les populations rurales (51). L'évêque de Cork a entrepris un programme de construction de cinq églises dans cette ville de 70.000 habitants. Les églises nouvelles sont en général très vastes, capables de recevoir jusqu'à 1.500 ou 2.000 fidèles. On s'étonne parfois de cette floraison de chantiers d'où s'élèvent d'immenses édifices; mais il apparaît bientôt que les plus vastes de ces églises s'emplissent aisément. Cette politique de construction est à longue vue et paraît sage (52).

Pour édifier (53) ces églises, la Hiérarchie emprunte (54). Elle s'adresse aux banques qui acceptent volontiers de faire

(48) Au même moment, il y avait 1.954 églises catholiques en Angleterre (pour 2.013.400 fidèles) et 11.000 aux Etats-Unis (pour 12.000.000 de fidèles).

La moyenne par fidèle s'établissait donc ainsi : une église pour 1.090 fidèles aux Etats-Unis; une église pour 1.030 fidèles en Grande-Bretagne; une église pour 1.368 fidèles en Irlande.

Au même moment, on trouvait en Irlande une église réformée pour 320 protestants (chiffres cités par O'RIORDAN, *op. cit.*). Le coût moyen de construction des églises catholiques était £ 2.000. Des critiques s'étaient élevées au début du siècle contre les dépenses faites dans ce but par les catholiques. On trouvera un écho de la controverse dans O'RIORDAN, *op. cit.*, pp. 9 et suiv.

(49) Dans l'Irlande entière.

(50) Dans le diocèse de Dublin, trente-quatre églises furent construites entre 1879 et 1927 (cf. annexe aux actes du Synode diocésain de 1927).

(51) La proportion de protestants tend, par voie de conséquence, à diminuer, car les populations venant du Centre et de l'Ouest sont en majorité catholiques.

(52) En France, à Paris en particulier, nous sommes fort en retard dans ce domaine. Selon M. l'abbé Paul WINNINGER (*Construire des églises - Les dimensions des paroisses et les contradictions de l'apostolat dans les villes*, Editions du Cerf), il faudrait à Paris, mettre d'urgence en chantier près de sept cents églises ou chapelles pour ramener les unités démographiques paroissiales à un taux raisonnable. Faute de quoi, ajoute l'auteur, l'Eglise risque de perdre les villes, au XX^e siècle, comme, au XIX^e, elle a perdu le monde ouvrier.

(53) Ces églises sont bâties sur des terrains acquis en toute propriété ou pris en bail de longue durée.

(54) Une église, dans un quartier périphérique résidentiel de Dublin, coûte de 120 à 200.000 livres sterling (elle peut recevoir 1.500 fidèles).

le prêt nécessaire de 100, 150 ou 200.000 mille livres sterlings, au taux de 4 1/2 %, qui est le plus bas pratiqué en Irlande. En garantie, ces banques se contentent, nous dit-on, d'une lettre signée de l'archevêque, tant le crédit commercial de l'Eglise est grand (garantie purement morale, d'ailleurs; une hypothèque sur un édifice du culte ne serait d'aucune utilité au prêteur) (55). La générosité connue et constante des fidèles est la preuve que ces dettes (capital et intérêt) seront épongées dans le délai ordinaire de quinze à vingt ans (56). Sur ce plan-là, encore, l'Eglise a un solide espoir dans l'avenir (57).

Nous avons vu que le curé, à qui incombe la responsabilité d'amortir la dette paroissiale créée par l'emprunt de

(55) On signale toutefois qu'aux Etats-Unis, au moment de la crise de 1930, des banques firent placer leurs employés à l'église pour percevoir les quêtes du dimanche !

(56) Une augmentation du taux de l'escompte, donc du taux de prêt des banques, comme celle survenue en septembre 1957 aggrave sensiblement le poids de ces dettes.

(57) Combien différente est la situation en France. Dans la région parisienne, deux problèmes majeurs se présentent dont le plus sérieux n'est pas financier : c'est celui des terrains. Ils sont — sans grande exagération — introuvables, les municipalités s'étant réservés à peu près tous ceux qui sont disponibles. Elles ne les utilisent pas tous, mais des raisons politiques, électorales, empêchent de les céder aux autorités ecclésiastiques. Et les municipalités sont toutes-puissantes. La place devient d'ailleurs de plus en plus rare en raison de l'extension des lotissements. On doit se contenter de chapelles situées au rez-de-chaussée d'immeubles d'habitation.

Le second problème est financier. Il est aigu. L'Eglise doit recourir à l'emprunt (gagé sur les quêtes), mais, depuis la guerre, le crédit, fréquemment utilisé par l'Etat, s'est raréfié. N'ayant pas de statut juridique, l'Eglise ne pourrait emprunter que sur les biens des paroisses (hormis les édifices du culte qui n'ont pas de valeur marchande); or elle ne peut les hypothéquer. Elle n'offre donc qu'une garantie morale. On a cherché le concours de la Caisse des Dépôts (douze chapelles auraient pu être construites, payables en trente ans à raison de 25 millions chaque année — taux d'intérêt 6,50 %); des raisons politiques ont fait échouer le projet; la Caisse des Dépôts ne prête plus que pour des constructions à usage d'habitation. Les caisses d'assurance, de leur côté, sont assez peu inclinées à prêter, même à 7,50 %. On demande également aux banques des découverts successifs. Une tentative a été faite, sans succès, par laquelle les églises construites deviendraient par la suite la propriété des communes; celles-ci ont refusé.

Le coût actuel d'une chapelle de 250 places est de 15 millions, soit 60.000 frs la place (s'agissant seulement du gros œuvre et du chauffage, et non de la décoration). Les quêtes pour l'édification d'églises rapportent 27 millions de francs par an dans la région parisienne. On ne pourrait donc envisager au mieux que la construction de deux chapelles de cette capacité chaque année. Ces possibilités se situent donc fort loin des besoins recensés par l'abbé WINNINGER.

construction, fait face aux annuités grâce aux kermesses et tombolas dont la vogue est grande en ce moment (58).

Ainsi que nous disions plus haut, l'Eglise n'ayant pas hérité d'édifices anciens n'a pas d'onéreuses charges d'entretien; les constructions du XIX^e et XX^e siècle, solidement faites en pierre dure, ne demandent pas de lourdes réparations (59). Il n'y a pas de problème sérieux de conservation comme on en trouve en France. Il est vrai que l'Eglise d'Irlande ne reçoit aucune aide de l'Etat pour cet entretien; celui-ci ne songe même point à s'immiscer dans cette question. Les édifices appartiennent tous à l'Eglise qui en a seule la charge. Le même régime existe pour les édifices du culte protestant (60).

L'entretien des autres édifices (presbytères, salles de patronage, éventuellement écoles) est assuré par prélèvement sur la masse commune des ressources du clergé paroissial (voir chapitre V) ou par des quêtes spéciales (installation du chauffage, etc.).

C. — Le régime des biens ecclésiastiques.

1^o LA PROPRIÉTÉ DES BIENS

La Constitution irlandaise reconnaît aux Eglises le droit de posséder des biens et de les administrer (61). Les biens

(58) La construction d'une église étant parfois la conséquence de la création d'une nouvelle paroisse, l'évêché dessine les limites géographiques de celle-ci en y englobant autant que possible une partie d'une paroisse voisine riche où les ressources sont plus abondantes.

(59) Exception doit être faite des églises rurales construites vers 1820-1840 en maçonnerie de médiocre qualité et dont la charpente est parfois minée par l'humidité et les vers. Dans ces paroisses, il faut construire de nouvelles églises bien que la population décroisse.

(60) On a pu se demander parfois, à l'étranger, pourquoi les catholiques ne revendiquent pas la propriété des édifices religieux, dont certains ont une valeur de symbole, qui sont passés après la Réforme entre les mains de l'Eglise protestante. La question, en vérité, n'est jamais posée : on ne voudrait pas qu'elle soit l'occasion de raviver des querelles et de créer des sentiments d'oppression, qu'on veut éviter.

(61) Art. 44, § 2, 4^o : « Chaque confession religieuse aura le droit de gérer ses propres affaires, posséder, acquérir et administrer ses biens mobiliers et immobiliers et d'entretenir des institutions à buts religieux ou charitables. »

de l'Eglise catholique sont donc légalement reconnus (62), mais celle-ci n'ayant pas la personnalité civile ne peut, en tant que telle, être sujet de droit, en matière de propriété notamment.

Pour acquérir et posséder juridiquement, elle doit recourir aux procédés du droit commun d'Irlande dont le plus courant est celui des *Trustees* (institution du droit coutumier anglais) : un groupe de personnes physiques sont sujets de droit au bénéfice de l'évêché, de la paroisse, etc. Parmi ces *trustees* figurent généralement l'évêque, le curé, le supérieur de l'ordre, parfois des laïcs. Dans chaque cas leur nombre est limité (il est le plus souvent de trois). Les titres de propriété des presbytères, églises, écoles, cimetières (63) sont établis au nom des *trustees*. Ces derniers doivent, bien entendu, être approuvés par l'évêque (64).

Autre procédé juridique utilisé : celui de l'association constituée aux termes du « Companies Act », par l'évêque et quelques prêtres, association déclarée soit comme *private company* (évêchés de Killala et Kilmore), soit comme *unlimited liability company*, dans le cas de Cork et de Galway.

Pour la gestion des sommes d'argent nombreuses qui lui reviennent l'Eglise ne possède pas d'institution bancaire spéciale. Signalons par contre l'existence d'une « compagnie d'assurance des propriétés de l'Eglise catholique » (*Irish Catholic Church Property Insurance Company Ltd*), gérée par un conseil d'administration où figure un ecclésiastique.

Enfin, notons qu'il existe, au sein du diocèse, un « Conseil administratif des biens d'Eglise » (65) qui administre ceux-ci

(62) L'Etat ne reconnaît pas les personnes de droit canon; l'évêché, la paroisse, ne sont pas des personnes morales, selon la loi. Dans bien des cas, les titres de propriété ont disparu, mais la possession paisible est jugée suffisante et l'Eglise est en fait considérée comme la propriétaire des édifices (église, presbytère), des terrains, des cimetières. Selon le *Dictionnaire de théologie catholique* (tome VI ii, p. 1706), les propriétaires de biens ecclésiastiques étaient (au début du siècle) l'évêque pour le diocèse, le curé pour la paroisse, le supérieur pour les ordres religieux.

(63) Certains cimetières appartiennent à l'Eglise, d'autres aux County Councils. Dans les premiers, des emplacements sont réservés aux non-catholiques, qui usent de cette faculté. Les anciens cimetières appartiennent aux protestants. Les cimetières nouveaux appartiennent aux districts ou aux County Councils.

(64) May, Stat. 423.

(65) *Ibid.*, 432.

conformément aux prescriptions synodales, et qui fait, notamment, dresser par le curé un inventaire des biens paroissiaux (66). Ces conseils ne sont pas mentionnés par le *catholic directory* dans tous les évêchés. (A Limerick, c'est une « Church Property Commission » composée de cinq prêtres. Il existe un conseil à Clonfert [six membres], à Elphin [quatre membres], à Galway [quatre membres]. Ces trois diocèses appartiennent à la province de Tuam. Par contre, aucun conseil ou commission s'est mentionné aux évêchés de Tuam et d'Achonry, de la même province.) Ils sont composés uniquement d'ecclésiastiques; les vicaires généraux en font partie. Ils s'occupent surtout de l'administration des fonds liquides du diocèse.

2° RÉGIME FISCAL ET IMMUNITÉS

Les édifices appartenant à l'Eglise (presbytères, hôtels des évêchés, etc.) sont soumis à tous les impôts, taxes et charges qui frappent la propriété bâtie en Irlande et qui sont ordinairement de trois sortes :

1° Le *ground rent*. Il arrive parfois que le sol n'appartienne pas au propriétaire de l'édifice mais à un landlord ou « estate » qui tient ce droit d'une tradition ancienne et à qui l'on verse une contribution annuelle de quelques livres seulement pendant une période pouvant être de 99 ou de 999 ans (67);

2° Les *rates*, taxes locales;

3° Les *taxes*, impôts d'Etat.

Il n'existe pas d'immunité fiscale pour les biens d'Eglise. Le clergé, d'autre part, ne bénéficie pas d'un régime de faveur; toutes ses ressources sont soumises à l'impôt (68). Le fisc étend son droit de regard même sur les offrandes

(66) *Ibid.* 434. Voir aussi Statut 166.

(67) C'est le régime général et les ambassades étrangères elles-mêmes y sont astreintes. L'ambassade de France, par exemple, est tenue de payer cette redevance annuelle; elle ne pourrait acquérir la propriété du terrain. Bien plus, l'édifice fera retour au propriétaire du sol au terme des 999 ans.

(68) Un prélat nous faisait, avec humour, la remarque suivante : l'administration britannique, autrefois, se montrait moins exigeante. Aujourd'hui, l'Etat, à la recherche de ressources nouvelles, étend son inquisition fiscale beaucoup plus loin. Paradoxe de l'histoire.

pour messes (qui, en Irlande, ne constituent pas la source essentielle des revenus du clergé, contrairement à ce que l'on voit parfois en France). Toutefois, sont seuls soumis à taxation les honoraires pour les messes que le prêtre dit « en vertu de ses fonctions », ce qui exclut les messes dites à titre privé.

Bénéficient cependant d'une exemption des impôts d'Etat et communaux : a) les édifices des églises et chapelles paroissiales et le terrain sur lequel ils sont construits; b) les écoles primaires paroissiales (69).

Ce régime était déjà en vigueur avant la constitution de l'Irlande en Etat indépendant. Par contre, les écoles secondaires qui, sous le régime britannique, étaient exemptes d'impôts, sont aujourd'hui soumises au droit commun. Un arrêt de jurisprudence récent est venu confirmer ce point. Le séminaire national de Maynooth, exempt jusqu'en 1934 du paiement des taxes communales ou départementales, s'était vu imposer par le fisc. Il demanda à la justice de le détaxer. Dans ses attendus (70), la Cour d'appel (*High Court*) fit valoir que les immeubles du collège n'étaient pas utilisés exclusivement dans un but de service public, qu'ils ne l'étaient pas non plus au profit exclusif des lettres, des sciences et des arts, qu'ils ne l'étaient pas davantage dans un but uniquement charitable, qu'en conséquence ils étaient passibles d'impôts. Le collège ne se pourvut pas devant la Cour suprême; on l'en dissuada en lui représentant que ce serait peine et argent perdus; la jurisprudence et la pratique

(69) Nous avons vu d'autre part que les fondations pieuses (fondations pour messes et legs en faveur d'ordres religieux) bénéficient d'exemption lorsque le caractère charitable leur est reconnu.

(70) *The Trustees of Maynooth College v. Commissioner of valuation*, 2 décembre 1955; *Irish Law Times Reports*, vol. 91 (1957) pp. 132 et suiv.

sont désormais bien établies (71), qu'il s'agisse de taxes locales ou d'impôts d'Etat (72).

3° Terminons ce chapitre par l'examen d'une autre immunité, celle que traduit le *droit d'asile*. Le pouvoir de libre administration de ses biens temporels que possède l'Eglise (canon 1495) a pour conséquence le droit d'asile (73). La pratique moderne, on le sait, réduit celui-ci à la prohibition d'arrêter les malfaiteurs réfugiés dans les édifices sacrés, sauf accord de l'Ordinaire ou du curé, d'y tenir des foires et marchés et, en général, de les affecter à tout usage non conforme à leur caractère sacré. Cette immunité existe en fait en Irlande, en raison de la forte imprégnation religieuse de la population, particulièrement respectueuse du sacré. Aussi personne ne songerait à se saisir d'un fugitif dans une église ou bien à l'en faire sortir par la force. En pratique, aucun cas de refuge ne s'est produit de mémoire d'homme en Irlande. Il faudrait remonter aux périodes sombres de la clandestinité pour trouver, peut-être, des exemples. La vie politique s'est déroulée autour de l'Eglise, parfois de façon dramatique ou tragique (74), rarement à l'intérieur.

(71) Voir aussi l'arrêt *Mc Gahan and Ryan v. Commissioner of Valuation and Killarney Urban*, *Irish Reports*, 1934, p. 736, qui décide que « les bâtiments utilisés pour la formation de novices ne peuvent être exempts de taxes parce qu'ils ne sont pas affectés à l'usage des pauvres ». « Le mot pauvre ne couvre pas la catégorie de personnes qui ont fait vœu de pauvreté. » Voir également l'affaire *Good Shepherd Nuns v. Commissioner of Valuation*, *Irish Reports*, 1930, p. 646 (un couvent de nonnes exerçant secondairement un commerce de blanchisserie n'est pas une institution de nature exclusivement charitable et ne peut échapper au fisc). Notons que, d'après la section 63 du *Poor Relief (Ireland) Act* de 1838, il est nécessaire, pour être exemptés de taxes, que les locaux soient ou bien utilisés pour le culte ou l'éducation des pauvres, ou bien affectés exclusivement à un but charitable, ou, enfin, utilisés en vue d'un service public.

(72) Voir l'arrêt *Davis v. Superioress of Mater Misericordiae Hospital*, *Irish Report*, 1933, p. 480. Accessoirement au service de l'hôpital, les Sœurs géraient une clinique privée que le fisc imposa.

(73) Canon 1179 : « L'Eglise jouit du droit d'asile, de telle sorte que les coupables qui s'y réfugient ne peuvent en être extradés, sauf nécessité, sans l'assentiment de l'Ordinaire, ou tout au moins du recteur de l'église. »

(74) Assassinat d'un partisan à la sortie de la messe. Cela s'est vu aussi en France.

CHAPITRE IV

Les rapports entre l'Eglise et l'Etat

Après lecture des chapitres précédents, on pourrait penser que l'Eglise a, dans un pays si catholique (1), un régime légal privilégié. Il n'en est rien. Elle n'a aucun statut officiel et n'en a jamais eu depuis la Réforme. Après 1534 et jusqu'à la période contemporaine elle a été soit bannie, soit tolérée, jamais reconnue officiellement. De nos jours seulement reçoit-elle une certaine reconnaissance publique, sans avoir pour autant un statut légal.

Pour définir sa position au regard du droit public, nous étudierons d'abord l'évolution récente des rapports entre les ordres juridiques religieux et civil, puis l'état actuel des relations entre l'Eglise et l'Etat, selon la loi et dans la pratique.

(1) Il s'agira, dans ce chapitre, de la République d'Irlande, seule.

A. — Evolution jurisprudentielle des rapports entre le droit civil et le droit canon.

Il y a cent ans, l'Eglise, sortie depuis quelque temps de la clandestinité, était encore « ignorée » officiellement par l'Etat. Le droit canon ne pouvait donc prétendre être reconnu officiellement par les tribunaux et encore moins s'imposer à eux. L'Eglise, en vérité, était à ce sujet considérée comme une association ou un club, avec ses règles comme en a tout club en pays anglo-saxon. L'Etat (2) ne se sentait point lié par celles-ci; il se réservait de les interpréter, le cas échéant, ou tout simplement de les écarter. A ses yeux, le droit canon était un système de règles privées. Ce système juridique avait pourtant une importance particulière et ne pouvait pas ne pas recevoir peu à peu une considération spéciale. Cet espoir allait recevoir satisfaction, d'abord partielle, devant les tribunaux irlandais, en quelques affaires que nous allons examiner.

La première est celle qui passionna à juste titre l'opinion entre 1870 et 1875, l'affaire O'Keeffe. Il s'agissait du conflit qui avait surgi entre le curé de la paroisse de Callan (diocèse d'Ossory, Province de Dublin) et ses supérieurs ecclésiastiques (3). Ce curé au tempérament vif et irréductible s'était élevé contre l'injonction à lui faite par son évêque d'abandonner sa cure par mesure disciplinaire. Il porta son différend devant la justice civile (4). L'affaire fut jugée en 1873-1875 par les tribunaux de Dublin et de Wicklow. Elle montra combien imparfaite sur le plan juridique était l'émancipation des catholiques en Irlande, la Cour déclarant que l'édit d'Elizabeth qui « rendait illégal l'exercice de l'autorité papale dans ce royaume » n'avait pas été rapporté, « même implicitement ». Le cardinal Cullen, archevêque de Dublin, ayant agi dans le différend ecclésiastique comme arbitre sur ins-

(2) L'Etat britannique.

(3) A l'origine du conflit était son projet d'introduire en Irlande une filiale de la Congrégation du Cœur Sacré de Marie, de Béziers, projet auquel s'opposait son évêque.

(4) Et entreprit de lever, dans le public, des fonds pour plaider. Son appel eut un assez grand succès, car il se posait en victime de l'arbitraire clérical.

tructions de Pie IX, le tribunal souligna que les pouvoirs de juridiction délégués au cardinal par le Saint-Siège l'avaient été contrairement aux lois du royaume et se trouvaient illégaux (5). Il déclara qu'il acceptait de reconnaître l'autorité de l'archevêque, point celle du représentant du Pape.

L'affaire eut du moins l'avantage de révéler à l'opinion qui l'ignorait (6) le degré de développement atteint par le système juridictionnel de l'Eglise catholique. La Cour décida de reconnaître l'existence du droit ecclésiastique, en raison de son ancienneté et de son prestige incontestable, mais non point parce qu'il était l'instrument juridique de l'Eglise catholique universelle. Elle examina le différent à la lumière de ce code, reconnut la validité de la sanction imposée à l'abbé O'Keeffe et débouta ce dernier.

L'affaire O'Keeffe a aujourd'hui quatre-vingts ans; elle a marqué le début d'une évolution dont nous retracerons les dernières phases dans les domaines suivants : droit matrimonial, discipline ecclésiastique et témoignage en justice.

A. — DROIT MATRIMONIAL

Afin d'éclairer la matière matrimoniale, il nous paraît utile, au préalable, de rappeler la législation et la coutume irlandaises concernant les mariages.

1° Historique

Après la réforme de 1534, les « Cours ecclésiastiques » du royaume eurent compétence pour connaître des questions matrimoniales, s'agissant d'ailleurs uniquement de nullité de mariage et non point de divorce; la dissolution proprement dite du mariage restait de la compétence du Parlement (7). En 1857 celle-ci passa à la Cour des divorces et des affaires matrimoniales (*court of divorce and matrimonial causes*). Toutefois, la juridiction de cette Cour ne s'étendit pas à

(5) Voir *William J. Walsh, Archbishop of Dublin*, par Patrick J. WALSH, S.J., The Talbot Press Ltd., Dublin, 1928, chap. III, pp. 33-71.

(6) *Ibid.*, p. 52.

(7) Qui, entre 1701 et 1857, adopta 317 « bills » de dissolution de mariage.

l'Irlande qui, jusqu'en 1870, resta soumise au régime anglais d'avant 1857 : seul le Parlement connaissait de ces affaires (8).

En 1870, le *Matrimonial Causes and Marriage law (Ireland) Amendment Act* (9) transféra la compétence des cours ecclésiastiques à une *Court for Matrimonial Causes and Matters*. Puis le *Judicature (Ireland) Act* de 1877 en confia le soin à la division permanente de la *Supreme Court of Judicature in Ireland*. Enfin, lors de la création de l'Etat libre d'Irlande, une « Haute Cour » de justice fut constituée (10) qui reçut compétence en la matière. Elle exerce la même juridiction que les anciennes cours ecclésiastiques d'avant 1870 (11). La Constitution de 1937 n'a pas modifié ses attributions. Cette Constitution, on le sait, ne reconnaît pas le divorce, lequel ne peut donc être prononcé en Irlande (12).

Pour des raisons historiques évidentes, la réglementation du mariage dans ce pays a été le fait de la législation britan-

(8) La *Catholic encyclopedia* disait : « Les mariages ne peuvent être dissous par les tribunaux, mais ceux-ci peuvent décider de la séparation des époux, lesquels peuvent ensuite aisément obtenir du Parlement une décision dissolvant le mariage.

(9) Toujours en vigueur sur certains points.

(10) Par le *Court of Justice Act* de 1924.

(11) Les lois régissant la matière matrimoniale ont été reconduites par la Constitution provisoire du 6 décembre 1922 (création de l'Etat libre d'Irlande) résultant des législations conjointes du Parlement britannique et de la 3^e Daïl (Parlement) irlandaise. Art. 73 : « Les lois existantes demeurent en vigueur sauf si elles sont contraires à la Constitution. » La Constitution définitive de l'Etat irlandais (1937) a prévu la même confirmation de validité de ces dispositions légales (« carry-over clauses »).

(12) Art. 41, 3^o, § 2 : « No law shall be enacted providing for the grant of a dissolution of marriage. » Le texte constitutionnel ajoute (art. 41, 3^o, § 3) qu'« aucune personne dont le mariage a été dissous selon le droit civil d'un autre Etat mais qui demeure valide d'après le droit actuellement en vigueur au regard du Gouvernement et du Parlement établis par la présente Constitution (*but is a subsisting valid marriage under the law for the time being in force within the jurisdiction of the Government and Parliament established by this Constitution*) ne pourra contracter un mariage valable au regard de ce droit, du vivant de son précédent conjoint » (*shall be capable of contracting a valid marriage within that jurisdiction during the life time of the other party to the marriage so dissolved*).

L'interprétation de ce texte confus donne lieu actuellement à des controverses.

Ajoutons qu'entre 1922 et 1937, l'appel au Parlement britannique pour une demande en divorce était encore théoriquement possible. En fait, il n'y eut pas de cas de recours.

nique. Elle lui est encore soumise (13). Or celle-ci ne connaissait *que le mariage des protestants*. Les mariages mixtes étaient interdits depuis les lois pénales du ^{xvii}^e siècle et cette législation répressive ne fut rapportée qu'en 1870 (14) (elle avait d'ailleurs cessé de s'appliquer en fait). Quant aux mariages entre catholiques, ils étaient tout simplement *ignorés* par le législateur. Ils pouvaient donc être célébrés « en privé, en public, n'importe quand, n'importe où, de la manière qu'il plaisait au prêtre de suivre, sans publication de bans, sans « licence » ou annonce, sans condition de résidence ou consentement » (15).

Privés de Législation matrimoniale dans les siècles passés, les catholiques le sont encore. Cet état de choses extraordinaire dure et nul ne s'en étonne ou ne s'en plaint. La Législation matrimoniale ancienne s'applique aux seuls protestants. Pour les catholiques c'est le droit ecclésiastique, le droit canon, qui fait loi, comme autrefois.

2° Réglementation actuelle

Aussi n'est-il pas étonnant que la réglementation du mariage concernant les citoyens irlandais ne soit pas uniforme. En voici les caractéristiques principales.

1. Une licence de mariage est toujours nécessaire pour célébrer celui-ci. Il appartient aux époux de se la procurer, soit auprès d'un ministre de leur culte, soit auprès du *Registrar* (officier d'état civil, fonctionnaire officiel) ; il y a donc double compétence en la matière.

2. De même deux possibilités peuvent se présenter quant au célébrant et au lieu de célébration, soit dans une église devant le ministre du culte, soit dans le bureau des mariages

(13) Les textes législatifs régissant la matière sont édités et publiés à Londres par le General Registrar Office de Grande-Bretagne. Les principaux de ces actes concernant l'Irlande sont le *Marriages (Ireland) Act* de 1844, le *Marriage law (Ireland) Amendment Act* de 1863, le *Registration of marriages (Ireland) Act* de 1863 et les *Matrimonial Causes and Marriage Law (Ireland) Amendment Acts* de 1870 et 1871. Ces actes ont été maintenus en vigueur par l'article 50 de la Constitution de 1937.

(14) Par les *Matrimonial Causes and Marriage Law (Ireland) Amendment Acts* de 1870 et 1871.

(15) *Marriage Law of Ireland*, par W. Harris FALLOON, Dublin, Hodges Figgis, 1881, p. 27.

officiels par le *Registrar*. (Nous verrons qu'en fait, les catholiques ne recourent pas à ce deuxième mode.)

3. Le mariage peut être célébré sans condition d'heure, non seulement pour les catholiques, mais aussi pour les fidèles de rite israélite ou quaker. S'agissant de conjoints appartenant à la *Church of Ireland* la cérémonie ne peut avoir lieu qu'entre 8 et 15 heures.

4. Tandis que la célébration du mariage entre fidèles de la *Church of Ireland*, de la *Presbyterian Church* ou d'autres confessions, est soumise, quant au lieu, à des règles déterminées, aucune restriction n'est apportée à celle de mariages de rite catholique, quaker ou israélite.

5. Dans le cas de mariage mixte (catholique et membre d'une autre confession religieuse), la *license* peut être décernée par l'évêque catholique; mais un *registrar's certificate* établi par le *Registrar* du lieu de l'église peut le remplacer.

6. S'agissant des confessions baptiste, congrégationniste et méthodiste (et parfois de la *Church of Ireland*) des règles particulières sont prévues pour des « mariages sur licence spéciale » (*special license marriages*), lesquels produisent tous les effets de droit voulu.

7. Quelle que soit la confession des époux, la loi autorise également la célébration du mariage dans le bureau du *Registrar*. C'est un mariage civil produisant lui aussi tous les effets de droit. Bien entendu l'Eglise catholique ne le reconnaît pas. Il est d'usage à peu près unanime que seuls se marient civilement les époux qui ne professent aucune religion, auquel cas ils le font savoir par la voie de la presse. On ne connaît guère de cas, nous dit-on, de catholiques ayant eu recours aux offices du *Registrar* (16).

8. Dans le délai d'un mois le curé informe ce dernier du mariage qu'il a célébré et lui envoie copie de l'acte. Le bureau du *Registrar* centralise ainsi tous les mariages célébrés dans la ville ou le comté.

(16) On pense que la presque-totalité des catholiques font un mariage religieux. Les exceptions seraient surtout constituées par des étrangers, nous dit-on.

En conclusion, les deux modes de mariage, civil (*registrar's office*) et religieux, sont possibles et chacun est suffisant par lui-même au regard de la loi (si l'on peut se référer à la loi, s'agissant des catholiques, lesquels n'ont pas de législation matrimoniale).

3° *Evolution de la jurisprudence en matière matrimoniale.*

Ces indications données, examinons maintenant l'évolution jurisprudentielle.

Le droit canon, on l'a vu, était partie constituante du droit irlandais jusqu'à la Réforme. Après la rupture avec Rome (1534) celui-ci se développa selon des lignes sensiblement différentes de celles du droit de l'église romaine. Les règles du concile de Trente furent naturellement ignorées du droit commun britannique; une intéressante application de cette remarque se trouve dans une affaire jugée en 1912: *Ussher V. Ussher* (17). Il s'agissait du mariage de deux catholiques (18) célébré régulièrement (le 24 avril 1910) devant un prêtre. Le mari ayant voulu, par la suite, faire reconnaître la nullité de cette union invoqua une irrégularité de forme: un seul témoin avait assisté au mariage, au lieu de deux prévus par le concile de Trente (Le *De Reformatione Matrimonii* et le décret *Ne temere* furent invoqués au cours de la procédure). Il était fondé à le faire puisque les catholiques n'avaient pas de législation civile en cette matière. Le tribunal (19) déclara la demande irrecevable, le droit issu du concile de Trente ne faisant pas partie, dit-il du *Common law* irlandais (20): « Un mariage contracté conformément à la *law of the land*, et suivi de cohabitation, n'est pas vicié par le fait qu'il est nul au regard du droit canon ».

(17) *Irish Report*, 2, 1912, p. 445.

(18) L'un des deux, d'ailleurs, le mari, était un protestant converti depuis moins de douze mois, ce qui, selon l'ancienne législation de l'époque pénale, aurait rendu le mariage illégal.

(19) L'affaire fut jugée en appel par l'ancienne *Irish Court of Appeal*, composée de trois juges; ceci se passait avant la fondation de l'Etat libre d'Irlande.

(20) « Le concile de Trente, dit-il, a pu créer d'excellentes règles de droit ecclésiastique, mais celles-ci ne font pas partie du droit civil. »

Depuis cet arrêt, des changements importants intervinrent dans le domaine politique, constitutionnel et social irlandais. L'optique avec laquelle était vue une matière aussi étroitement liée à l'ordre religieux que celui du mariage, de sa formation et de sa dissolution, devait peu à peu se modifier et les tribunaux donner une considération plus grande au droit canon. Vingt ans après l'affaire *Ussher* étaient jugées deux causes intéressantes appelées *Mc M. v. Mc M* et *Mc K. v. Mc K.* (21). Il s'agissait de déclaration de nullité de mariage pour cause d'impuissance, domaine caractéristique de la coexistence des deux ordres juridiques, religieux et civil (22).

Ces affaires furent jugées en 1935 (23). Dans la première (24) le demandeur (le mari) avait obtenu — en 1931 — de son archevêque (diocèse de Tuam) la permission de vivre séparé de son conjoint en attendant d'entamer devant l'officialité une procédure en déclaration de nullité. Finalement celle-ci ne fut pas engagée. La défenderesse refusa ensuite de regagner le domicile conjugal, alléguant les violences dont s'était rendu coupable son mari. En 1934, celui-ci saisit la justice civile d'une demande d'annulation sur le fondement de sa propre impuissance et de la rupture des obligations conjugales par sa femme. L'épouse répondit à la citation mais refusa de se défendre, ne voulant pas, pour raisons de conscience, contester la validité du mariage tant que le tribunal ecclésiastique ne se serait pas prononcé (25).

Afin de décider quelle loi devait être appliquée et pour fonder son jugement le tribunal, constitué en pareil cas d'un juge unique (26), fit une incursion dans le passé et examina le droit canon tel qu'il existait au moment de la Réforme anglaise de 1534, puisqu'il s'agissait de plaideurs catholiques.

(21) En cette matière, il est d'usage de ne pas citer les noms dans les recueils de jurisprudence.

(22) Canons 1068, 1118 et suiv. May. Stat. 457 et 458.

(23) Dans les deux cas, les demandeurs (l'un le mari, l'autre la femme) sollicitaient la reconnaissance de nullité pour non-consommation du mariage. L'un et l'autre étaient impuissants, leurs époux respectifs ne l'étant pas.

(24) *Irish Reports*, 1936, p. 177.

(25) « Les affaires (de déclaration de nullité) ne pourront être portées devant le tribunal civil avant que la matière ait été examinée par l'Ordinaire » (May. Stat. 459).

(26) Le juge HANNA, lui-même de confession presbytérienne.

Sans toutefois se prononcer définitivement sur le point de savoir si ces règles faisaient ou non partie du droit matrimonial de l'Irlande, il se référa au canon 1068 notamment, pour définir l'impuissance; il eut également recours au chapitre V du Titre XX, Livre IV de *Probationibus*, canons 1976, 1981 et 1983, pour la procédure médicale (27).

Il décida ensuite que la partie demanderesse ne pouvait obtenir annulation du mariage sur le seul fondement de sa propre impuissance conjugale, que seule la partie « innocente » était fondée à la demander (28).

Il y a, dans cet arrêt, reconnaissance du droit canon comme source possible de droit applicable par les tribunaux (29) dans un domaine de droit civil.

Quinze ans plus tard, au sujet d'une question connexe au mariage (éducation des enfants), était rendu un arrêt extrêmement important à divers égards dont il faut souligner la signification dans l'évolution jurisprudentielle qui nous occupe. C'est le *Tilson Case* jugé en 1951 par la Cour Suprême, en appel, et qui concerne la validité des engagements pré-nuptiaux pris par les époux devant le ministre du culte catholique au sujet de l'éducation des futurs enfants, dans le cas de mariage mixte (30).

(27) Il se référa également à POTHIER (*Traité du contrat de mariage*, 1768, p. 246, n° 444) qui distingue les vices absolus des vices relatifs ou respectifs et admet que l'impuissance relève de cette seconde catégorie.

(28) « Une ordonnance de nullité de mariage ne peut, conformément aux principes de droit ecclésiastique appliqué dans les cours matrimoniales, être accordée au demandeur sur le seul fondement de sa propre impuissance à consommer le mariage. Mais que s'il est à même de prouver que l'autre époux n'a pas rempli les obligations du mariage, la Cour peut, *ex justa causa*, faire droit à la requête. »

(29) Comme nous aurons l'occasion de le souligner plus loin, la distinction n'est pas nette, dans la pratique, entre les deux domaines et l'ignorance règne parfois dans la tradition irlandaise au sujet des limites précises du droit civil et du droit canon, conséquence d'un ordre de fait (imprégnation religieuse du peuple irlandais au cours des siècles pendant lesquels il n'a souvent reconnu que l'autorité clandestine du clergé face au pouvoir civil « étranger ») et d'un ordre de droit (importance du droit ecclésiastique dans le droit commun anglais).

(30) Sur l'histoire de ces engagements pré-nuptiaux prévus par le canon 1061, § 2, on lira avec fruit la thèse de doctorat du Rév. Michael BROWNE présentée en 1947 devant la Faculté de droit canon de l'Université grégorienne pontificale : *The Ante-nuptial guarantee regarding the catholic education of the children of mixed marriages : with special reference to the legal position in Ireland*.

Jusqu'alors la jurisprudence était ferme: les tribunaux ne pouvaient donner effet de droit à de telles promesses, de nature purement confessionnelle; car, disait-on, il serait contraire à l'intérêt même des enfants que les parents se lient à l'avance sur le choix de la religion dans laquelle ils seront élevés. Un arrêt rendu en 1945 par la Cour Suprême (31) bien qu'il ne concernât pas exactement ces engagements pré-nuptiaux (sur la force obligatoire desquels le tribunal s'abstint de se prononcer) est intéressant à noter. Un M. Frost, protestant, avait épousé en 1930, une catholique; les époux s'étaient engagés par écrit à élever leurs enfants dans la religion de la mère; ceux-ci furent baptisés. En 1939, les époux se séparèrent en convenant d'un arrangement par lequel certains des enfants seraient éduqués dans un établissement protestant. Son conjoint étant mort, la mère résolut de faire entrer ceux-ci dans une école catholique. La Cour Suprême saisie, en appel, de cette question maintint la jurisprudence antérieure consacrant la primauté des droits du père (32) et décida que les enfants devaient être élevés dans la religion paternelle, car il n'était pas au pouvoir de la mère de modifier le second arrangement.

Cet arrêt (33) fut vivement ressenti dans les milieux catholiques. Il fit l'objet de critiques sévères par divers publicistes (34). Il devait être suivi, six ans après, de l'affaire *In re Tilson*, jugée par la même Cour, qui a créé une jurisprudence nouvelle.

Cette affaire fut d'abord soumise à la Haute Cour (35) et

(31) *Frost (infants) case*, juillet-octobre 1945; *Irish Reports*, 1947, p. 3.

(32) Voir par exemple l'affaire *re Meades (Minor)*, 1870 : « *absolute power of the father* ».

(33) Rendu, signalons-le, par un tribunal où siégeait une majorité de juges catholiques.

(34) Voir notamment Salvatore LENER, S.J. : *Una grave questione di diritto familiare in Irlanda*, Edit. La Civiltà cattolica, Rome, 1949. Voir aussi Rév. Michael BROWNE, thèse citée, p. 151 notamment.

(35) La Haute Cour est composée de sept membres répartis entre les diverses Chambres (chacune comprenant de un à trois juges, sur décision du président). Il est de coutume que l'un d'eux soit protestant (cela ne résulte pas d'un texte constitutionnel ou législatif). En Irlande du Nord, la position est inversée : il existe un membre catholique dans la High Court et dans la Court of Appeal. La Cour suprême de l'Eire se compose de cinq juges; là encore une place est coutumièrement réservée à un protestant.

l'arrêt prononcé par le juge unique, M. Gavan Duffy (36), le 27 juillet 1950 (37). La décision de ce dernier, longuement motivée, devait faire jurisprudence. Pour lui il s'agissait de déterminer la valeur juridique, aux yeux de la Constitution, des engagements pré-nuptiaux qui jusque là avaient été sacrifiés aux droits tout-puissants du père, selon la jurisprudence britannique (38).

Or « les temps ont changé » continua le juge. « Notre « peuple est imprégné de profondes convictions religieuses; « notre Constitution est chrétienne, pour cette raison. L'in- « différentisme de l'ère décadente est passé et nous le reje- « tons. » (39).

« Peut-être même » ajouta-t-il, « la reconnaissance expli- « cite faite par la constitution de la position spéciale de « l'Eglise catholique (40) autoriserait-elle les tribunaux à « tenir compte, en justice, du droit canon » (41). Mais il ne franchit pas ce pas. « Qu'il suffise de reconnaître dit-il que « les articles 41, 42 et 44 de la Constitution (concernant la « religion) projettent une lumière nouvelle sur les engage-

(36) M. George Gavan DUFFY, juge fort réputé, a marqué de sa puissante empreinte la jurisprudence irlandaise contemporaine à qui il a ouvert des voies nouvelles dans plusieurs affaires retentissantes (*Maguire contre l'Attorney general*, 1943; voir chapitre sur le Temporel, *Cook contre Carroll*, 1945; voir chapitre suivant, *Exham v. Beamish*, 1939 (les cours irlandaises de justice ne doivent pas être liées par les précédents anglais, à moins que ceux-ci n'aient acquis une autorité indiscutable avant le traité de 1921) et *Burke v. Lennon*, 1939 (une loi autorisant l'interneement des suspects en temps de paix, n'est compatible ni avec la Constitution ni avec les droits de l'homme).

Né en 1882, M. Gavan DUFFY étudia d'abord au petit séminaire de Nice, puis en Angleterre où il devint *solicitor* et où il fut un des défenseurs de Roger CASEMENT; il dut par la suite s'établir en Irlande. Député Sinn Féin en 1918, il accomplit, l'année d'après, diverses missions politiques officieuses sur le continent pour le compte du Gouvernement provisoire irlandais. Il fut l'un des négociateurs du traité entre l'Irlande et la Grande-Bretagne de décembre 1921. Ministre des Affaires étrangères dans le Gouvernement Arthur GRIFFITH, il quitta bientôt ces fonctions et observa une attitude indépendante pendant la guerre civile au cours de laquelle il se fit le rigoureux défenseur du droit. Abandonnant la politique en 1925, il se consacra au Barreau puis fut nommé juge à la Haute Cour en 1936; il devint président de celle-ci dix ans après. En 1949, il fut fait commandeur de la Légion d'honneur. Il est décédé en 1951. Il a publié notamment : *La question irlandaise* (1919), *A calendar of Irish Statutes* (1944).

(37) *Irish Ecclesiastical Record*, 1951, p. 530.

(38) M. Gavan DUFFY parlait de *paternal despotism* (*ibid.*, p. 535).

(39) *Irish Ecclesiastical Record*, 1951, p. 539.

(40) Voir plus loin.

(41) I.E.R., p. 542.

« ments pré-nuptiaux. L'observation de ceux-ci est utile à l'ordre social en Irlande. Une doctrine qui autoriserait le père à violer les droits des enfants, contrairement à ses obligations les plus graves, ne saurait trouver place dans une jurisprudence destinée à refléter l'esprit de la Constitution (42). » Pour ces raisons, le juge trancha l'affaire en donnant satisfaction à la mère (43).

Appel fut fait devant la Cour Suprême qui, en 1951, rendit un arrêt (44) conforme à celui de la première instance. La Constitution a changé profondément le droit antérieur, décida la Cour (45). Elle a donné à la mère un droit plus grand que celui dont elle jouissait précédemment. « Les parents ont un droit et un devoir conjoints (46) en ce qui concerne l'éducation religieuse des enfants. Il n'est pas au pouvoir de l'un ou l'autre de violer les engagements pris. »

Depuis cet arrêt, on considère que les époux sont liés par ces engagements pré-nuptiaux. Ceux-ci étant, d'une certaine façon, de nature confessionnelle puisque contractés devant le prêtre, on mesure l'importance de la décision de la Cour Suprême.

B. — DISCIPLINE ECCLÉSIASTIQUE

Faisant maintenant un retour en arrière, nous examinons la position prise par les tribunaux civils dans une affaire de pure *discipline ecclésiastique*.

Un curé du diocèse de Kerry (47) avait donné à son

(42) *Ibid.*, p. 543.

(43) *Ibid.*, p. 544.

(44) *In re Tilson*, *Irish Reports*, 1951, p. 1, et *Irish Ecclesiastical Record*, juin 1951, p. 545.

(45) Quatre des membres de celles-ci concoururent au jugement; le cinquième, M. Justice BLACK, émit un avis opposé.

(46) Le tribunal s'appuya sur l'article 42, § 1, qui stipule que « les parents ont le droit et le devoir de subvenir à l'éducation... des enfants ». Il interpréta cet article comme donnant un droit égal à chaque époux, et par une nouvelle extension, comme obligeant chacun à respecter les engagements pris avec l'autre, faute de quoi celui-ci serait lésé dans son droit.

(47) D'où le nom de *Kerry Case* donné à cette affaire qui figure dans les recueils jurisprudentiels sous l'appellation : *Rev. James Callaghan v. The Right Rev. Charles O'Sullivan, bishop of Kerry*, 20-22 janvier et 31 mars 1925. Supreme Court, *Irish Reports*, vol. I, 1925, pp. 90 et suiv. *The Irish Digest*, 1919-1928, col. 81.

évêque des raisons de le réprimander, puis de le censurer pour mauvaise administration des biens de la paroisse de Eyeries, Kilcatherine, Co. Cork, et mécontente avec ses vicaires et ses paroissiens (48). Après plusieurs admonestations l'Ordinaire, avis pris des examinateurs synodaux, ordonna au curé récalcitrant de quitter le presbytère et de transmettre l'administration de la paroisse à son successeur désigné, en application des canons 2147 à 2156. Le curé, l'abbé J.O. O'Callaghan, n'ayant pu obtenir de Rome l'examen de ses revendications, porta le différend devant la justice civile de son pays. Celle-ci ne se déclara point incompétente; la Haute Cour (1925), puis la Cour Suprême (1926) se saisirent de l'affaire et le jugement définitif fut rendu le 31 mars 1926 par cette dernière instance. Dans ses attendus, elle déclara que les parties avaient accepté d'être liées juridiquement par les « lois, ordonnances et canons », de l'Eglise catholique, que le droit canon était, certes, une loi étrangère (49), mais qui devait être prise en considération par les tribunaux, que selon ce droit un évêque avait légalement le pouvoir de démettre un curé de ses fonctions, que le décret de renvoi n'était pas illégal puisque rien n'y paraissait contraire aux règles ecclésiastiques et qu'en conséquence le demandeur était débouté.

L'intérêt de cet arrêt, qui rappelle celui de 1875 (O'Keffe case), est qu'il accordait une reconnaissance nouvelle (et remarquable en raison des faits de la cause), à l'ordre juridique catholique, admis d'emblée par la Cour, et qu'il faisait jurisprudence car il était rendu en dernière instance.

C. — TÉMOIGNAGE EN JUSTICE

Examinons enfin un arrêt prononcé en matière de *témoignage en justice*, qui lui aussi eut un grand retentissement. Il fut rendu par le juge Gavan Duffy.

(48) Et, peut-être aussi, attitude politique antirépublicaine trop marquée et différente des vues de l'évêque et du clergé du diocèse.

(49) Qui doit au préalable être établie et certifiée par des témoins (contrairement d'ailleurs à la thèse du demandeur qui affirmait que le droit canon n'était pas une loi étrangère).

Un prêtre (50) ayant refusé de témoigner à l'audience sur une matière de son ministère, en invoquant le secret professionnel, le tribunal refusa de le condamner sur ce chef. Reconnaisant l'importance en Irlande du problème soulevé et sans vouloir toutefois faire appel au droit ecclésiastique mais seulement au droit commun, M. Gavan Duffy (se référant à la constitution irlandaise qui, dit-il, « affirme le droit imprescriptible du peuple d'Irlande de se développer conformément à son propre génie et à ses traditions ») exposa l'argument suivant: « Dans un Etat où neuf citoyens sur dix « sont aujourd'hui des catholiques, et s'agissant d'une matière « touchant de si près au caractère religieux de ce peuple, il « serait intolérable que le droit commun (common law) tel « qu'il s'est développé après la Réforme dans un pays protestant puisse être considéré comme s'imposant à une « nation qui a indéfectiblement répudié la Réforme, laquelle « est hérésie. » (51).

Ce juge affirmait vigoureusement un principe nouveau du droit constitutionnel irlandais, celui de l'examen de la compatibilité des lois et du common law ancien avec l'esprit nouveau issu de la libération du pays (52).

Au terme de ce survol jurisprudentiel — qu'il convient de compléter en rappelant les arrêts sur les libéralités pieuses examinées au chapitre précédent — que conclure ? C'est que la jurisprudence a évolué dans un sens toujours plus favorable à l'ordre religieux catholique (53). Elle n'a fait que suivre, d'ailleurs, l'évolution même de l'opinion publique qui, dans ce pays fidèle à Rome, se montre naturellement en faveur d'un régime beaucoup plus libéral pour l'Eglise que

(50) *Annie Cook v. Thomas Carroll*, 1945. *Irish Reports*, 1945, p. 515. Nous examinerons plus longuement cette affaire au chapitre suivant : « Condition du Clergé ».

(51) *Irish Reports*, 1945, p. 519.

(52) « Lorsque, par nécessité ou opportunité, ajoutait-il, nous avons maintenu en vigueur le common law (ancien), nous n'entendions conserver que celui qui est en harmonie avec notre esprit national; nous n'avons jamais songé à faire nôtres les interprétations du droit ayant un arrière-plan de politique partisane » (*sectarian background*).

(53) On ne pourrait cependant affirmer que cette évolution se poursuivra. Elle a été, en particulier, le fait d'une personnalité exceptionnelle, M. Gavan DUFFY, aujourd'hui décédé.

celui rencontré dans les époques passées. Celle-ci voit ses règles matrimoniales ou disciplinaires mieux reconnues; elle reçoit des facilités plus étendues pour bénéficier des générosités des fidèles; elle jouit, dans la personne de ses clercs, d'une considération officielle plus grande qu'autrefois.

Cette évolution remarquable ne s'est pourtant pas traduite dans l'ordre constitutionnel ou législatif, si elle s'est marquée dans les faits. C'est ce que nous allons voir maintenant en examinant, dans la seconde partie de ce chapitre, l'état actuel des rapports entre l'Eglise et l'Etat, sur le plan légal d'abord, puis dans la pratique.

B. — L'état actuel des rapports entre l'Eglise et l'Etat.

On pourrait dire que, juridiquement, les choses ont à peine changé par rapport à la période antérieure en ce qui concerne l'Eglise catholique. Elle n'a pas de statut légal (54).

A. — LA POSITION CONSTITUTIONNELLE

Les dispositions de la Constitution de 1937 qui est celle de la République d'Irlande (55) relatives à l'Eglise catholique sont contenues dans le seul article 44, I, 2°, qui dispose que « l'Etat reconnaît la position spéciale de la Sainte Eglise catholique, apostolique et romaine comme gardienne de la foi professée par la grande majorité des citoyens » (56). C'est tout.

Quelle portée faut-il attribuer à la « reconnaissance de cette position spéciale ». Quel avantage ou privilège cela pourrait-il conférer à l'Eglise catholique ?

(54) Comme en connaissait, toutes choses égales d'ailleurs, la *Church of Ireland*, avant le *Disestablishment*.

(55) Reprises, en substance, de celles de l'Etat libre d'Irlande de 1922.

(56) Le paragraphe suivant de cet article stipule que l'« Etat reconnaît aussi la *Church of Ireland*, l'Eglise presbytérienne en Irlande, l'Eglise méthodiste en Irlande, la Société des Amis en Irlande, ainsi que les congrégations juives et toutes les autres confessions religieuses existant à la date d'entrée en vigueur de la Constitution ».

Aucune disposition législative n'est venue reprendre et compléter ce texte (57), aucune jurisprudence l'éclairer. Toutefois, il convient de rappeler l'affaire déjà mentionnée (*in re Tilson*) jugée en 1951 par la Cour Suprême, qui, sans être fondée sur le texte ci-dessus, donne une interprétation jurisprudentielle de la Constitution touchant la question religieuse. Le tribunal soutint la validité et la force obligatoire des engagements pré-nuptiaux signés devant le prêtre catholique; il déclara cependant, dans la fin de ses attendus, que cela ne signifiait pas pour autant que l'Eglise catholique eût un quelconque statut de faveur devant la Loi.

De ce bref examen constitutionnel il résulte qu'il n'y a pas officiellement de rapports de droit entre l'Eglise et l'Etat. Il n'y en eut jamais avec l'Eglise catholique.

B. — LA PRATIQUE

L'examen de la *pratique* va maintenant montrer, que les deux pouvoirs sont séparés, mais qu'en fait il y a compénétration des deux ordres civil et religieux et, enfin, que les deux pouvoirs coopèrent avec fruit. Ce tryptique : 1° compénétration des deux ordres, 2° séparation mais 3° coopération des pouvoirs, constituera le dernier point de ce chapitre qu'on concluera ensuite.

(57) Ajoutons que la Constitution stipule (art. 44, § 2, 1°) que « la liberté de conscience et les libres exercice et profession de la religion sont garantis à chaque citoyen sous réserve de l'ordre public et des bonnes mœurs ». Enfin, le paragraphe 3 de l'article 44 déclare que l'« Etat n'impose pas d'incapacités ou de discriminations en raison de la profession ou de la croyance ».

La législation n'ayant pas changé la coutume, l'Eglise protestante pourrait encore revendiquer l'ancien privilège de fait suivant : les P.T.T. d'Irlande étaient tenus de distribuer à l'archevêque protestant toutes les lettres portant la seule adresse : « Archevêché de Dublin », qu'elles fussent destinées à ce dernier ou à l'archevêché catholique. En fait, l'administration postale ne commet pas cette... erreur. Bien qu'on évite généralement, dans la correspondance — ou dans la presse —, de préciser la confession de l'archevêque (ce qui paraîtrait peut-être indiscret, marquerait trop les différences en rappelant des souvenirs qu'on préfère souvent effacer, et peut-être aussi atteindrait l'amour-propre de chaque confession qui estime n'avoir pas besoin d'être qualifiée pour qu'on la reconnaisse — l'une à cause de son importance passée, l'autre de celle qu'elle aurait dû avoir), on ne se méprend habituellement pas. Des impénétrables, des noms, quelques signes suffisent à empêcher la confusion.

1° *Compénétration des deux ordres religieux et civil*

On pourrait dire, en simplifiant à l'extrême, qu'il n'y a pas de rapports officiels entre l'Eglise et l'Etat parcequ'il ne peut pas y en avoir, les deux ordres, religieux et civil, étant étroitement mêlés aux yeux du peuple irlandais qui par nature et par son histoire est intimement imprégné de religion. Le préambule de la Constitution de 1937 (qui « place les Institutions civiles sous le signe de la Sainte Trinité »), le rappelle: « ...Reconnaissant nos obligations envers le Seigneur qui a guidé nos pères à travers les siècles d'épreuves (58)... » Pendant des siècles, en effet, la religion a été le soutien de ce peuple et l'Eglise a été pour lui la seule autorité valable et reconnue. Mieux encore, l'esprit de liberté et l'esprit de religion se sont conjugués, chez lui, grâce à l'Eglise et l'on pourrait dire que dans la mesure où il a pris conscience autrefois de la notion des Droits de l'homme, c'est à l'Eglise surtout qu'il l'a dû. Ceci explique son ignorance naturelle des frontières précises entre le droit civil et le droit canon et permet de mieux comprendre qu'on ne s'étonne pas, en Irlande, que les catholiques n'aient pas de législation civile en matière matrimoniale : le recours au droit canon ne surprend pas. De même il ne parut pas anormal au curé de Kerry (voir plus haut l'affaire Callaghan contre O'Sullivan) de demander justice aux tribunaux civils dans son différend avec l'évêque sur un point de pure discipline ecclésiastique (59). L'Irlandais continue à ne pas encore bien séparer le fait religieux du fait civique ou social (60).

2° *Séparation des pouvoirs*

Paradoxalement — en apparence du moins — ceci explique la séparation actuelle des pouvoirs, car l'Etat est, dans

(58) L'article 44, § 1, déclare aussi : « L'Etat reconnaît que l'hommage public est dû au Dieu Tout-Puissant; il accordera respect à son nom et honorera la religion. »

(59) On l'avait vu aussi dans l'affaire O'KEEFFE, 1875. Ajoutons d'ailleurs que le curé de Kerry fut l'objet d'une sanction ecclésiastique et déclaré suspens.

(60) On rappellerait toutefois le mot de Daniel O'CONNELL, en 1812, au moment où Rome songeait à accorder à l'Angleterre un droit de veto dans les nominations épiscopales : « *We take our religion from Rome and our politics from Ireland.* »

une certaine mesure, une idée neuve pour le peuple irlandais. Issu, assez récemment encore, de la clandestinité où l'autorité était représentée par le prêtre, l'Etat en est encore à chercher ses compétences qu'il n'a pas tout à fait trouvées, il n'a pas affirmé sa complète personnalité et son indépendance. Il se trouve ainsi avoir moins de réalité, de consistance, que l'Eglise; il est d'un ordre inférieur, non seulement au regard du théologien, mais socialement et juridiquement. Le peuple a davantage confiance en son évêque qu'en son député; le premier représente un ordre plus ancien, mieux établi, tout imprégné de l'histoire de la nation. Les relations entre les deux pouvoirs se ressentent parfois de cette inégalité.

De natures si différentes, les pouvoirs s'ignorent tout naturellement et les relations juridiques sont presque inexistantes (la coopération, nous le verrons est seulement dans les faits).

Ainsi, il n'y a pas de ministère et pas davantage de budget des cultes, pas de service administratif, soit à la Présidence du Conseil soit auprès d'un ministère, chargé des rapports avec l'autorité ecclésiastique puisqu'il n'y a pas de questions religieuses en soi, la vie publique étant religieuse, conséquence de l'imprégnation chrétienne de la nation (61).

Autre conséquence, l'Etat ne subventionne pas l'Eglise (62). Il ne lui reconnaît pas davantage le droit de lever des taxes pour subvenir aux besoins du clergé ou entretenir les édifices du culte, comme cela se voit, par exemple, en Espagne (concordat de 1953 qui reconnaît à l'Eglise le droit d'imposer des quêtes, collectes ou donations) (63). Les clercs ne reçoivent aucune aide ou traitement de l'Etat irlandais.

L'Eglise n'a pas de personnalité juridique; les paroisses, les évêchés ne sont pas des personnes de droit civil. En conséquence, nous l'avons vu, l'Eglise ne peut en tant que telle posséder, ester; elle doit avoir recours aux procédés des *Trus-*

(61) Les rapports professionnels et sociaux, eux aussi, sont chrétiens; le syndicalisme est imprégné de religion, comme nous l'avons vu.

(62) Art. 44, § 2, de la Constitution.

(63) Il en fut de même dans le cas des concordats signés avec le Portugal (aide à l'Eglise dans les pays de mission) ou avec la Bavière en 1925, et avec l'Italie en 1929, qui reconnaissaient à l'Eglise le droit de lever des taxes basées sur le rôle des impôts civils (cf. NAZ, *Traité de droit canonique*, tome III, p. 230).

tees. En pratique, d'ailleurs, le système fonctionne harmonieusement; il n'y a jamais de difficulté.

L'ignorance mutuelle dans laquelle se tiennent les pouvoirs se manifeste aussi sur le plan juridictionnel. Deux exemples seront cités. Le premier concerne le domaine matrimonial et montre que la jurisprudence romaine peut, dans ce pays catholique, être à tout moment écartée par le juge civil. Dans l'affaire *Begley v. Begley* (64), jugée en 1955, le tribunal se prononça en sens opposé de la décision de la Rote, en matière de déclaration de nullité de mariage:

Deux époux appartenant au diocèse de Cloyne, avaient introduit en cour de Rome une requête en déclaration de nullité sur le fondement de l'impossibilité de consommer le mariage (« répugnance invincible » selon les termes usités); la Rote fit droit à la requête. Pour obtenir les effets de droit civil, le mari s'adressa ensuite à la Haute Cour (65). Celle-ci décida de ne pas tenir compte du décret romain — pourtant fondé sur une expertise médicale donnant toutes garanties de vérité — et débouta les demandeurs (66). Cette affaire est intéressante bien qu'elle n'ait pas été jugée en dernier ressort (67). Elle traduit les divergences existant entre le droit matrimonial de l'Eglise et le common law irlandais, issu du droit anglais. Les juges suivent traditionnellement ce dernier et ne reconnaissent que les empêchements ou les causes de nullité prévus par le droit civil.

(64) Elle ne figure pas dans les recueils jurisprudentiels. On nous dit qu'en raison du coût élevé de l'édition, un nombre limité d'arrêts de jurisprudence, choisis parmi les plus utiles, est seul publié chaque année dans les recueils. Les affaires matrimoniales, bien que peu nombreuses (une moyenne de six par an) n'entrent que rarement dans cette catégorie.

(65) Qui, on l'a vu, est compétente en première instance pour les affaires matrimoniales (en l'occurrence constituée du juge unique M. DAVITT).

(66) En dépit de l'opinion d'un expert commis par la Cour même et concluant lui aussi à l'impossibilité de consommer le mariage. Le juge estima que la preuve n'était pas entièrement faite par les époux de leur inaptitude à cette consommation, et que s'il donnait droit à la requête il risquerait de créer un précédent susceptible d'encourager d'autres époux à demander la reconnaissance de nullité.

(67) Les demandeurs, lassés des examens médicaux répétés, ne firent pas appel. En 1943, dans l'affaire *Griffith v. Griffith*, la Cour (le juge HAUGH) se rangea à l'avis de la Rote et déclara un mariage nul pour vice de consentement (celui-ci avait été obtenu sous la contrainte). Il est intéressant de noter que le décret de la Rote fut produit à l'audience par le curé de la partie en cause.

L'autre affaire, assez récente, également, est connue sous le nom de *Hunt case* (1943 (68)). M. Hunt, un protestant, avait contracté un mariage civil avec une catholique devant le *Registrar* de Londres. Ultérieurement converti à la religion romaine et considérant que son premier mariage était nul, puisque non religieux, il résolut d'épouser une autre catholique et s'adressa pour ce faire au prêtre d'une paroisse d'Irlande; celui-ci, bien qu'il connût l'existence de la première union, célébra le mariage. Hunt fut poursuivi devant la juridiction pénale pour bigamie et condamné (avec sursis). Il n'y a pas d'exemple pratique plus net de l'opposition qui peut surgir entre le bras séculier et l'autre pouvoir. Hunt est aussi sûrement marié dans le second cas au regard de l'Eglise qu'il l'est dans le premier au regard de la loi (69). Le juge préféra toutefois ne pas aller jusqu'au bout de sa logique et infliger une sanction au célébrant du second mariage (70).

Demeurant sur le plan juridictionnel, touchons un mot d'une question qui provoqua quelque inquiétude en Irlande il y a 45 ans: la publication du *motu proprio* de Pie X du 9 octobre 1911, *Quantavis diligentia*, concernant la traduction des clercs devant les tribunaux civils. Au moment où la question irlandaise évoluait, des craintes s'élevèrent dans les rangs des protestants (71) de ce pays que, à la faveur de l'indépendance, l'influence cléricale ne devînt trop grande et que le clergé ne jouît en fait, par son autorité sur les fidèles, de l'exorbitant privilège du *for* qui les soustrairait à la justice ordinaire. L'archevêque de Dublin, Mgr Walsh (72) tenta de calmer ces appréhensions en faisant publier, le 30 décem-

(68) Cette affaire, jugée au pénal, ne figure pas pour cette raison dans les recueils jurisprudentiels. On consulterait avec fruit les numéros du journal *Irish Times* du 10 décembre 1945 et suivants qui lui a consacré des considérations diverses et une longue correspondance.

(69) Nous n'avons pas pu savoir quelles conséquences de droit civil ont résulté pour l'intéressé de ce double mariage et de cet arrêt.

(70) Le prêtre, en effet, ne fut pas poursuivi. Il semble qu'on ne veuille pas, en pareil cas, entrer en conflit avec l'Eglise.

(71) La presse titrait : *A thunderbolt from Rome, a New Papal Aggression*.

(72) Cf. Right. Rev. P.J. WALSH, *William J. Walsh, archbishop of Dublin*, p. 567.

bre 1911, une lettre par laquelle il assurait les fidèles que le *motu proprio* n'aurait aucun effet sur l'Irlande, laquelle se trouvait exclue, par une coutume canonique reconnue, du champ d'application du décret (73). Le seul cas où l'excommunication pourrait jouer, ajoutait-il, est celui où un clerc traduirait un autre clerc en justice; les laïcs ne seraient point sujets à l'application de cette peine. Ces apaisements ne désarmèrent pas immédiatement les critiques, la question ayant, à cette époque, un arrière-plan politique et passionnel. La controverse se poursuivit pendant l'année 1912.

La vérité est, naturellement, que le clergé irlandais ne jouit pas du *privilegium fori* qui le soustrairait à la justice ordinaire du pays (voir chapitre suivant). Les exemples de traitement favorables accordés en fait (74) par les tribunaux à des clercs (comme dans l'affaire *Cook v. Carrol* examinée plus haut) — au demeurant assez rares pour être remarqués — ne suffiraient point à justifier la thèse de l'existence d'un tel privilège.

Distincte de l'Etat, l'Eglise n'intervient pas, du moins directement, dans le fonctionnement de celui-là (75). Elle ne fait pas de politique active en ce sens que les clercs ne militent pas au Parlement de Dublin (76). Au surplus, elle observe soigneusement une attitude de neutralité entre les partis, lesquels, il est vrai, se réclament tous de la doctrine chrétienne et dont les chefs sont généralement des catholiques fervents. Elle ne se mêle pas aux luttes politiques, elle les ignore. Indépendante, elle se veut au-dessus d'elles (77).

(73) Voir aussi : *The Motu Proprio Quantavis Diligentia and its critics*, par the *archbishop of Dublin*, Dublin, Browne & Nolan, 1912, pp. 14 et suiv.

(74) Aucune disposition législative ou réglementaire n'accorde de traitement de faveur aux membres du clergé.

(75) Ce qui n'empêche pas les prélats et les clercs d'exprimer publiquement et clairement leur opinion, laquelle est écoutée. Ils jouent ainsi un rôle indirect extrêmement important.

(76) C'est une tradition; la coutume n'est fondée sur aucun texte civil ou religieux. Il leur faudrait, au demeurant, l'autorisation de l'Ordinaire (May, Stat. 54).

(77) Ainsi que le rappelait, dans un sermon donné au cours de la consécration récente d'un évêque, un professeur de droit canon : « Il n'appartient pas aux évêques de décider quelle est la meilleure solution à un problème politique et, d'une façon générale, d'intervenir dans les affaires politiques ou séculières. Mais, par leurs avis autorisés sur l'aspect moral des problèmes qui intéressent l'Etat, ils apportent une aide précieuse à la communauté nationale. »

Paradoxalement même; l'Eglise se montre moins active dans ce domaine qu'elle ne l'était autrefois, avant l'indépendance, en un temps où l'Etat n'était pas catholique (78). A cette époque, il n'était pas rare de voir un curé présider une réunion politique. C'était, il est vrai, la période « héroïque » (79). Aujourd'hui, comme nous le verrons, les prêtres se tiennent à l'écart des controverses électorales.

Inversement, le pouvoir civil ne s'immisce pas dans le gouvernement de l'Eglise. Il n'a aucun droit de regard dans le choix des évêques (80); il n'exerce aucune influence; officiellement même, il ne saurait en être question. Si, pour telle collation d'évêché, les autorités ont pu, quelquefois (81), faire connaître leur avis (82), c'était vraisemblablement à titre personnel (83) plutôt qu'officiel et, bien entendu, sans argument juridique et sans la moindre obligation pour le Saint-Siège d'en tenir compte. Bien mieux, le Gouvernement n'est même pas avisé par le représentant du Saint-Siège de la désignation du nouvel évêque (84).

3° *Coopération des pouvoirs.*

Les deux pouvoirs, dans la mesure où leur nature peut être comparée, coexistent donc séparément. Ils n'en coopèrent pas moins, ainsi qu'on va le voir, pour leur bénéfice mutuel, même s'il s'agit d'une collaboration de fait et non de droit.

(78) Nous disons Etat catholique pour simplifier et par opposition au régime antérieur davantage imprégné de protestantisme, tandis qu'aujourd'hui la plupart des membres du Gouvernement, du Parlement et de l'Administration sont catholiques fervents. Mais il ne s'agit pas légalement d'un Etat catholique; on dirait, plus justement, l'Etat d'une nation catholique.

(79) Le prêtre jouait alors un rôle dans l'arène politique car : 1° il existait peu de leaders « nationaux » par la naissance ou la formation universitaire; 2° il était un centre d'union entre les groupements politiques.

(80) Pas davantage dans celui des curés. L'Eglise ne désire pas que l'Etat, aussi balbutiant soit-il, intervienne dans certains domaines qui la concernent seule, estime-t-elle.

(81) Mais on ne saurait établir de façon certaine quand, ni même si cela a jamais eu lieu.

(82) Peut-être pour un siège important le Gouvernement désirerait-il le faire connaître; mais ordinairement il ne songe point à exprimer de vœu.

(83) Et en raison de la personnalité même de telle autorité.

(84) Pourtant les autorités civiles, au premier rang desquelles figure parfois le Président de la République lui-même, assistent généralement à la cérémonie de consécration de l'évêque.

En premier lieu, examinons dans quelle mesure il existe un culte officiel rendu à Dieu. On pourrait dire, d'une certaine façon, qu'il n'y en a pas, car le culte, par raison historique, est privé; il est profond, naturel et l'on ne songe pas à y associer l'Etat. L'Irlande est proche, à cet égard, des temps évangéliques. D'autre part, il n'y a pas accord entre le calendrier civil et le calendrier religieux; des fêtes comme l'Ascension, l'Assomption ne sont pas chômées légalement en Irlande, mais le Vendredi Saint l'est (85).

Par contre, on citerait à l'appui de la thèse sur l'existence d'un culte public les arguments suivants : la Saint-Patrick, fête nationale de l'Irlande, est à la fois religieuse et officielle (86). C'est une fête d'obligation (87), avec dispense de jeûne (88) (car elle se situe en Carême, 17 mars), et elle est chômée par toute la nation. Une messe officielle solennelle et chantée est célébrée à la pro-cathédrale (89), à laquelle assistent le Président de la République et les membres du Gouvernement. Le corps diplomatique n'y est pas invité; c'est une cérémonie pour les Irlandais, entre soi. Le sermon y est fait en langue gaélique (90).

De même pour Noël et à Pâques, le lord-maire et son conseil municipal assistent à une messe solennelle dans la pro-cathédrale de Dublin, cérémonie présidée par l'archevêque. Les autorités civiles se rendent également à la messe pontificale commémorant l'accession du Saint-Père au trône pontifical (12 mars).

(85) Il existerait dans les milieux ecclésiastiques, nous dit-on, le désir de diminuer le nombre des fêtes annuelles, afin de faire coïncider les deux calendriers (comme cela se ferait, paraît-il, dans d'autres pays), ne laissant subsister, en dehors des grandes fêtes, que la Saint-Patrick et une fête de la Sainte-Vierge. La fête de Saint-Joseph n'est pas d'obligation (May. Sta. 331).

(86) La fête nationale irlandaise est celle du saint patron du pays et non point tel ou tel anniversaire de révolution.

(87) May. Stat. 33.

(88) Il est de coutume de permettre l'ouverture des débits de boisson ce jour-là, alors qu'ils sont fermés les dimanches et jours de fête — du moins à certaines heures.

(89) Et un service protestant à la cathédrale Saint-Patrick.

(90) Certains pensent que l'aspect religieux de cette fête est plus marqué que son caractère national. Il n'y a pas de manifestation civique (hormis un défilé surtout commercial), tandis qu'est célébrée une messe suivie par les corps constitués. On regrette parfois ce déséquilibre.

Tout événement public important est marqué par une cérémonie religieuse : constitution d'un nouveau gouvernement (91), par exemple, ou bien entrée en fonction de la nouvelle législature (92). Le matin même de celle-là, une messe solennelle est célébrée à laquelle les membres des deux chambres assistent en corps, ainsi que le Président de la République, les tribunaux et le corps diplomatique. Chaque session de la « Dail » (chambre basse) s'ouvre sur une prière récitée par le *speaker* (*actiones nostras, quaesumus, Domine, aspirando praeveni et adjuvando proseguere, ut cuncta nostra oratio et operatio a Te semper incipiat et per Te coepta finiatur. Per Christum Dominum Nostrum. Amen*) (93).

De la même manière, l'ouverture de l'année judiciaire est marquée par une messe officielle à laquelle la magistrature et le barreau assistent. Une *red mass* (de la couleur des ornements) est célébrée pour l'ouverture de l'année académique de l'université nationale. Tout le personnel de celle-ci y assiste en corps. L'inauguration d'une école primaire ou technique est accompagnée de la célébration d'une messe à laquelle se rend le représentant du Ministère de l'Education nationale.

Dans les cérémonies officielles, la position des prélats n'est déterminée par aucun texte législatif ou réglementaire; toutefois, il existe une liste officieuse, jamais promulguée, et susceptible d'être modifiée selon les circonstances, qui fixe les préséances suivantes (94) :

(91) Phénomène survenant à intervalles espacés.

(92) L'annonce que voici paraît dans la presse :

« Le Bureau d'information gouvernemental fait connaître la décision suivante prise par le département du Taoiseach (Présidence du Conseil) :

« Pour implorer la bénédiction de Dieu sur les délibérations du Parlement, une messe votive solennelle sera célébrée, à 11 heures, en la Pro-cathédrale, Marlborough Street, Dublin (avec la gracieuse permission de Son Excellence Mgr l'archevêque de Dublin). »

La rédaction de ce communiqué semble indiquer que la décision d'appeler les grâces divines sur les travaux parlementaires revient au Gouvernement, non à l'Eglise.

(93) Cette prière pourrait être dite par un protestant. Il se trouve que le *speaker* a toujours été catholique.

(94) Cet ordre est observé dans les cérémonies de l'Etat. Dans la cathédrale catholique, par contre, les corps constitués et le Chef de l'Etat entrent et se mettent à leur place avant l'arrivée de l'archevêque, devant qui le Président de la République s'incline.

1° Le Président d'Irlande (article 12 de la Constitution : « Le Président aura préséance sur toutes les autres personnes de l'Etat ») ;

2° Le cardinal, car il est prince de l'Eglise ;

3° Le Taoiseach, c'est-à-dire le premier ministre ;

4° Le nonce et les ambassadeurs ;

5° Les archevêques, celui de Dublin ayant le premier rang puisqu'il est primat d'Irlande. Préséance est donnée aux archevêques catholiques sur les archevêques protestants car, selon la Constitution, la religion catholique jouit d'une « position spéciale » en Irlande ;

6° Le vice-président du Conseil (Tanaiste) ;

7° Les membres du Gouvernement par ordre d'ancienneté ;

8° Le Conseil d'Etat ;

9° Les évêques. En premier lieu, les évêques catholiques, puis ceux de la *Church of Ireland* et de l'Eglise presbytérienne et le chef de la confession israélite ;

10° Les ministres plénipotentiaires.

Ajoutons, pour terminer cette rubrique du culte public, que, d'une part, le protocole fixant la place et l'importance des détachements de l'armée qui doivent accompagner les processions mariales est fixé par décret du Gouvernement (95) et que, d'autre part, aucune disposition législative ou réglementaire n'interdit ou ne soumet à quelque règle que ce soit les processions religieuses sur la voie publique (96).

La coopération des deux pouvoirs est quotidienne. Y a-t-il exemple plus remarquable que celui de l'enseignement primaire examiné au chapitre II ? L'Eglise et l'Etat collaborent là d'une manière qui ne pourrait guère être plus étroite et

(95) Les retraites spirituelles organisées dans les formations militaires, sans être obligatoires, font en quelque sorte partie de l'école du soldat.

(96) En pratique, le curé informe la police de son intention d'en organiser, pour deux motifs : 1° par courtoisie ; 2° pour que la maréchaussée prenne les dispositions nécessaires concernant la circulation automobile. Il n'y a pas d'autre nécessité.

satisfaisante (97). L'Etat apporte son concours financier, l'Eglise désigne les maîtres et les directeurs qui dispensent l'enseignement et gèrent l'école selon ses directives et conformément au programme national d'enseignement. Ces écoles nationales sont des écoles religieuses nationales (98).

Intéressante aussi à noter est la coopération dans le domaine juridictionnel (99). Ainsi, en matière de séparation de corps et de biens (*a mensae et toro*) (100), les parties intéressées, généralement, demandent d'abord à l'Ordinaire la permission de s'adresser à la justice civile (101). L'évêque accorde toujours l'autorisation car l'Eglise reconnaît la nécessité pour les requérants de faire assurer la protection de leurs droits civils qu'un tribunal ecclésiastique serait impuissant à sauvegarder. D'autre part, en matière d'annulation de mariage, l'Ordinaire peut juger préférable de ne pas accorder l'autorisation de contracter une nouvelle union avant que la précédente affaire ait été réglée de façon satisfaisante par la juridiction civile.

(97) Pourtant l'Eglise catholique, pas davantage que les autres, ne reçoit de la Constitution mission de dispenser l'enseignement (aucune mention de l'Eglise n'est faite au chapitre *Education*). En vérité, c'est la Famille qui est reconnue dépositaire de ce droit à dispenser l'enseignement aux enfants; c'est elle qui, dans l'esprit des constituants, est chargée de cette fonction: les Eglises ne sont que des organisations désignées par les parents pour mettre en œuvre ce droit. Voir sur cette théorie le très intéressant article de son auteur, le Dr Alfred O'RAHILLY, dans *The Year Book of Education*, 1951, section III, chapitre V, « La République d'Irlande », pp. 350-351. L'Etat — expose ce distingué universitaire devenu prêtre après avoir pris sa retraite de président de University College, Cork — intervient non pour exercer un droit d'enseignement qu'il n'a pas (la Famille seule le possède), mais pour permettre aux parents de l'exercer. S'il y a une rivalité, ajoute-t-il, elle n'est pas entre l'Eglise et l'Etat, mais entre l'Eglise-Etat, d'une part, et la Famille, de l'autre.

(98) Notons que la liberté de conscience est sauvegardée dans ce système car l'Eglise protestante jouit du même privilège et bénéficie d'une aide financière gouvernementale proportionnée à l'importance numérique de sa communauté, conformément d'ailleurs à la Constitution, art. 44, § 2, 3°: « La législation dispensant l'aide aux écoles ne fera pas de différence entre les diverses confessions... ». Quant à l'enseignement religieux, il ne peut porter préjudice aux uns ou aux autres (art. 44, § 2, 3°): « La législation scolaire ne pourra porter préjudice au droit de l'enfant de fréquenter une école subventionnée par l'Etat sans suivre l'enseignement religieux qui y est dispensé. »

(99) Les deux ordres juridiques (canonique et civil), nous l'avons vu, coexistent et suivent des voies distinctes. En matière matrimoniale, l'ordre ecclésiastique n'est pas nécessairement plus restrictif que l'autre. Au contraire, ce dernier interdit, par exemple, le mariage d'un oncle et de sa nièce et ne prévoit aucune dispense. Il peut en résulter des conflits avec le droit canon.

(100) Le divorce étant exclu de part et d'autre.

(101) May. Stat. 458-459.

Dans un domaine particulier, l'Eglise apporte aussi son concours à l'ordre public. Elle condamne (dans ses synodes [102] et par ses déclarations publiques) l'usage de la violence comme moyen de politique nationale. Sa condamnation est claire, ferme, insistante, comme on l'a vu par exemple dans la déclaration commune des évêques d'Irlande de janvier 1956, à la suite des exploits de l'I.R.A. en Ulster (103). Elle engage d'autre part ses fidèles à ne pas se joindre aux sociétés secrètes, « en particulier celles qui prescrivent une obéissance aveugle à des chefs inconnus » (104).

Terminons l'examen de ces formes de coopération en signalant que pour construire une église, l'évêque recherche d'abord (et obtient toujours) l'accord de l'administration.

Ainsi, les deux pouvoirs (105) évitent autant que possible les causes de conflits ou de frictions (106).

(102) *Ibid.*, 215.

(103) L'Eglise est respectée et écoutée; aussi le conflit entre sentiments nationalistes et religieux est-il grand. L'un des jeunes gens tués au cours de l'attaque d'un camp militaire en Ulster, en 1955 (avant la déclaration des évêques, d'ailleurs), était un fervent catholique de Limerick, membre de la Légion de Marie et de sa Sodalité paroissiale. A ses obsèques, plusieurs prêtres suivirent le cortège.

(104) May. Stat. 216. Faut-il noter, dans un ordre d'idées différent, le rôle joué par l'Eglise dans la répression de l'alcoolisme, grâce à l'encouragement donné à la société de tempérance (Pioneers Total Abstinence). Fondée il y a un siècle, cette institution propre à l'Irlande prescrit à ses membres de s'engager par serment devant Dieu, les saints et le prêtre, de s'abstenir pour la vie, en général, de toutes les liqueurs fermentées ou du moins de certaines. Cette société, très développée, joue un rôle efficace dans la lutte contre ce fléau social qui, nous le savons, ne frappe pas que l'Irlande. Les statuts synodaux exhortent les fidèles à s'y joindre (May. Stat. 39).

(105) Surtout l'Etat.

(106) Nous l'avons vu dans l'affaire HUNT. Le prêtre ayant célébré le second mariage rendant M. HUNT bigame, ne fut pas condamné. « Nous ne voulons pas de conflit avec l'Eglise », nous dit-on.

Les rapports n'ont pas été, néanmoins, sans connaître parfois quelques difficultés. En 1951, un projet gouvernemental d'Assurance Sociale souleva de vives objections de la part de l'Eglise parce qu'il aurait, notamment, autorisé les médecins fonctionnaires à donner aux mères catholiques des conseils contraires à la doctrine religieuse en matière de gynécologie et d'obstétrique. Une certaine tension s'ensuivit dans les relations entre les deux pouvoirs, jusqu'au point de provoquer la démission du ministre de la Santé et, indirectement au moins, le départ du Gouvernement à la suite d'élections générales.

L'Eglise reste vigilante : « Au cas où une loi est adoptée, concernant l'éducation des catholiques, la propriété ecclésiastique, les droits de l'Eglise en général, ou ayant trait d'une manière ou d'une autre aux affaires religieuses, les évêques ne doivent pas prendre position à son égard et lui donner éventuellement effet avant de s'être concertés » (May. Stat. 97, qui ajoute qu'en cas de divergence d'opinions sur la position à prendre, la question sera soumise au Saint-Siège).

4° *Relations avec le Saint-Siège.*

Il nous faut, maintenant, avant de conclure, examiner la question des relations de l'Etat avec le Saint-Siège.

Pour des raisons historiques évidentes, l'Irlande n'a jamais eu de concordat (107). Elle n'en a pas davantage aujourd'hui. Aussi bien du côté de la Hiérarchie que de celui du pouvoir civil, on n'en voit pas la nécessité. L'héritage reçu par l'Irlande moderne fait que les difficultés n'ont jamais l'occasion de s'élever entre la nation et Rome. A quoi servirait-il de codifier des rapports là où il n'y a jamais de conflits ? (108).

Pour les mêmes raisons historiques, la nonciature apostolique est une institution récente. Au XVII^e siècle, au temps de la confédération de Kilkenny, un nonce, Mgr Rinuccini, était venu en Irlande apporter le réconfort spirituel (109) et les conseils de la Papauté en faveur des insurgés. Son séjour fut bref (110). Ce n'est qu'en 1929, l'Irlande ayant recouvré sa souveraineté, qu'une nonciature permanente fut établie (111). Après une longue période de relations directes avec le Saint-Siège grâce au recteur du Collège des Irlandais (112) de Rome, la présence d'un nonce est une habitude à prendre et vingt-huit ans sont encore peu au regard de l'éternité. L'institution approfondit peu à peu, et sûrement, ses racines.

C. — CONCLUSION

Ainsi les relations entre les deux pouvoirs, dans la mesure où l'on peut considérer qu'elles existent, ne sont pas codifiées

(107) Il faut noter toutefois les tractations qui eurent lieu en 1800 et 1812 entre Rome et l'Angleterre en vue de reconnaître à la Couronne un droit de veto dans les nominations épiscopales. Le Gouvernement britannique exerça en fait ce droit de regard, parfois avec succès.

(108) Au surplus, un accord avec le pouvoir politique ne pourrait pas s'étendre à l'Eglise d'Irlande toute entière, puisque deux souverainetés politiques distinctes s'exercent sur ce pays. Il supposerait aussi la signature d'un concordat avec la Grande-Bretagne.

(109) Et l'aide financière de Rome.

(110) Sa mission se termina par un échec qu'il ressentit douloureusement.

(111) Le premier nonce fut Mgr ROBINSON. Le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande fit alors don au Saint-Siège de l'hôtel et des terres de l'actuelle nonciature, dans le Phoenix Parc, aux portes de Dublin.

(112) Celui-ci fut sous direction des Jésuites de 1645 à 1793. Après 1830, son recteur se trouva soumis à l'autorité de l'épiscopat irlandais.

et l'on n'éprouve pas le besoin qu'elles le soient. Elles sont bonnes puisque l'ordre catholique est naturel en Irlande (sans qu'il exclue pour autant les ordres confessionnels différents); il est un des éléments constitutifs de la nation et l'Etat, spontanément, prend certaines de ses racines en lui; il ne pourrait pas être en conflit avec lui-même. D'un autre côté, on observe que l'Etat et l'Eglise veillent à conserver leur indépendance dans un équilibre de pouvoirs qui ménage chaque partie. (Il est possible même que l'Eglise irlandaise d'aujourd'hui soit plus jalouse de son indépendance que de son influence.)

De la situation de fait que nous avons tenté de décrire, l'Eglise s'accommode. C'est une base d'entente et de coopération qui a fait ses preuves, bien qu'en théorie elle ne réponde pas aux exigences du droit canon (113). (En particulier, le droit de l'Eglise n'est pas reconnu légalement et reçu par l'Etat [114].) L'Eglise accepte en fait ce système (115) et estime préférable de ne pas chercher à obtenir davantage (116). Elle n'a jamais protesté contre ce régime (117).

Pourtant, les tenants les plus exigeants du catholicisme irlandais se sont demandé si la seule disposition constitutionnelle concernant l'Eglise (art. 44, 1, 2°) rendait justice à l'histoire et à l'état particulier des mœurs irlandaises. Est-elle en accord avec la doctrine catholique, questionnaient-ils? Leur réponse était négative et ainsi est apparu au lendemain de la guerre, en 1945, un mouvement minoritaire

(113) Selon certains juristes, le système irlandais serait même le pire, puisqu'il est celui de la séparation complète.

(114) Sauf lorsqu'il n'existe pas d'autre législation (mariage, par exemple). Mais c'est une réception de fait, l'Etat ne reconnaît pas les personnes du droit canon. Notons à cet endroit que le droit civil a, lui aussi, une origine religieuse, le *common law* d'Irlande (qui est le *common law* anglais) ayant été largement influencé par le droit de l'Eglise d'Angleterre.

(115) Qui est tempéré par la foi profonde des fidèles, laquelle, par exemple, retient ceux-ci de recourir aux tribunaux s'il n'y a pas accord de l'Eglise.

(116) Le régime actuel semble être le maximum qu'ait pu faire le législateur constituant en raison de l'existence d'une minorité protestante.

(117) Le Saint-Père a cité en exemple la Constitution irlandaise de 1937 (célébrant sa prudence et sa charité) lorsqu'il a reçu M. DE VALERA à Castelfandolfo le 4 octobre 1957. En fait, ce régime de relation est peut-être celui du monde qui fonctionne le mieux.

mais bruyant, nommé *Maria Duce*, aux tendances intégristes. L'expansion du communisme dans le monde avait fait naître, dans ce milieu, des craintes graves et le désir de fortifier la position de l'Eglise catholique, seul élément capable, pensait-on, de lutter efficacement contre ce danger menaçant (118). A celui-ci s'ajoutait, craignait-on, le risque qu'un certain « libéralisme » concrétisé par la séparation de l'Eglise et de l'Etat ne soit source d'agnosticisme. Les intégristes irlandais souhaitaient en conséquence que celle-ci soit considérée comme la vraie Eglise d'Irlande, au lieu de se voir seulement reconnaître la « position particulière » que lui assigne la Constitution de 1937.

Ce mouvement ne semble pas avoir rencontré une large audience et ne paraît pas avoir d'avenir. Il représente une tendance extrême du catholicisme irlandais dont l'exclusivité est intéressante à noter. L'Irlandais, par tempérament, par réaction naturelle confirmée par une expérience de plusieurs siècles, est tolérant, même en face de l'intolérance. Il s'adapte aux nécessités et accepte la coexistence. Mais peut-être l'élite même n'a-t-elle pas eu la possibilité, à cause des vicissitudes de l'histoire, de découvrir les fondements théologiques de sa tolérance naturelle. Ce manque d'entraînement aux exercices intellectuels explique, peut-être, la naissance du mouvement *Maria Duce* où le zèle a dépassé la nature.

Ces tendances intégristes sont, au demeurant, contraires à la position pratique adoptée aujourd'hui par l'Eglise. Elles aboutiraient, en effet, à rompre un *modus vivendi* basé sur une inégalité intrinsèque des deux ordres et, en définitive, à « officialiser » davantage un ordre civil que l'Eglise veut en partie ignorer en droit si elle le reconnaît dans les faits.

Ainsi, le problème des rapports entre les deux pouvoirs n'est pas encore juridiquement résolu en Irlande. Là, le songe du vergier n'est pas terminé; peut-être même n'est-il pas tout à fait commencé.

(118) Le mouvement en question s'est développé parallèlement à une efflorescence d'intérêt pour l'enseignement social de l'Eglise qu'expliquait aussi la menace communiste.

CHAPITRE V

La condition du clergé et des religieux

L'organisation géographique et hiérarchique de l'Eglise ayant été décrite ainsi que les rapports de celle-ci avec l'autorité publique, il reste à examiner la façon dont le clergé exerce ses fonctions, les règles auxquelles il est astreint par le droit et la coutume, la place et le rôle qui lui sont réservés dans la société séculière.

La condition du clergé et des religieux fait l'objet de diverses dispositions éparses dans la législation conciliaire et synodale. C'est aux statuts généraux du concile de Maynooth ainsi qu'à ses titres premier (les obligations du clergé), XII (les curés), XIII (les vicaires), XIV (les religieux), XV (les moniales et les sœurs), XXXV (les missions), et au chapitre « de l'administration pastorale » du synode diocésain de Dublin que nous emprunterons les renseignements désirés. Nous ferons, dans ce chapitre encore, une large part à l'examen de la coutume. Nous décrirons surtout les traits originaux de la condition cléricale irlandaise.

A. — Le clergé séculier.

Ressources. — Le clergé n'est pas rémunéré par l'Etat et ses seules ressources proviennent de la générosité des fidèles exprimée sous les formes que nous avons examinées au chapitre du temporel (offrande à l'entrée de l'église, casuel, denier du culte, honoraires de messes).

Dans chaque paroisse du diocèse de Dublin tout au moins, ces ressources (hormis les honoraires de messe dont chaque prêtre conserve la libre disposition) constituent une masse qui est divisée entre curé et vicaires, après déduction des dépenses de la paroisse, c'est-à-dire : entretien du presbytère (1) ou de la résidence (2) des vicaires, de l'église (lorsqu'une quête ou une offrande spéciale ne lui est pas affectée), du cimetière ou des écoles (même remarque), fonctionnement des services de la paroisse (3), assurances, etc. La division se fait selon les règles indiquées par l'évêque (4) qui, lui-même, suit généralement la coutume. Dans la Province de Dublin, tout au moins, elle est la suivante : deux parts égales sont données au curé, une part à chaque vicaire (5).

Dans d'autres diocèses, la quête faite sous le porche à la messe du dimanche est affectée à l'entretien de l'église et de l'école. Les *Christmas, Easter et Harvest Collections* ainsi que le casuel sont répartis entre les membres du clergé paroissial. Chaque prêtre fait face avec ces ressources à ses charges personnelles de maison et d'entretien.

En général, la condition des prêtres est aisée, comparée du moins à celle des ecclésiastiques de France. Les fidèles

(1) May. Stat. 415, canon 1477.

(2) Dans ce cas, seuls le gros œuvre et la couverture sont réparés aux frais de la masse; l'aménagement ou la réparation intérieurs sont à la charge personnelle du vicaire.

(3) Nous avons vu que l'Ordinaire peut également, s'il estime que l'amortissement de la dette paroissiale pour la construction de l'église n'est pas suffisamment élevé ou rapide, prescrire à cette fin un prélèvement sur ces ressources.

(4) May. Stat. 416 et canon 471, § 1.

(5) On nous fait observer que la répartition générale des ressources de la paroisse est sensiblement différente, aux Etats-Unis. Là, le curé fait deux parts à ses revenus : la première pour payer les dépenses de la paroisse, plus un salaire déterminé pour lui et ses vicaires; l'autre part est donnée à l'évêque. Ceci permet, remarque-t-on, de constituer un « fonds central » important qui est une des forces de l'Eglise américaine.

sont généreux et les pourvoient largement de moyens d'existence. Curés et vicaires ont une garde-robe correcte, voire soignée, des maisons bien entretenues. Ils portent sur leur visage et leur personne un air de prospérité. Ils n'ont pas de soucis matériels (6). Pour le temps de leur retraite, toutefois, ils ne peuvent compter ni sur une pension de l'Etat, ni sur l'existence de maisons de retraites. Ils dépendent alors des ressources diocésaines, elles-mêmes fondées sur la générosité des fidèles. Une quête est faite chaque année à cette fin (7).

Mode de vie. — Les prêtres séculiers vivent, selon les régions ou les diocèses, en commun ou séparément (8). Dans les diocèses de Kerry et de Meath, curé et vicaires demeurent traditionnellement dans la même maison et prennent leurs repas en commun (9). Dans la ville même de Dublin, ils sont également groupés dans le presbytère; mais à l'intérieur de cette maison commune, chaque prêtre a son appartement (chambre, salle à manger et bureau personnels). Au contraire, dans les paroisses suburbaines et rurales, les uns et les autres habitent des maisons séparées. Ce choix est fait afin d'éviter les difficultés résultant d'un personnel domestique commun; il n'est pas bon que celui-ci ait plusieurs maîtres et les difficultés commencent, dit-on, à la cuisine (10). On observe que dans les paroisses nouvellement créées du diocèse de Dublin, de petites maisons pour deux prêtres (avec appartements séparés) sont construites à côté de l'église neuve. Mais on ne va pas au-delà du chiffre deux, toujours pour des raisons de domesticité. La « séparation » tend donc à être la règle en Irlande.

(6) Curés et vicaires sont invités à établir et placer dans les archives diocésaines leur testament, lequel doit être renouvelé tous les dix ans. Ils sont exhortés à ne pas oublier l'Eglise et les œuvres pieuses dans leurs dispositions testamentaires (Synode diocésain 13 et May. Stat. 441, § 1).

(7) Prévue par les statuts synodaux : May. Stat. 429.

(8) Le canon 134 loue et conseille la vie commune, sans l'imposer.

(9) Il y a quelques années, les prêtres du diocèse de Kerry (extrême Sud de l'Irlande), appelés par leur pasteur à exprimer leur préférence, votèrent en chœur pour la vie communautaire. Un souci d'économie pécuniaire, la tradition, l'isolement des bourgs expliquent ce choix, nous dit-on. C'est un diocèse « rural ».

(10) Le problème du recrutement des servantes pour les prêtres serait, nous dit-on, paradoxalement moins aigu qu'il y a dix ans, car les places sont bonnes, sûres, bien payées.

Ayant ou non sa maison individuelle, le prêtre vit, de toutes façons, « dans ses meubles ». Il les possède en propre (11), il les emporte lors des changements d'affectation. Il les acquiert soit au début, soit au cours de sa carrière, grâce à ses ressources ou par un emprunt fait auprès de la banque qui, même de direction protestante, accorde le crédit libéralement.

Curé et vicaires prennent à tour de rôle un jour de congé par semaine. Ils ont en général un mois de vacances chaque année (12).

Obligations. — Ils sont soumis par les statuts synodaux et diocésains à un certain nombre d'*obligations* dans leur genre de vie. Il leur est interdit de s'endetter de plus de 30 livres sterling sans l'autorisation de l'Ordinaire. Interdiction est faite au curé de louer ou d'occuper personnellement plus de quinze acres de terre (13) (environ six hectares). Les vicaires ne peuvent en louer sans l'autorisation de l'Ordinaire (14). Aux prêtres du diocèse de Dublin, il est recommandé de ne pas posséder d'automobiles (15), sauf lorsque les soins du ministère l'exigent.

Il est interdit à tous de fumer en public (16). Bien entendu, on recommande au clergé d'éviter l'intempérance; interdiction lui est faite de pénétrer dans les cabarets, sauf pour une juste cause approuvée par l'Ordinaire (17). On recommande en outre aux prêtres de se joindre à la « célèbre société pour l'abstinence totale » (18), fondée au siècle dernier, qui a porté de si bons fruits. Ils sont également mis en garde contre les repas mondains (19).

(11) En Angleterre, au contraire, les meubles appartiennent, nous dit-on, à la paroisse, non au prêtre.

(12) Dans le diocèse Galway, le curé a quatre semaines et le vicaire trois semaines de vacances.

(13) May. Stat. 413, § 1.

(14) *Ibid.*, 413, § 2.

(15) May. Stat. 44.

(16) *Ibid.*, 43.

(17) *Ibid.*, 38, § 1. L'ivresse est punie de peines « sévères » : Stat. 38, § 2, et titre XLIX (résumé des peines), VII.

(18) *Ibid.*, 38.

(19) Les statuts de Maynooth rappellent le précepte de saint Jérôme : « Nous ne cherchons jamais les invitations, et quand nous en recevons nous les acceptons rarement. »

Les interdictions les plus notables concernent les courses et les jeux de hasard. Il est défendu aux prêtres d'assister aux courses de chevaux (20), et même de les observer d'un lieu voisin (21), de faire des paris (même médiocres) sur les courses (May. Stat. 46, paragraphe premier) (22). Il leur est conseillé d'essayer de « détourner les laïcs de cette coutume néfaste » (46, par. 2). Interdiction leur est faite également d'assister aux spectacles de cirque (47, par. 2, 2°), au théâtre (47, paragraphe premier, 3°), sous peine de suspense réservée à l'Ordinaire. Par contre, le cinéma n'est pas visé par ces édits et les prêtres y assistent normalement (23). La chasse leur est déconseillée (24) et même interdite si elle est « bruyante » (*clamorosa*) (25). Ils ne peuvent participer aux chasses à courre qu'avec la permission de l'évêque, pour raisons spéciales (26). Dans ce pays où ce divertissement est plus fréquent et entouré de moins de pompe qu'en France, on voit très rarement des prêtres s'y joindre.

Le clergé irlandais ne porte pas la soutane hors de l'édifice sacré; c'est une règle toujours suivie (bien qu'il ne semble pas y avoir d'interdiction à ce sujet). Des raisons historiques évidentes expliquent cette différence avec les pays latins. Vivant dans un pays d'allégeance protestante (et parfois très antipapiste), le clergé catholique ne pouvait, même dans les périodes de plus grande tolérance, se distinguer par la soutane d'apparence trop romaine; il prit l'habitude du veston. Il y a aujourd'hui, parmi tout le clergé, accord sans réserve sur les avantages de ce mode d'habillement plus moderne, dit-on, plus « à la page », plus commode, plus viril même, entend-on dire.

(20) Par contre, ils peuvent assister aux courses de lévriers.

(21) May. Stat. 47, § 1, 1°. Aux prêtres du diocèse de Dublin il est en outre interdit de suivre les courses dites « point-to-point ».

(22) Sous peine de suspense *latae sententiae* [May. Stat., Peines, II (2)]. L'interdiction automatiquement encourue a l'air plus stricte que celle du Code, lequel, selon l'interprétation courante, n'interdit que la pratique fréquente des jeux de hasard. Il est vrai que le Statut 46, § 1, vise seulement les paris faits chez les *bookmakers*. Le P.M.U. n'est pas interdit aux prêtres.

(23) Les films sont censurés; le théâtre ne l'est pas.

(24) May. Stat. 48, § 1.

(25) *Ibid.*, et canon 138.

(26) *Ibid.*, 48, § 2.

La soutane n'est portée qu'à l'intérieur ou aux approches de l'église paroissiale. Elle est exigée aussi dans le presbytère (27), au séminaire (28). Certains curés se souviennent d'avoir même joué au football en soutane au grand séminaire de Clonliffe (Dublin), encore soumis sans doute par certains de ses professeurs à un reste d'influence continentale.

Avancement. — Les diocèses étant relativement peu étendus, l'évêque est, mieux que dans d'autres contrées, en mesure de connaître personnellement ses prêtres (s'il y en a 547 dans le diocèse de Dublin, le plus grand de tous, la moyenne est seulement de 122 pour les autres). Il a donc une action directe plus grande sur le mouvement de son clergé, les nominations, l'avancement. L'influence des bureaux ou des conseils en est d'autant réduite (29); elle disparaît même parfois derrière celle du chef du diocèse, avec toutes les conséquences que cela comporte.

Mais les services et surtout l'âge déterminent généralement l'avancement. Les paroisses étant ordinairement assez peuplées, notamment dans les grands centres comme Dublin ou Cork, le nombre des vicaires est élevé, allant jusqu'à six ou sept. En conséquence, la cure d'âmes est une fonction rare et recherchée (30). On n'y accède, dit-on, que par l'ancienneté, mais ce n'est pas une règle absolue.

Une autre conséquence est que l'âge minimum des curés du diocèse de Dublin est de 55 ans, parfois plus (après 25 ou 30 ans d'ordination); il est sensiblement moins élevé dans les diocèses ruraux (47-50, nous dit-on). La longévité elle-même est assez grande, ce qui ralentit les promotions. Les curés atteignent aisément 80 ans, du moins disent ainsi les vicaires promouvables et impatientes (31).

(27) May. Stat. 27.

(28) *Ibid.*

(29) On signale l'absence de consistoire pour les mouvements et l'avancement du clergé.

(30) En France, on compte trois fois et demie plus de curés que de vicaires (31.500.000 curés et 9.000 vicaires). En Irlande, au contraire, il y en a deux fois moins (1.090 curés, 2.662 vicaires).

(31) Les raisons de cette longévité seraient, dit-on, la vie calme et heureuse, la pénicilline et la bonne chère. C'est une boutade, bien entendu.

Privilèges. — Le clergé possède les droits habituels accordés aux citoyens (disposer et recevoir des biens, droit de vote, etc.) (32). Il est éligible aux assemblées législatives et locales (mais n'use pas de ce droit, du moins en ce qui concerne le Parlement). Il ne bénéficie pas de privilèges particuliers (33). Le service militaire obligatoire n'existant pas, il ne peut en être exempt. Comme nous l'indiquions au chapitre précédent, il ne jouit pas de l'immunité juridictionnelle; aucune disposition légale ou réglementaire ne lui accorde de traitement de faveur dans ce domaine. Tout laïc ou clerc (34) est en droit de traduire en justice un prêtre ou un prélat; des exemples existent. Inversement, des clercs poursuivent parfois en justice des laïcs.

Néanmoins, un catholique déferent ne se décide pas volontiers à citer un prêtre devant le tribunal avant d'en avoir informé son évêque et obtenu sa permission (35). Ceci se produit fréquemment en Irlande. Les mêmes convictions religieuses inciteraient également le tribunal à ne pas ignorer délibérément l'existence de l'Ordinaire dans une action judiciaire.

Il convient à cet endroit de citer un exemple remarquable d'indulgence montrée par la justice envers un prêtre, par respect pour son ministère. Il s'agit de l'affaire jugée en 1945 par la Haute Cour, où siégeait à ce moment le juge Gavan Duffy (*Cook v. Carroll*) (36). Un curé avait reçu, à son domicile, mais en dehors du tribunal de la pénitence, les confidences d'une jeune fille séduite, et, séparément, celles

(32) Avant l'érection de l'Irlande en Etat indépendant, le clergé catholique n'était pas éligible à la Chambre des Communes, aux conseils de district et de comté. Ses membres étaient, par contre, exemptés du service militaire et du devoir d'être juré (*Catholic encyclopedia*, 1910, p. 114).

(33) Nous avons vu au chapitre du Temporel le régime fiscal de droit commun auquel il est assujéti.

(34) Sauf les précautions et sanctions canoniques et synodales : si deux prêtres portent leur différend devant la juridiction civile, sans l'autorisation de l'Ordinaire, ils encourent la suspense (May. Stat. 455, canon 234). S'ils le font en violation de la volonté de l'Ordinaire, ils encourent l'excommunication (May. Stat. 456, canon 234), qui n'est point automatique comme on l'a vu dans le cas du curé O'KEEFFE (chapitre précédent); mais la peine de suspense est *latae sententiae*.

(35) On verrait à ce sujet : William CONWAY, *Problems in canon law*, p. 43.

(36) *Annie Cook v. Thomas Carroll*, *Irish Reports*, 1945, p. 515.

du séducteur. Une action en dommages ayant été introduite par le père de la jeune fille devant la cour de Listowel, le prêtre fut appelé à témoigner. Il s'y refusa (37), alléguant le secret professionnel, bien qu'il ne s'agît pas de révélations entendues en confession. Le tribunal de première instance (38) le condamna à une amende de dix livres sterling. Le curé ne fit pas appel; mais le demandeur, ayant été débouté, porta lui-même l'affaire devant la *Hight Court on circuit*, à *Tralee*. Le prêtre, à nouveau appelé, refusa encore de témoigner. Sur ce point, le jugement fut remis à plus tard et rendu à Dublin par M. Gavan Duffy, le 13 juillet de la même année. Ce dernier décida que le refus du prêtre était justifié, que cet ecclésiastique ne pouvait être convaincu de « *contempt of court* », « les confidences faites à un prêtre par ses paroissiens jouissant d'un régime privilégié » (39). Ce privilège, ajouta-t-il, ne pourrait être écarté sans le consentement exprès dudit prêtre.

Bien que non confirmé par la Cour suprême, cet arrêt, semble-t-il, est destiné à faire jurisprudence; c'est l'opinion généralement admise à Dublin (40).

Rôle social et prestige du clergé. — Nous avons noté au chapitre précédent que l'Eglise ne fait pas de politique active; ses membres n'entrent pas dans les conseils du Gouvernement; il est interdit aux prêtres de se lancer dans la bataille politique. Si, au siècle dernier et au début du présent siècle,

(37) Bien qu'il ne s'agît pas d'une matière criminelle grave (canon 139, § 3).

(38) Constitué d'un juge, ancien séminariste, dont la guerre avait arrêté les études.

(39) Le juge s'appuyait en l'occurrence sur l'opinion d'un juriste américain, John Henry Wicmore, ancien doyen de la Faculté de droit de North-Western University à Chicago (*Anglo-American System of evidence*, 3^e édition, vol. VIII, Boston, 1940, cité dans *Irish Reports*, 1945, p. 520). Ce régime prévoit que, pour bénéficier du privilège du secret professionnel, la communication des renseignements doit présenter les caractères suivants : être faite sous le sceau confidentiel (et cet élément doit être déterminant); mériter par sa nature même d'être protégée par le secret; enfin que le secret soit gardé dans l'intérêt général.

(40) Il est intéressant à plus d'un titre car, par ses attendus (voir chapitre précédent), il déborde parfois le cadre purement juridique. Il est un exemple de l'influence qu'un sentiment national vif peut exercer sur un système juridique ancien pour l'orienter dans une voie nouvelle. L'histoire moderne n'a pas été avare d'exemples de ce genre. Le droit est un système vivant, évolutif, et il n'y a, dans ce qui précède, rien qui doive surprendre.

on pouvait souvent voir un curé présider une réunion politique, car c'était l'époque de la lutte pour conquérir les libertés religieuses et nationales, aujourd'hui les prêtres se tiennent à l'écart de ces manifestations. (Cela leur est expressément défendu par les statuts synodaux [41].) Comme nous l'avons vu, les prêtres ne sont jamais candidats aux élections législatives, bien qu'il n'y ait pas d'interdiction légale sur ce point.

Pourtant, le clergé participe étroitement à la vie de la paroisse et de la nation. L'Eglise est proche du peuple (42), elle émane de celui-ci et sait ce qu'il attend et veut d'elle : un magistère pastoral, un guide, un symbole populaire et national. Comment, d'ailleurs, le peuple n'aurait-il pas, d'instinct, grande confiance en ceux qui furent jadis sa consolation pendant les siècles de persécution. Il suffit, pour comprendre ce sentiment, de se rappeler les images évangéliques de Montalembert découvrant dans ses randonnées à travers la montagne le peuple agenouillé sur la terre humide et groupé derrière son prêtre célébrant clandestinement l'office divin. Plus près de nous, les insurgés de Pâques 1916 trouvaient, au moment de mourir, le réconfort spirituel d'un prêtre assiégé avec eux dans l'Hôtel des Postes de Dublin.

Héros de la clandestinité, le prêtre a conservé après l'épreuve le rôle de conseiller et de confident qu'il avait autrefois dans les temps difficiles, ainsi que son prestige inégalé. Aussi le peuple irlandais a-t-il fait une place d'hon-

(41) May. Stat. 30 et suivants qui interdisent aux prêtres de prendre part aux disputes et controverses politiques en public, par la voie de la presse ou autrement, qu'il s'agisse de politique nationale ou locale. Il est également interdit sévèrement (*suspense ferendae sententiae*, voir May. Stat., Peines, V, 4^e) aux prêtres d'évoquer en chaire les questions politiques. Les mêmes statuts synodaux rappellent les interdictions déjà formulées en 1900 par un précédent concile, qui soumettaient les vicaires à l'autorisation du curé pour participer aux réunions publiques dans leur paroisse.

(42) Le clergé est profondément démocratique et nationaliste. Il est très attaché à la terre d'Irlande. Une forte proportion de séminaristes vient des classes rurales.

neur à celui qui n'avait autrefois ni richesse, ni statut (43) et qui avait partagé le sort difficile de ses brebis. Certes, nous l'avons vu, l'Etat n'accorde aucun subside à l'Eglise (44), mais le peuple, généreux par nature, l'est particulièrement pour son clergé (45). Il le veut à l'abri du besoin et le pourvoit largement de moyens d'existence. Il s'étonnerait et s'indignerait peut-être même de voir son pasteur partager la condition inférieure et les disgrâces du monde prolétarien.

Aisé, le clergé est également influent; sa connaissance des besoins du peuple explique ce rôle. Il a conscience, dit-il, d'être plus proche de ses paroissiens que ne l'est notre clergé vis-à-vis des siens. Il se sent, ou se croit, en contact plus étroit et profond avec eux. Le curé visite tous ses paroissiens — car tous sont de bons catholiques (46). Nous avons noté le rôle essentiel joué par le clergé dans l'enseignement qui, en ce qui concerne du moins le cycle primaire, est tout entier confié aux prêtres. Ceci lui donne, dès le départ, un rôle considérable dans la paroisse; le prêtre reste le « maître » auquel on a pris l'habitude d'obéir. Aussi est-il écouté, suivi. Le curé de chaque paroisse est bien vraiment le pasteur de son troupeau. Non seulement il le conduit dans les voies austères du salut, mais il le guide dans sa vie quotidienne, ses soucis professionnels, ses problèmes économiques qu'il connaît par-

(43) Au XVIII^e siècle, les prêtres durent prêter serment d'allégeance à la Couronne pour pouvoir exercer leur ministère. A quelques exceptions près, ils refusèrent et demeurèrent illégalement en Irlande. Ce n'est qu'en 1782 que la législation fut assouplie. En 1850, une loi interdit aux évêques irlandais de porter leurs anciens titres ecclésiastiques, ce que la plupart continuèrent de faire cependant, ignorant la loi. L'agitation contre les évêques qui suivit la restauration de l'épiscopat anglais, en 1851, eut quelques incidences en Irlande. Finalement, GLADSTONE rapporta en 1870 la loi sur les anciens titres épiscopaux et quelques autres mesures restrictives contre le clergé catholique, peu après le *Disestablishment* de la *Church of Ireland*.

(44) Hormis pour l'enseignement, qui est un service public.

(45) Pourtant, selon une étude récente (article du R.P. SMYTH, S.J., revue *Furrow*, mars 1958), les catholiques irlandais ne consacraient au culte que 1 % de leurs revenus.

On dit qu'en Angleterre, aux Etats-Unis et en Australie, les fidèles seraient plus généreux.

(46) Le clergé de France aimerait, sans doute, se trouver dans une situation identique.

fois mieux qu'eux (47). Combien intéressante à signaler est, à cet égard, l'action menée par un prêtre irlandais — ancien élève du Collège des Irlandais à Paris — qui avait fondé, il y a quelques années, et qui a animé jusqu'à sa mort (48) le mouvement *Muintir Na Tire* (Communauté de la Terre); mouvement communautaire rural, fondé sur les principes chrétiens, dans le cadre de la commune (*parish*) et fédéré à l'échelon national, qui veut promouvoir la coopération dans le monde agricole, développer la formation professionnelle et améliorer le niveau de vie du paysan; mouvement remarquablement adapté à l'état religieux et au caractère du peuple irlandais et dans lequel le curé a un rôle primordial à assumer au sein de chaque guilde de paroisse. Bien d'autres œuvres professionnelles ou sociales sont créées ou dirigées par des prêtres.

B. — Les religieux.

Le clergé régulier jouit d'un prestige égal à celui accordé aux prêtres séculiers; il est entouré d'un grand respect par les fidèles. Illégal en Irlande depuis le xviii^e siècle, il le resta jusqu'à l'indépendance de l'Eire; la loi de 1872 supprimant l'enregistrement des prêtres et le serment d'allégeance ne s'appliqua pas à lui (49). En fait, les ordres religieux se maintinrent ou s'établirent malgré la loi. On rappellera que l'abbaye de Mount Melleray (filiale de celle de Melleray en Bretagne) fut fondée par les cisterciens en 1833 (50). De même le célèbre collège jésuite de Clongowes Wood s'établit en 1814 : autorisation ayant été demandée, selon la coutume, à l'évêque et au recteur protestants du lieu qui refusèrent

(47) L'archevêché de Dublin oriente aujourd'hui son clergé vers des problèmes concrets que pose l'apostolat de notre époque (organisation du travail missionnaire dans la cité). Un élan nouveau est donné qui atteindra ensuite la province. On notera que le diocèse de Dublin n'est pas tout à fait typique de la réalité irlandaise. Un grand nombre de ses prêtres, en effet, ont fait toutes leurs études au grand séminaire de Clonliffe (certains les terminent à Maynooth ou à Rome).

(48) En 1957.

(49) Des efforts furent tentés pour atténuer les rigueurs de la loi; une députation fut envoyée, mais sans succès, auprès de PEEL. Voir à ce sujet les documents de l'*Archivium Hibernicum*, vol. III (1914), pp. 34-86.

(50) Voir Ailbe LUDDY, *Story of Mount Melleray*, Dublin, 1932.

« car les Jésuites étaient un ordre illégal et dangereux », ceux-ci passèrent outre (51). Le nouveau régime politique mit fin à cette illégalité de droit (52).

Aujourd'hui, aucune autorisation légale n'est nécessaire pour fonder une institution religieuse, ordre ou congrégation, ou bien pour établir une filiale d'une institution étrangère.

Le *recrutement* des ordres religieux comme celui du clergé séculier ne pose pas de problèmes particuliers; il est abondant. On observait autrefois une certaine tendance à accueillir dans les ordres ou congrégations des candidats à la cléricature que, pour des raisons économiques ou sociales, l'épiscopat ne retenait pas pour le service paroissial. Conséquence ou cause de cet état de choses, les congrégations (missionnaires spécialement) jouissaient d'un prestige inférieur à celui du clergé séculier. La création de la *Maynooth Mission to China* (Société de Saint-Colomban) en 1916-1918 (voir plus loin) a contribué à rehausser ce prestige. Les autres congrégations en ont profité; les *Christian Brothers*, en particulier, jouissent d'une grande considération.

Les religieux sont soumis aux mêmes *obligations* et *interdictions* que celles mentionnées au sujet du clergé paroissial : interdiction d'assister aux courses de chevaux, spectacles, danses (*choreas et saltationes*) et jeux (53). Les statuts synodaux privent de l'exemption les religieux se trouvant illicitement hors de leur maison (54). S'ils commettent un délit au cours de cette absence et qu'ils ne soient pas punis par leur supérieur, ils peuvent l'être par l'Ordinaire (même dans le cas où ils se trouveraient légitimement hors de leur maison).

(51) Voir T. CORCORAN, *Clongowes Record*, Dublin, 1932, pp. 52-63.

(52) La première Constitution irlandaise, celle de l'Etat libre de 1921, contenait en effet une clause selon laquelle le statut des citoyens irlandais ne pourrait être affecté par leurs croyances religieuses. La Constitution de M. DE VALERA, de 1937, reprit cette disposition et précisa la garantie. D'où il suit que malgré l'absence de dispositions constitutionnelles ou législatives abrogeant expressément les lois d'exception antérieures, celles-ci sont considérées comme caduques.

(53) May. Stat. 187.

(54) *Ibid.*, 186, § 1.

S'agissant des *congrégations féminines* (55), les évêques veillent à ce que la Règle soit strictement observée et la vie conventuelle préservée du laxisme (56). Les statuts synodaux expriment en outre le désir que les maisons soient centralisées sous l'autorité d'une même supérieure dans chaque diocèse (57). Le souci de développer l'enseignement qui anime plusieurs prélats, et notamment l'archevêque de Dublin, a conduit le Synode à préconiser la création de cours pédagogiques pour les jeunes sœurs (58).

Non plus que pour le recrutement, les ordres et congrégations n'éprouvent de difficultés sérieuses pour s'assurer les *ressources financières* nécessaires, contrairement encore à ce que l'on voit en France où ce problème est grave.

Les ordres *enseignants*, masculins ou féminins, ont des revenus assurés, l'Etat prenant à sa charge le traitement des religieux qui enseignent dans les écoles primaires. Quant à ceux de l'enseignement secondaire, ils sont payés par les collèges qui reçoivent à cet effet un *capitation grant* du Gouvernement.

Les congrégations *missionnaires* bénéficient, comme le clergé séculier, de la générosité des fidèles : quêtes, libéralités provenant d'organisations pieuses, loteries, etc. Le public contribue régulièrement et largement aux œuvres et vocations missionnaires.

Les congrégations *hospitalières* possèdent un nombre très élevé de sœurs infirmières diplômées, rémunérées comme telles.

Enfin, les revenus des *ordres cloîtrés* dépendent des contributions des fidèles qui se manifestent continuellement et spontanément et sont, en général, suffisantes; il s'y ajoute parfois les revenus de valeurs mobilières possédées par les couvents ou monastères (revenus des anciennes dotes, en particulier).

(55) Canon 490 : « Ce qui est dit dans le Code, des religieux au masculin, s'applique également aux religieuses, à moins que le contraire ne résulte du contexte ou de la nature des choses. »

(56) May. Stat. 191.

(57) *Ibid.*, 194.

(58) *Ibid.*, 196.

Les dots importantes ne se rencontrent plus guère aujourd'hui; mais la pratique des dots demeure. La stabilité relative de la monnaie a permis aux institutions religieuses de conserver des revenus encore substantiels. Rappelons que, par contre, les investissements faits dans les chemins de fer ont été un échec.

Il faut enfin souligner que les legs pieux constituent encore aujourd'hui une source fréquente de revenus ecclésiastiques.

C. — La tradition missionnaire.

Les traditions missionnaires irlandaises, on le sait, sont fort anciennes; elles remontent aux v^e et vi^e siècles. Après une longue interruption forcée, elles ont fleuri à l'époque contemporaine. On peut dire que, dans les temps modernes, les Irlandais ont d'abord exercé leur zèle apostolique dans les pays habités par leurs compatriotes puis, au début du xx^e siècle, vers les pays païens.

Au xix^e siècle, l'ambition des prêtres missionnaires irlandais était de suivre les pionniers émigrés vers l'Australie ou l'Amérique (59). Le collège de All Hallows, fondé au temps de O'Connell (60), répondait à cette préoccupation. Au tournant du siècle, l'esprit idéaliste, l'appel du sacrifice qu'on observa sur un autre plan, dans le mouvement *Sinn Fein*, orienta les missionnaires irlandais vers les populations païennes d'Asie. C'est en 1916, année significative, que la célèbre *Maynooth Mission to China* fut créée par un groupe de professeurs (61) de ce séminaire, abandonnant leur carrière et leur avenir pour évangéliser les populations de Chine, puis des Philippines, de Corée, de Birmanie, du Japon. La mission fonda le collège dédié à saint Colomban, près de Navan (diocèse de Meath) qui est le centre de ce mouvement

(59) Nous avons vu que six grands séminaires irlandais sur huit ordonnent des prêtres pour l'apostolat dans ces pays.

(60) Par un prêtre séculier, puis dirigé par les Lazaristes.

(61) A l'instigation du Rév. John BLOWICK, le fondateur. Parmi eux se trouvait l'abbé GALVIN, plus tard évêque, qui passa la plus grande partie de sa vie en Asie; il avait un culte particulier pour le saint missionnaire irlandais Colomban, et en fut jusqu'à sa mort, en 1957, l'ardent propagandiste.

missionnaire, lequel n'a maintenant plus d'attaches particulières avec Maynooth, sauf le nom. La congrégation ne cesse d'attirer, en nombre toujours plus grand, des prêtres ardents, généreux, animés d'un admirable esprit de sacrifice (62).

Le même changement se manifesta dans les ordres ou congrégations existants (63). Les Pères du Saint-Esprit (établis en Irlande vers le milieu du XIX^e siècle), suivirent l'élan donné par la *Maynooth Mission to China*; jusque-là orientés vers l'apostolat intérieur, ils envoyèrent bientôt des missionnaires au-delà des mers, aux Indes occidentales et en Afrique (Sierra Leone, Nigeria, Kenya). Les Jésuites également tournèrent leurs regards vers l'Asie; ils n'avaient essaimé qu'en Australie; à partir de 1930, ils allèrent s'établir à Hong-Kong, puis en Rhodésie (1950).

Avec plus de 2.000 prêtres (64), 4.000 sœurs et 400 « frères », l'Irlande donne au monde davantage de missionnaires qu'aucun autre pays ne le fait (65). Les Irlandais sont les missionnaires du XX^e siècle, comme les Français ont été ceux du XIX^e.

(62) La générosité particulière des fidèles pour soutenir les missions étrangères est reconnue par le synode même (378, § 2) qui rend grâces à Dieu de la renaissance de l'esprit missionnaire irlandais (378, § 1).

(63) Pratiquement, tous les ordres religieux sont engagés dans le travail missionnaire.

(64) De nombreux prêtres irlandais exercent le ministère paroissial au Japon (indication donnée par l'hebdomadaire catholique *The Standard* du 22 novembre 1957, qui en signale notamment dans le diocèse d'Osaka).

(65) Ce pays a un missionnaire pour 450 catholiques vivant dans l'île. On pourrait parler d'un « immense empire spirituel » que l'Irlande a ainsi établi à travers le monde. Selon le mot d'un contemporain, les missions sont la « Légion étrangère » de l'Irlande dans le combat pacifique de l'évangélisation des nations.

(66) Ils vont même exercer leur apostolat dans les terres très voisines de France; et l'on rencontre dans la région de Toulouse ou aux environs de Paris des prêtres qui sont de naissance et de formation irlandaises, réponse à la tradition d'une époque où la France instruisait le clergé irlandais proscrit.

CONCLUSION

Dans un cadre géographique et hiérarchique semblable à celui existant au Moyen Age et avec des traditions demeurées à peu près intactes, l'Eglise d'Irlande a retrouvé au ^{xx}e siècle une existence originale et prospère.

On a noté au cours de la présente étude les traits de son droit caractéristique de cette originalité : c'est d'abord le nombre élevé des diocèses, leur relativement faible étendue, leur configuration géographique irrégulière et leur compénétration respective fréquente. Ces caractères proviennent d'un lointain passé et leur raison d'être est souvent oubliée. A l'opposé, on a souligné l'assez grande étendue des paroisses ainsi d'ailleurs que le mouvement récent de fractionnement qui affecte peu à peu les circonscriptions urbaines, lesquelles se peuplent chaque année davantage. Une nouvelle géographie ecclésiastique s'élabore là sous la poussée démographique.

Le second trait est l'importance exceptionnelle et l'éclat des fonctions épiscopales ainsi que le respect qui leur est dû ; leur portée dépasse parfois le plan strictement religieux et leur action se fait sentir sur la marche même de la cité par les conseils et les directives donnés notamment aux groupements corporatifs, et qui sont généralement suivis. C'est l'aspect qui frappe le plus l'observateur étranger. Autre particularité du droit épiscopal, les évêques sont, aujourd'hui encore, nommés pour la plupart dans leur diocèse d'origine, aucun, en tout cas, ne franchissant les limites de sa province ecclésiastique, pratique fort différente de celle suivie en France notamment, où les prélats sont susceptibles d'être

désignés à n'importe quel évêché des dix-sept provinces métropolitaines. Le compartimentage territorial irlandais contraste avec l'unité de formation ecclésiastique qu'offre l'existence d'un grand séminaire national.

Etudiant la curie épiscopale, nous avons souligné le nombre parfois élevé des vicaires généraux et le fait que chacun d'eux exerce en même temps la cure d'âmes. Si l'organisation des officialités n'offre rien de remarquable, on observe par contre l'importance, relativement moindre que dans les pays latins, des fonctions juridictionnelles, la sévérité de ces juridictions et le nombre comparativement peu élevé des causes qui leur seraient soumises, notamment dans le domaine du droit matrimonial.

La physionomie particulière de l'histoire irlandaise explique notamment la disparition presque complète des chapitres de chanoines (du ^{xvi}^e au ^{xix}^e siècle); la reconstitution progressive de ceux-ci s'effectue au cours de la période contemporaine, mais l'accent est mis essentiellement sur le caractère honorifique des fonctions canoniales; contrairement à ce que l'on voit en France, par exemple, où l'on distingue bien les chanoines honoraires des titulaires, en Irlande la division est imprécise. Les chapitres n'ont aucun bien, les chanoines ne perçoivent ni revenus ni distributions quotidiennes; leurs fonctions sont réduites au minimum, leurs titres sont honorifiques. On ne concevrait d'ailleurs guère autrement les chapitres; ils sont surtout un rappel historique.

L'inamovibilité de toutes les cures d'âme est un autre caractère du droit ecclésiastique irlandais, de même que la coutume de ne confier aucun diocèse ou paroisse (à l'exception d'une seule) aux ordres religieux; cette dernière coutume tranche avec celle suivie en Angleterre ou en France par exemple. L'organisation paroissiale offre de son côté des particularités dues, directement ou non, à l'histoire. Les paroisses étant, depuis les temps difficiles, étendues et parfois très peuplées, le nombre des vicaires est élevé (pour cette raison d'ailleurs l'accession à la cure d'âmes est un avantage rare et très apprécié de ceux-ci) et l'on doit diviser le territoire paroissial en districts affectés à chaque vicaire en vue de l'administration pastorale. La survivance de la pratique

des « Stations », au cours desquelles le curé des paroisses rurales célèbre la messe et entend les confessions dans une maison familiale d'un hameau éloigné s'explique surtout par des raisons historiques, parfois dépassées mais encore suffisamment puissantes dans ce pays attaché à juste titre à ses traditions.

Toutes imprégnées elles aussi de l'histoire de l'Irlande, les formes du culte et la pratique religieuse présentent les caractères distinctifs que sont le peu de faveur dont jouissent les vêpres, le rôle moindre donné à la liturgie, l'absence générale de messes chantées, la brièveté des sermons, et aussi le développement pris par les associations, confréries ou patronages dont certains, comme les « purgatorian societies », furent créés à un moment où les catholiques sentirent la nécessité de se grouper pour fortifier parmi eux la vie religieuse.

C'est au contraire une revanche sur l'histoire que prend l'Eglise dans le domaine de l'enseignement. Elle joue là, aujourd'hui, un rôle exceptionnellement important, notable en particulier dans le cycle primaire. Bien que la Constitution de la République d'Irlande fasse de la famille le seul responsable de l'éducation des enfants, le système scolaire tel qu'il fonctionne, en fait, au bénéfice de l'Eglise se rapproche dans une bonne mesure des conditions posées par le droit canon, davantage en tout cas que ne le fait celui observé dans les autres pays du monde occidental. Quant à l'enseignement secondaire, il offre à l'Eglise des possibilités telles qu'elle peut se dispenser d'entretenir des petits séminaires proprement dits, exception à la règle ordinaire. Il faut d'autre part rappeler le caractère très original du casuel irlandais fondé, dans certains diocèses, sur les offrandes de mariage qui présentent parfois un caractère de munificence; l'absence habituelle de quête pendant la messe retient aussi l'attention car cette coutume contraste avec un trait bien connu de la pratique continentale. On a vu, d'autre part, que l'Eglise catholique n'éprouve pas en Irlande les difficultés rencontrées en France pour financer la construction des édifices du culte, trouver les terrains et emprunter les sommes nécessaires. Héritière de traditions solides, elle bâtit avec confiance.

Ainsi les diverses particularités que nous avons notées dans la structure et le fonctionnement de la société religieuse s'expliquent généralement par le cadre historique où s'est déroulée la vie catholique, et l'on a vu que le droit de l'Eglise d'Irlande fait une large place à la coutume élaborée à travers les siècles d'une existence singulièrement agitée et qui n'a guère d'équivalent dans le monde.

*
**

Parallèlement à son originalité juridique se manifeste la grande autonomie dont l'Eglise jouit au sein de la société séculière avec laquelle elle entretient pourtant des rapports plus intimes que ceux observés dans bien d'autres pays occidentaux. Le paradoxe, d'ailleurs, n'est pas la moindre de ses originalités.

L'Irlande compte, en effet, parmi les plus anciens et plus fidèles pays catholiques du monde; pourtant, elle n'est rattachée à la Consistoriale que depuis moins de cinquante ans, elle n'a pas de concordat et son Eglise jouit vis-à-vis de l'Etat d'un régime *juridique* en principe très peu satisfaisant selon la doctrine (1). Elle tient en relative estime un pouvoir politique qu'elle a pourtant contribué à instaurer, puisque le combat pour l'indépendance nationale s'est souvent confondu avec la lutte religieuse.

Etroitement attachée à une nation démocratique par bien des liens historiques et sociaux, elle jouit vis-à-vis du pouvoir politique, émané directement de celle-ci, d'une indépendance qui frappe l'observateur. Elle n'est pas un des éléments de l'Etat; elle est tout à la fois mieux et moins que celui-ci. Dans un Etat imprégné de catholicisme par presque tous ses membres, elle ne joue pas de rôle légal et son influence est pourtant considérable. Elle se veut en dehors et au-dessus des luttes politiques et en même temps fait sentir son action sur les affaires publiques.

(1) Il est vrai que l'Etat irlandais avec lequel elle a établi des rapports s'est formé à une époque où l'Eglise catholique romaine avait perdu la plupart de ses meilleures positions dans le monde.

Traditionaliste, nationaliste et conservatrice, elle est cependant l'Eglise du peuple, non d'une classe privilégiée. Autrefois ferment de révolte, elle apparaît maintenant comme le gardien de l'ordre. Symbole de la liberté pour un peuple, elle sert volontiers de tuteur à l'opinion publique; elle est en outre fortement hiérarchisée et son clergé jouit d'une autorité inégalée. Il est démocratique et ses missionnaires répandent sur les continents les ferments de liberté, cependant que dans l'île l'Eglise se croit tout naturellement le devoir d'être la conscience sociale d'une nation catholique (2).

Elle est l'unificatrice spirituelle d'un peuple partagé entre deux souverainetés politiques (3). Son siège primatial est situé en dehors du territoire où demeure la fraction la plus nombreuse et la plus homogène de ses fidèles. Ecclésiastiquement, « les deux Irlande » sont administrées comme une « province » unique et les conciles pléniers disposent pour l'ensemble de l'île.

Ayant relativement peu de biens-fonds, elle apparaît cependant comme l'une des plus aisées qui soient et son clergé a le niveau de vie le plus élevé parmi ceux observés en Europe, effet de la générosité particulière d'un troupeau qui semble vouloir ainsi mieux affirmer sa revanche sur l'histoire et surmonter un sort qui a fait de l'Irlande un pays toujours pauvre.

(2) Pourtant elle encourage et dirige un renouveau d'intérêt des laïcs pour les questions de sociologie religieuse. Des centres d'études s'ouvrent spécialement dans le diocèse de Dublin. Tel le *Dublin Institute of Catholic Sociology*. En outre, vingt-neuf « centres ruraux » fonctionnent, parfois situés dans les paroisses les plus reculées. Les fidèles, les jeunes surtout, montrent un goût de la recherche, un besoin de connaître les faits et de les interpréter, une conscience de leurs responsabilités vis-à-vis de la société, sur le plan religieux, qui sont à noter.

(3) On pourrait dire, par contre, qu'elle constituerait éventuellement un obstacle non négligeable sur la voie de l'unification politique des deux Irlande, car la population protestante majoritaire de l'Ulster appréhende sans doute l'influence qu'aurait, dans une nation unifiée, l'Eglise catholique. On disait, il y a cinquante ans : *Home Rule* signifiait *Rome Rule*; peut-être y songe-t-on encore.

Rappelons à cet endroit que la population catholique des six comtés du Nord, dont la natalité semble plus forte que celle des protestants, s'accroîtrait si l'émigration (vers l'Angleterre notamment) ne lui enlevait cet avantage. Si bien que, pour l'instant, le pourcentage de catholiques paraît devoir rester stationnaire.

Peut-être, d'ailleurs, le caractère le plus original de l'Eglise irlandaise réside-t-il dans la solidarité étroite qui l'a toujours attachée à une nation fidèle, car l'Irlande est profondément chrétienne et, dans sa grande majorité, catholique, de cœur et de pensée, par tradition et raison nationale, et par besoin d'épanchement religieux bien naturel chez une race spontanément portée à la contemplation spirituelle.

Cet accord profond explique le grand prestige dont jouit le clergé aux yeux d'un peuple respectueux, ainsi que le caractère harmonieux des rapports entre les pouvoirs séculier et spirituel. L'autonomie présente de l'Eglise d'Irlande, reflet de sa solitude passée, explique, de son côté, l'originalité des voies vers lesquelles s'est parfois développé le droit ecclésiastique contemporain, dans un pays où chaque citoyen considère naturellement comme un droit civique celui de placer son espérance dans le ciel.

BIBLIOGRAPHIE

PREMIERES SOURCES

Les premières sources sont naturellement le *Codex juris canonici*, les *Acta et Decreta* du Concile plénier de Maynooth de 1927 et ceux du Synode diocésain de Dublin de la même année.

OUVRAGES DE REFERENCE

Les grands ouvrages de référence sont les suivants :

The Catholic Encyclopedia, an international work of reference on the constitution, doctrine, discipline, and history of the catholic church, en 15 volumes. Caxton publishing Company, Londres et Robert Appleton, New York. L'article sur l'Irlande est aux pages 98 à 130 du volume 8, année 1910.

Le Dictionnaire de Théologie catholique, où l'on lira l'article sur l'Irlande (Grande-Bretagne et Irlande) par A. GATARD, tome sixième, deuxième partie (6 ii), 1924, pp. 1703 à 1708; et 1708 à 1725 *passim*. On lira aussi l'article « Les Pénitentiels » par G. LE BRAS, tome douzième, première partie (12 i), 1933, pp. 1160 à 1179.

The Encyclopedia Britannica, onzième édition, volume XIV, 1910; article sur l'Irlande, pp. 742 à 789.

TRAITE DE DROIT CANON

Pour l'initiation au droit canonique, notre livre de chevet a été le *Traité de Droit canonique*, publié sous la direction de Raoul Naz; 4 volumes, deuxième édition, 1955, Letouzey et Ané, éditeurs, Paris.

OUVRAGES SUR L'HISTOIRE DU DROIT CANON

Pour l'histoire du droit ecclésiastique :

FOURNIER (Paul) et LE BRAS (Gabriel) : *Histoire des collections canoniques en Occident depuis les fausses décrétales jusqu'au*

- décret de Gratien*. Bibliothèque d'Histoire du Droit, publiée sous les auspices de la Société d'Histoire du Droit. Tomes I-II, in-8°, Paris, 1931-1932.
- GOUGAUD (Dom Louis), O.S.B.: *Les Chrétientés celtiques* (Bibliothèque de l'enseignement de l'histoire ecclésiastique). 410 pages, 3 cartes, in-8°, Paris, V. Lecoffre, 1911. L'édition anglaise, plus récente (1932) est plus complète que la précédente. (*Christianity in celtic lands; an history of the churches of the Celts, their origin, their development, influence and mutual relations*. Traduction par Maud Joynt, 458 pages, in-8°, Sheed and Ward, éditeurs.)
- KENNEY (James F.): *The Sources for the early history of Ireland; an introduction and guide*. 2 vol. in-8°, New York, Columbia University Press, 1929.
- RYAN (Rev. John), S.J.: *Irish Monasticism, Origins and Early Development*. The Talbot Press Limited, Dublin and Cork, 1931. Un volume de 413 pages.

OUVRAGES DIVERS

- Puis les ouvrages suivants (par ordre alphabétique d'auteur):
- CONWAY (Rev. William), D.D., D.C.L.: *Problems in canon law : classified replies to practical questions*. 344 pages, in-8°. Publié à Dublin par Browne and Nolan, 1956.
- CORCORAN (T.), S.J.: *The Clongowes Record, 1914 to 1932*. Histoire du collège des jésuites de Clongowes wood. Un volume de 297 pages. Browne and Nolan, Dublin, 1932.
- DELANY (V.T.H.): *The law relating to charities in Ireland*. 253 p., in-8°. Dublin, Thom, 1956.
- EHLER (Sidney Z.) et John B. MORRALL : *Church and state through the centuries : a collection of historic documents with commentaries*. Recueil de textes historiques ayant trait aux rapports de l'Eglise et de l'Etat. 625 pages. Londres, Burn and Oates, 1954.
- FALOOD (W. Harris) : *The Marriage Law of Ireland*. Dublin, Hodges Figgis, 1881. 165 pages.
- KINGSTON (Rev. John) : *The parish of Fairview including the present parishes of Corpus Christi, Glasnevin, Larkhill, Marino and Donnycarney*. 122 pages avec des cartes, in-8°. Publié par Tempest, à Dundalk, 1953.
- LE BRAS (Gabriel) : *Etudes de sociologie religieuse*. Bibliothèque de sociologie contemporaine, 2 volumes, 820 pages. Presses universitaires de France, Paris, 1956.
- LENER (Salvatore), S.J. : *Una grave questione di diritto familiare in Irlanda*. Edition la Civiltà Cattolica, Rome, 1949. Une brochure de 30 pages.
- LESÊTRE (Abbé Henri) : *La Paroisse*. Bibliothèque d'économie sociale, in-12, 263 pages. Paris, librairie Victor Lecoffre, 1906 (ouvrage depuis longtemps épuisé).

- LUDDY (Rev. Ailbe J.), O.Cist.: *The Story of Mount Melleray*, avec une carte des maisons cisterciennes en Irlande. Dublin, M.H. Gill and Son Ltd., 1932. 282 pages.
- O'RIORDAN (Right Rev. Mgr. Michael): *Catholicity and progress in Ireland*. A reply to Sir Horace Plunkett's « Ireland in the New Century », 510 pages, in-8°. Londres, Paul, éditeur, 1905.
- RONAN (Myles V.): *An apostle of Catholic Dublin, Father Henry Young*. 315 pages, in-8°. Dublin, Browne and Nolan, 1944.
- WALSH (Right Rev. Patrick J.): *William J. Walsh, Archbishop of Dublin*. In-8°. Dublin, Talbot Press, 1928. Voir aussi : *The motus proprio Quantavis diligentia and its critics*. Une brochure par « The Archbishop of Dublin ». Dublin, Browne and Nolan, 1912.
- Faisons une place à part à : *Le Miracle irlandais*, textes réunis sous la direction de Daniel-Rops. Un volume de 252 pages. Robert Laffont, 1956.

THESES DACTYLOGRAPHIEES

- BROWNE (Rev. Michael): *The Ante nuptial guarantee regarding the catholic education of the children of mixed marriages : with special reference to the legal position in Ireland*. Thèse présentée à la Faculté de droit canon de l'Université grégorienne pontificale en 1947, 159 pages.
- SHEEHY (Rev. Maurice P.): *The Church in Ireland from the beginning of the Gregorian Reform to the Restoration of the Monarchy in England under Henri III, 1070-1224*. Thèse présentée à la Faculté d'histoire ecclésiastique de l'Université grégorienne pontificale en 1957 (avec une carte des évêchés).

REVUES

- Année canonique*, recueil d'études et d'information. Bibliothèque de la Faculté de droit canonique de Paris, Institut catholique. Letouzé et Ané, éditeurs. Tome III, 1954-1955.
- Archivium hibernicum* (ou *Irish Historical Records*), in-8°, publié par la Record Society, St. Patrick's College, Maynooth, 1912-1916. Vol. III (1914), pp. 34-56: relation de la députation envoyée auprès de Peel après la loi de 1872 supprimant l'enregistrement des prêtres.
- Irish Ecclesiastical Record*, a monthly journal under episcopal sanction, publié à Dublin depuis 1864, deux volumes par an. Browne and Nolan, éditeurs : juillet 1945 (part I), pp. 81-92, février 1945 (part II), pp. 111-122, « The First Synod of Cashel », par le R.P. Aubrey GWYNN, S.J.; juillet-décembre 1946 (volume 58), article du Rev. John BRADY, « Ireland and the Council of Trent », pp. 188-195; mars 1952 (pp. 161-176) et avril 1952 (pp. 177-191), « The Synod of Kells », par le

R.P. Aubrey GWYNN, S.J.; juillet 1956 (vol. 86, n° 1), article du Rev. P. C. BARRY, S.J., « The National Synod of Thurles (1850). Contemporary accounts », pp. 75 à 82.

Irish Historical Studies, publié conjointement par l'Irish Historical Society et l'Ulster Society for Irish Historical Studies, à Dublin, Hodges, Figgis and Co.: volume VIII, pp. 193-216, « Ireland and the Continent in the eleventh century », par le R.P. Aubrey GWYNN, S.J.

Repertorium Novum, Dublin Diocesan Historical Record. Publication éditée sous la direction de l'archevêque de Dublin par le Right Rev. Monsignor M. Curran. Article: « History of the diocese : Deanery of Taney », par le Very Rev. Myles V. Ronan, vol. 1, n° 1 (1955), pp. 27-44; n° 2, pp. 263-284.

Revue des Sciences religieuses, 1924, tome 4, pp. 221-254 : « Le choix des évêques dans l'Eglise latine », par Mgr Victor Martin.

Studies, an Irish Quarterly Review of Letters, Philosophy and Science. Revue publiée par la province irlandaise de la Compagnie de Jésus: vol. XXXVIII, n°s 149, 151 et 152, mars, septembre et décembre 1949, articles du Père Aubrey GWYNN : « Henry of London, Archbishop of Dublin ».

REPertoire JURIDIQUE

Irish reports, répertoire jurisprudentiel publié sous différents noms depuis 1838; paraît chaque année en un ou deux volumes. Chaque affaire rapportée est précédée d'un résumé des attendus et de la décision.

ANNUAIRE

The Year Book of Education, publié par l'University of London Institute of Education, chez Evans Brothers Ltd., Londres. Année 1951, article de M. Alfred O'RAHILLY, M.A., D.Sc., D.Phil., D.Litt., President of University College, Cork, « The Republic of Ireland », section III, chapitre 5, pp. 349-354.

TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT ET REMERCIEMENTS.....	7
INTRODUCTION	11
<i>Rappel historique</i>	11
A. — L'ancien droit, la réforme grégorienne et la période prénormande jusqu'à la fin du XII ^e siècle..	12
B. — De la réforme d'Henri II à la Réforme protestante (fin du XII ^e siècle-XVI ^e siècle)	13
C. — L'Eglise persécutée (XVI ^e -XVIII ^e siècles)	15
D. — Le retour progressif à la liberté (fin du XVIII ^e siècle-XIX ^e siècle)	17
<i>Position des problèmes à étudier et sources juridiques</i>	19
<i>Renseignements généraux sur l'Irlande pour faciliter la compréhension de cette étude</i>	22
<i>Plan de l'ouvrage</i>	25
CHAPITRE PREMIER. — LA GEOGRAPHIE ECCLESIASTIQUE	27
A. — <i>Les provinces ecclésiastiques</i>	27
B. — <i>Les évêchés</i>	29
1 ^o Historique - Limites - Fusion de divers évêchés	30
2 ^o Population des diocèses	32
C. — <i>Les doyennés</i>	37
D. — <i>Les paroisses</i>	38

CHAPITRE II. — LA HIERARCHIE - LA PRIMATIE.....	43
A. — <i>Les évêques</i>	44
1° Nomination	45
2° Origine géographique, universitaire et carrière antérieure	47
3° Autorité - Prestige.....	50
4° Obligations des évêques.....	51
B. — <i>Les auxiliaires de l'évêque</i>	52
1° Les membres de la curie épiscopale.....	52
2° Les officialités	54
3° Les chapitres	55
C. — <i>Les doyens ou vicaires forains</i>	56
D. — <i>Les curés et le gouvernement des paroisses</i>	58
1° Les curés	58
2° Les vicaires	60
3° Le gouvernement des paroisses	61
4° La pratique religieuse.....	64
5° Les cérémonies du culte et les formes de dévotion : messes chantées, communion, sermons, vêpres, funérailles, « stations », confréries et patronages, « purgatorian societies ».....	68
6° L'enseignement - L'enseignement primaire, les « National Schools », l'enseignement religieux.	74
E. — <i>Les religieux</i>	80
Importance numérique et répartition des ordres et congrégations	80
Liste des divers ordres ou congrégations.....	81
Congrégations purement irlandaises.....	83
Congrégations féminines	84
F. — <i>Les séminaires et le recrutement sacerdotal</i>	85
Séminaires	85
Le recrutement sacerdotal.....	86
Effectifs du clergé séculier.....	88

CHAPITRE III. — LE TEMPOREL.....	89
A. — <i>Sources des revenus de l'Eglise</i>	90
1° Formes de la contribution des fidèles.....	91
a) Offrandes à l'entrée de l'église.....	91
b) Le casuel	92
c) Le denier du culte.....	93
d) Honoraires de messe.....	93
e) Libéralités pieuses.....	94
2° Revenus propres aux évêques.....	98
« Mensal parishes », cathedraticum, « Holy oils dues », quête, droits de chancellerie	98
3° Bénéfices et biens fonds ecclésiastiques.....	99
B. — <i>Les charges du clergé</i>	100
Construction des églises - Historique - Finance- ment - Entretien des édifices.....	100
C. — <i>Le régime des biens ecclésiastiques</i>	103
1° La propriété des biens.....	103
2° Régime fiscal et immunités.....	105
3° Droit d'asile.....	107
CHAPITRE IV. — LES RAPPORTS ENTRE L'EGLISE ET L'ETAT	109
A. — <i>Evolution jurisprudentielle des rapports entre le droit civil et le droit canon</i>	110
L'affaire O'Keeffe	110
a) Droit matrimonial	111
1° Historique	111
2° Réglementation actuelle.....	113
3° Evolution de la jurisprudence.....	115
b) Discipline ecclésiastique.....	120
c) Témoignage en justice.....	121
B. — <i>L'état actuel des rapports entre l'Eglise et l'Etat</i>	123
a) La position constitutionnelle	123
b) La pratique	124
1° Compénétration des deux ordres reli- gieux et civil.....	125

2° Séparation des pouvoirs.....	125
3° Coopération des pouvoirs.....	130
4° Les relations avec le Saint-Siège.....	136
c) Conclusion	136
 CHAPITRE V. — LA CONDITION DU CLERGE ET DES RELI- GIEUX	139
A. — <i>Le clergé séculier</i>	140
Ressources	140
Mode de vie.....	141
Obligations	142
Avancement	144
Privilèges	145
Rôle social et prestige du clergé.....	146
B. — <i>Les religieux</i>	149
Prestige	149
Recrutement	150
Obligations	150
Congrégations féminines.....	151
Ressources financières.....	151
C. — <i>La tradition missionnaire</i>	152
 CONCLUSION	155
 CARTE DES PROVINCES ET DES DIOCÈSES.....	161
 BIBLIOGRAPHIE	163
 TABLE DES MATIÈRES.....	167

LIBRAIRIE GÉNÉRALE
DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
Paris — N° 599
Dépôt légal : 3^e trim. 1958

Printed
in France

IMPRIMERIE GAMARD
17, Rue Raspail - Cachan (Seine)
— TYPOGRAPHIE VANÇON —
N° 307 22-7-58

